

Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques



Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention d'un Diplôme de Master en Sciences Economiques
Spécialité : Economie du Développement

Thème

L'impact des zones d'activité sur le développement
économique local dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Cas de la zone de DRAA BEN KHEDDA

Réalisé par :

- BAZIZ Katia
- BABASSI Lounes

Membres de jury :

Présidente : Pr. AKNINE Rosa, professeur, UMMTO

Examineur : Dr. RAHMOUNI Djamila, MCB, UMMTO

Examineur : Dr. KABENE Ahmed, MAB, UMMTO

Rapporteur : Dr. BERBAR Mouloud, MCB, UMMTO

Année : 2019-2020

Remerciements

Avant tout, nous remercions le bon DIEU tout puissant de nous avoir donné le courage et la santé pour mener à bien ce travail.

Ces remerciements sont destinés, à notre encadreur Mr BERBAR Mouloud, à qui nous témoignons toute notre gratitude et reconnaissance pour nous avoir encouragé, consacré son temps précieux et nous accordés son attention avec une extrême patience.

Nous présentons également nos remerciements aux membres du jury qui nous font l'honneur d'évaluer et de juger notre travail.

Enfin, nous tenons également à remercier toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin à la réalisation de ce projet.

Dédicaces

Je dédie ce Modeste travail a:

Toutes ma famille particulièrement a mes chers parents pour leur soutien.

A mes frères et mes sœurs.

Tout les ami(e) et proches.

KATIA

Dédicaces

Je dédie ce Modeste travail a :

Toute ma famille particulièrement a mes chers parents pour leur soutien.

A mes frères et mes sœurs.

Toutes les ami(e) et proches.

LOUNES

Sommaire

Introduction générale	01
------------------------------------	-----------

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

Section 1 : Généralité sur le développement local	05
Section 2 : Cadre conceptuel des petites et moyennes entreprises	17
Section 3 : Rôle de la petite et moyenne entreprise dans le développement économique local	24

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation territoriale

Section 1 : La doctrine de l'économie industrielle	28
Section 2 : Fondement théorique des dynamiques territoriales	38
Section 3 : La ressource territoriale	44

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Section 1 : Présentation de la wilaya de Tizi-Ouzou	51
Section 2 : Présentation de la commune de DRAA BEN KHEDDA	80
Section 3 : Résultat d'enquête	86
Conclusion générale	99

Introduction générale

Introduction Générale

Aujourd'hui, les besoins des habitants et des citoyens sont perçus comme des besoins potentiels que les collectivités locales doivent développer et participer à la recherche des mesures pour répondre à ces besoins. En ce qui concerne le pays, ils doivent s'assurer que ces territoires puissent être dotés de procédures, d'équipement, d'outils, des moyens nécessaires, pour qu'ils puissent agir sur le plan économique acceptant le développement territorial comme un mode d'intervention pertinent. L'Etat reconnaît la légitimité des territoires en tant que collectif reconnu, ils sont devenues des institutions compétentes qui représentent de réels besoins sociaux et assurent leur développement.

Cependant, pour réussir un projet de développement local, il faut qu'il y ait une structure territoriale régissant tous les participants, assurant le respect de la mise en œuvre de tout projet de développement local et assurant qu'il y ait une communication et une concertation entre les acteurs pour obtenir des résultats favorables.

De ce fait, les décisions d'investissement sont plus en plus guidées à titre principal, par des éléments dynamiques nouveaux.

L'implantation des activités dans des espaces donnés suppose en effet qu'ils soient dotés de transport routiers ou ferroviaires, moyens de communication à l'intérieur des zones d'activités, disponibilités des terrains industriels, d'énergie électrique, existence de services administratifs et de réseaux de télécommunications. (*Davin Louis, 1969,897*).

Une véritable stratégie de l'aménagement du territoire doit s'établir : il faut que les pôles principaux de croissance puissent se situer sur des axes axiaux et dans des emplacements suffisamment vastes pour accueillir des pôles dérivés, il faut favoriser les voisinages d'industries complémentaires ou apparentées afin de développer les économies ; il faut enfin encourager les phénomènes de polarisation géographique par déplacement de certains établissements des centres urbains congestionnés vers les zones de développement. (*Luis Davin, 1969,987*).

Le développement de l'industrie est un facteur majeur concourant au développement économique et social d'un pays.

En Algérie, les zones industrielles et les zones d'activités implantées à travers le territoire national contribuent pleinement au développement économique local par la création de richesse et d'emplois.

Introduction Générale

L'effort d'industrialisation de l'Algérie retient l'attention, la construction rapide d'une industrie puissante à constituer l'objectif central, prioritaire de toute la politique de développement. Le nombre d'usine construite est élevé, 400 projets dont 270 usines ont été mises en production entre 1971-1977.

Au titre du 2^{ème} plan quadriennal (1973-1977) 520 nouveaux projet dont 320 construction d'usine ont été programmées, l'ensemble de pays est concerné : 150 daïras sur 160 et 205 communes sur 704. Les investissements industriels sont en constate augmentation.

En 1967-1969, ils s'élevaient a 1,8 milliards de Da/an ils atteignent 15 milliards en 1977. (Mutin, 1980,5)

La wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié de 13 zones d'activités et une zone industrielle grâce au programme du développement que l'Algérie a adopté après l'indépendance. Ces zones d'activités occupe une superficie de 395 ha environs, ces zones jouent un rôle socio-économique important en contribuent a la croissance économique et sociale.

Parmi les zones d'activités de la wilaya de Tizi-Ouzou, on a la zone d'activités de DBK qui est notre zones d'étude, la zone d'activité de DBK et créés en 1988 sur une superficie d'une localisation particulièrement favorable cela constitue un atout fondamentale pour sa viabilité et son rayonnement.

Ainsi, notre problématique de recherche est la suivante :

Dans quelle mesure la zone d'activité de DBK peut elle favoriser le développement local, et quelles sont les actions requises pour avoir un développement du secteur industriel dans la région ?

Pour pouvoir répondre, nous devons nous poser d'autres questions à s'avoir :

- Quels sont les facteurs qui distinguent une zone d'activité d'une zone industrielle ?
- Quels sont les facteurs de localisation des entreprises dans la zone d'activités de DBK ?
- Quels est le rôle des actions publiques dans le développement des zones d'activités ?

Introduction Générale

Hypothèses de recherche

H 1 : Les zones d'activités jouent un rôle primordiale dans le développement local, non seulement par la création de richesse, mais elle contribue a la démunissions de taux de chômage par la création d'emplois.

H 2 :Le choix de la localisation des zones d'activités joue un rôle primordial dans le développement des zones d'activités.

Méthodologie de recherche

Notre méthodologie de travail est basé sur une étude qualitative, une collecte d'information théoriques a l'aide de document tels que les ouvrages et les recherches universitaire (mémoire de fin d'études, thèses de doctorat, revus, ...etc.).

Pour mieux cerner notre travail, nous avons effectué une enquête par questionnaire et aussi par un entretien qui nous ont permis de collecter plus d'information au niveau des opérateurs de la zone d'activité DBK et aussi de groupe DIVINDUS-ZI.

Choix du sujet

Le choix de zone d'activité et leur impacte dans le développement local comme objet de recherche se justifie par l'importance de celle-ci dans la vie socio-économique aux niveaux national en particulier dans la wilaya de Tizi-Ouzou (zone d'activité de DBK), et aussi la volante d'approfondir nous connaissance sur les zones d'activités et leur relation avec le développement économique local.

La structure de mémoire

Dans un premier temps, nous tenterons de déterminer les éléments théoriques pertinents pour notre sujet de recherche. Ensuite, nous essaierons de répondre à nos questions en vérifiant des hypothèses après avoir mené des investigations dans notre zone de recherche.

Par conséquent, notre travail est divisé en trois chapitre : deux chapitre théoriques, et le troisième chapitre est consacré a notre enquête de terrain. Le premier portera sur le développement local et la petite et moyenne entreprise. Il visera a exposé les théories construite afin de facilité et d'expliquer les concepts, ce chapitre traitera, dans une première section les généralités concernant le développement local. La deuxième section exposera le

Introduction Générale

cadre conceptuel de la petite et moyenne entreprise. Et la troisième section traitera le rôle de la petite et moyenne entreprise dans le développement économique local.

Le second chapitre introduira l'économie industrielle et la localisation territoriale. Ce la va se faire par la présentation de la doctrine de l'économie industrielle. Puis les fondements théoriques des dynamiques territoriales, et enfin on exposera le concept de ressource territoriale.

Le troisième chapitre est consacré à un cas pratique dans la zone d'activité de DBK, ce qui nous a permis de vérifier nos hypothèses.

**Chapitre I : Le
développement local
et la petite et
moyenne entreprise**

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

Introduction

Le développement local est un processus multidimensionnel qui concerne toute les composantes de la société locale. Il est apparu dans des conditions particulières et a un intérêt de plus en plus croissant, du fait qu'il se présente comme mode alternatif de développement.

La petite et moyenne entreprise (PME) est un phénomène indispensable dans le développement des entreprises local. Les PME constituent un groupe hétérogène et sont présent dans divers activités avec des formes juridiques multiples.

Dans ce chapitre, la première section traitera l'univers de concept de développement local, afin de mieux cerner et visualiser ce concept. La seconde section aura trait à la présentation des principales théories de la PME, enfin, nous aborderons le rôle de la PME dans le développement économique local.

Section 01 : Généralité sur le développement local

La généralité de cette recherche s'appuie sur une recension d'écrits sur le développement local. Nous exposerons le cadre théorique de développement local et la perception des acteurs locaux afin de mieux comprendre et utiliser cette notion.

1- Cadre théorique de développement local

1-1-Introduction conceptuel de développement local

Avant de présenter la notion de développement local, nous mettrons d'abord en lumière les définitions de « développement » puis de « local » pour bien cerner la définition de développement local.

▪ La notion du développement

Le développement économique est un des aspects importants. Selon François Perreux, le développement est « *la combinaison des changements mentaux et soucieux d'une population qui la rendent apte à faire accroître a cumulativement et durablement son produit réel global* ». (ADJILAN, 2006,7).

Le développement économique est souvent interprète comme un processus de transformation qui permet la prolongation de la croissance économique dans une évolution à long terme, ainsi que l'amélioration du niveau de vie des populations.

▪ La notion du local

La notion du « local » reposant sur la notion de territoire, et les polémiques sur l'échelle de pertinence d'un territoire sont riches, car elles ont une multitude d'entrés :

- L'appartenance identitaire, qui peu entré en conflit avec « l'espace vécu » ;
- Le champ d'action, autour d'une coalition d'acteurs du développement ;
- Le système ouvert, qui porte à dire que « l'action ne s'exerce pas sur le territoire, elle le crée ».

▪ La notion du développement local

Pour une meilleure compréhension du concept « développement local » on citera quelque définition :

GREFFE Xavier note « *le développement local est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économique et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies. Il sera donc le produit des efforts de sa population, il mettra en cause l'existence d'un projet de développement intégrant ses composantes économiques, sociales et culturelles, il fera d'un espace de contiguïté un espace de solidarité active* ». (GREFFE, 1984, 146).

PAMPHILE.S. définit le développement local comme étant « *un processus consistant à mobiliser les énergies de tous les acteurs locaux en vue de promotion économique, social, culturel d'un territoire* ». (ILBOUDOU, 2009).

D'après J.L.GUINGOU, 1987, « *le développement local est l'expression de la solidarité locale créatrice de nouvelles relation sociales et manifeste la volonté des habitants d'une microrégion de valoriser les richesses locales, ce qui est créateur de développement économique* ». (BOUDEDJA, 2014, 46)

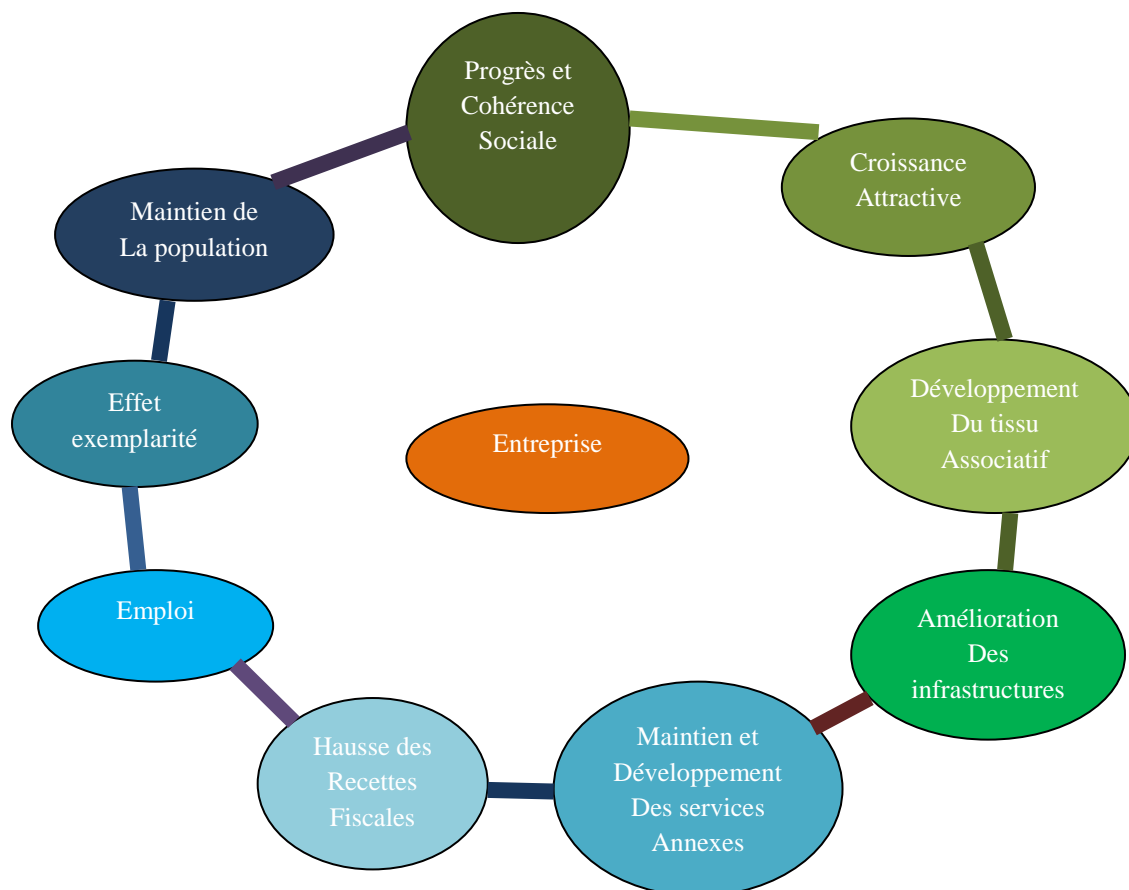
Pour ANDRE Joyal « *le développement local est le lieu de la mise en action des initiatives individuelles ou collectives en fonction des ressources sur un territoire précise* »(.Joyal , 2002,P29).

La notion du « développement local » et appelé aussi « développement communautaire ». Elle fait référence aux initiatives adoptées dans un cadre d'intervention partenariale en vue de répondre aux besoins des populations, et d'assuré un développement économique et social à l'échelle du territoire,

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

Ainsi, le développement local vise à orienter vers l'action qui valorise les potentiels locaux et les acteurs locaux. Ses actions impliquant l'amélioration du niveau, du cadre et du milieu de vie d'une communauté par une intégration harmonieuse des actions entre différents secteurs d'activité.

Figure 1: le cercle vertueux du développement local



Source : Aissaoui, 2016, P4.

1-2-Originé du concept du développement local :

Le développement local s'exerce sur un espace déjà constitué ou à constituer, considéré comme un territoire produit. Vers la fin des années 50 que prend forme la « théorie du développement endogène », par John FREIDMAN et Welter STOHR. C'est une approche volontariste, basée sur un territoire limité, qui conçoit le développement comme une démarche partant de la base, privilégiant les ressources endogènes. Elle fait appel aux traditions

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

industrielles locales et insiste sur la prise en compte des valeurs culturelles et sur le recours à de modalités coopératives.

Au début des années quatre-vingt (80) le concept de développement local est imposé dans le langage populaire, il est apparu dans les pays occidentaux. Il est considéré comme faisant partie des nouveaux paradigmes, cadre d'analyse et d'intervention pour venir à la ressource des économistes européennes en proie à des difficultés causées par la crise du fordisme.

Par ailleurs, en parlant du développement local est due aux différentes réflexions qui ont lieu autour de ce concept de développement local par certains auteurs, notamment il est propice de faire allusion aux écrits sur les districts industriels par « BECATINI 1992, et BAGNASCO 1977 ». sur les systèmes productifs locaux (SPL) par « COURLET et PACQUER 1992 ET 2000), ou encore sur le concept de milieu innovateur (Learning région) par « MAILLAT 1991 et 1996 », et à tous ce qui s'y rattache.

1-3- Les modèles économiques du concept du développement local

A. Milieu innovateur

Le concept « milieu innovateur » est approprié une approche qui voit dans le territoire les conditions nécessaires à l'essor de l'entreprise innovante. On le doit aux chercheurs et aux collectifs de recherche associés dans le cadre du GREMI (groupe de recherche européenne sur les milieux innovateurs).

D'après ANDRE Joyal, le GREMI distinguant trois approches du milieu (Joyal, 2002, 47)

- Une approche transactionnelle, qui situe le milieu dans un cadre spatial facilitant la réduction des incertitudes et la transmission de l'information ;
- Une approche organisationnelle, qui voit dans le milieu une forme d'organisation qui offre la possibilité de mieux structurer les stratégies d'entreprises ;
- Une approche cognitive, qui considère le milieu comme une source d'apprentissage et de savoir-faire.

Améziène FERGUENE a défini le milieu innovateur par référence à trois composantes principales (FERGUENE, 2013, 25)

▪ L'espace géographique

L'espace géographique, il s'agit d'un espace dans lequel les groupes humains cohabitent et interagissent avec l'environnement, il se caractérise par un ensemble de ressources, matérielles

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

et immatérielles, génériques et spécifique. Et encore, il se caractérise sur le plan culturel ou plus précisément socioculturel par certain homogénéité de la communauté humaine qui y vit.

▪ **La logique d'organisation**

Elle recouvre l'ensemble des formes d'organisation présenté dans le milieu, elle est la principal manifestation d la structure organisationnelle, qui résulte deux processus complémentaire : d'une part la division du travail, et d'autre part, la coordination des activités.

Elle caractérise la manière dont les activités sont regroupées en unités et ce faisant le critère de différenciation des unités organisationnelles entre-elles.

▪ **La dynamique d'apprentissage**

Désigne les compétences des acteurs évoluant dans le milieu-entreprise, institution, main d'œuvre ...- à mettre en accord rapidement et efficacement aux transformations de l'environnement au fil de temps et transmises de génération a une autre.

Notamment, elles sont fonction du dynamique de marché local du travail et du système local de formation, c'est-à-dire deux institutions qui favorisent la circulation de s'savoir-faire et le développement de compétence technique.

Par ailleurs, ce qui fait appel à une meilleur dynamique d'apprentissage dans ce milieu, ce qui renforce la capacité des acteurs concerné à s'adapter et à innover en matière technologique et organisationnel.

On peut noterque, le milieu est innovateur quand il profite de ses capacité d'ouverture afin d'acquérir les informations et les ressources particulière dont le système de production, l'innovation est un processus complexe dans lequel interviennent plusieurs acteurs et de nombreuse fonction complémentaire.

B. Les districts industriels

Le concept de district industriel a été redécouvert dans la seconde moitié des années 1970, et dans les années 1980. Cette redécouvert a été porté un grand intérêt aux travaux d'économiste Italien sur le centre Nord Est-région appelé « troisième Italie ».

Parmi les auteurs qui ont analysé l'expression de la « troisième Italie » BECATINI, pour lui la source du dynamisme des régions réside dans leur organisation industrielle. Cette dernière

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

repose sur un système dense de petite et moyenne entreprise ayant des relations de concurrence- compétition, mais aussi de solidarité- coopération.

Selon BECATINI, le district industriel est une « *entité socio-territoriale caractérisée par la pensée active d'une communauté de personne et d'une population d'entreprises dans un espace géographique et historique donnée. Dans le district, a l'inverse de ce qui se passe dans d'autre types d'environnements, comme par exemple les villes manufacturières, il tend à y avoir osmose parfaite entre communauté locale et entreprise* ». (FERGUENE, 2013, 19).

Cette définition de BECATINI repose sur deux composantes principales :

Une collective humaine soudée par un système de valeurs culturelles partagées par tous, et une population d'entreprise entre tenant des relations de concurrence et de coopération. La combinaison entre ces deux composantes est la caractéristique fondamentale du district.

-les caractéristiques de base du district industriel sont :

- La concentration d'un nombre élevé de petite et moyenne entreprise spécialisée dans une activité particulière ;
- La coopération juxtaposée à une situation de concurrence ;
- Une capacité de production flexible permettent de continuellement s'adapter aux caprices d'une demande en perpétuelle évolution ;
- Une main d'œuvre imprégnée d'un savoir-faire qui.

C. Système productifs locaux (SPL)

La notion de SPL fait référence en premier lieu au système productif : les moyens de production, les méthodes utilisées dans l'organisation de la production, la structure de la propriété, etc. cette notion de SPL conduit à la notion de « réseaux d'entreprise » sur un même territoire et structuré autour d'un ou quelque métier. Leurs relation est facilité par l'adhésion a une même culture d'appartenance qui favorise les apports de proximité.

CLAUD Courlet a défini le SPL comme « *une configuration d'entreprises regroupées dans un espace de proximité autour d'un métier, voire de*

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

plusieurs métiers industriels. Les entreprises entretiennent des relations entre elles et avec le milieu socioculturel d'insertion. Ces relations ne sont pas seulement marchandes. Elles sont aussi informelles et produisent des externalités positives pour l'ensemble des entreprises. Le métier industriel dominant n'exclut pas la possibilité de l'existence de plusieurs branches industrielles ».(CLAUD, 1994, 18).

DATAR note « *une organisation productive particulière localisée sur un territoire correspond généralement à un bassin d'emploi, cette organisation fonctionne comme un réseau d'interdépendance constitué d'unités productives ayant des activités similaires ou complémentaires qui se divisent le travail (entreprise de production de service, centres de recherche organismes de formation, centres de transfert et de veille technologique, etc.)* ». (OAUHABI, 2014, 18).

Les principaux types de SPL :

D'après le DATAR il existe quatre grands types de SPL :

- Les SPL de type « district Italiens » : ils ont les mêmes caractéristiques des districts industriels italiens, un nombre de petite et moyenne entreprise en relation entre elle, qui se basent dans leurs activités sur le savoir local, une culture et une histoire commune ;
- Les SPL émergents et grappe de petite et moyenne entreprise en émergence : pour pouvoir bénéficier des échanges d'expérience nécessaires à leur développement, les entreprises de ce type de SPL s'installent les unes à proximité des autres ;
- Le système des petites et moyennes entreprises organisées autour de grandes entreprises : ce sont des petites et moyennes entreprises organisées d'une c'est le cas de l'organisation de la production de l'industrie automobile française ou multiples fournisseurs évoluent autour de grands constructeurs d'automobiles.

On peut dire que, ces modèles de développement local concèdent l'espace comme un ensemble de rapports techniques, économique ou sociaux, plus ou moins riches en interactions et donnant lieu à des processus d'apprentissage collectifs.

1-4- Les principaux outils du développement local

Le développement local s'appuie essentiellement sur les éléments suivants : (Rapport N°1, 2011, 9).

- **L'aménagement du territoire** : qui définit les grandes orientations et fixe le cadre de Développement des zones ;
- Une **politique de décentralisation** appuyée par la déconcentration des structures de l'ETAT.
- **La gouvernance locale** : définie comme l'ensemble des interactions entre les acteurs d'une communauté locale (le secteur public, le secteur privé et la société civile) orientées vers la définition d'un projet global commun et de projets spécifiques de développement des collectivités ;

1-5- Les dimensions économiques du développement local

Le développement local appelée aussi développement économique communautaire (DEC), (cité au début de notre recherche), on peut le définir comme une approche globale de revitalisation économique et sociale de collectivité qui réunit quatre dimensions :

- 1- La dimension économique, elle vise le déploiement d'un ensemble d'activités de production et de vente de biens et services ;
- 2- La dimension locale touche la mise en valeur des ressources locales d'un territoire donnée, dans le cadre d'une démarche partenariale tripartite ou s'engagent les principales composantes d'une communauté ;
- 3- La dimension du développement économique communautaire se veut sociale et politique. Elle vise la revitalisation économique et sociale d'un territoire en intervenant au niveau de l'emploi, du logement, de la formation, de la santé et des services sociaux. Elle cherche à favoriser la réappropriation de son devenir économique et social par la population résidente.
- 4- La dimension communautaire ou la communauté est le centre d'intérêt de l'intervention.

Le développement social fait référence à la mise en place ou au renforcement, au sein des communautés et à l'échelle de la collectivité, de conditions permettant d'une part à une société de progresser socialement, culturellement et économiquement, et d'autre part, à tous

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

les membres de cette société de participer au progrès et de profiter de ses fruit, le plus équitablement possible.

1-6- Les objectifs du développement local

- Rénover les activités en explorant un bon arrangement des compétences et potentialité des agents pour accorder la réalisation des revenus élevé qui vont servir a des nouveaux investissements économiques et crée des nouveaux emplois ;
- Soutenir l'accroissement des activités par l'extension des échanges entre les divisions de production pour achever une combinaison économique qui favorise la création d'un réseau d'activité interactive ;
- Evaluer ponctuellement les ressources disponibles pour une production de biens et services dans le but de satisfaire le marché local en valorisent les capacités des producteurs et les qualités des produits.

2- Perception des acteurs locaux et la prise de décision

L'aboutissement d'un développement local implique la coopération et le partenariat de tous les agents au niveau local en valorisent les ressources et l'énergie, cela se fait par un ensemble d'acteurs qui se résume comme suit :

2-1- Les collectivités locales

C'est l'ensemble des organisations institutionnelles et administratives d'un pays.

Une collectivité locale est définie par trois (3) critères : (Zouad, 2012, 48).

1. Elle est dotée de la personnalité morale, qui lui permet d'agir en justice. De ce fait, elle dispose de l'autonomie administrative, c'est-à-dire qu'elle peut disposer de son propre personnel et qu'elle a son propre budget. Au contraire, les ministères. Les services de l'Etat déconcentrés ne sont pas des personnes morales. Il s'agit seulement d'administrations émanant de l'Etat.
2. Elle détient des compétences propres- le droit de faire certains actes, de décider de certaines choses qui sont définies par la loi. Une collectivité locale n'est pas un Etat dans l'Etat. Elle ne détient pas de souveraineté et ne peut pas doter, de sa seule initiative, de compétences ou d'assemblée nouvelles.

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

3. Elle détient un pouvoir de décision, qui s'exerce par délibération au sein de son conseil constitué de représentants élus. Les décisions sont ensuite appliquées par le pouvoir exécutif.

En Algérie, les collectivités locales détiennent de nombreuses compétences et prérogatives qui sont prévus par les constitutions et la loi. On distingue :

✓ La wilaya

La wilaya Algérienne est une institution constitutionnelle.

Article 1 « *la wilaya est une collectivité territoriale de l'Etat. Elle est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est également une circonscription administrative déconcentrée de l'Etat et constitue à ce titre l'espace de mise en œuvre solidaire des politiques publiques et de la concertation entre les collectivités territoriales et l'Etat. Elle concourt avec l'Etat à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, social et culturel, à la protection de l'environnement ainsi qu'à la protection, la promotion et l'amélioration du cadre de vie des citoyens. Elle intervient dans tous les domaines et compétence qui lui sont dévolus par la loi. Elle est créée par la loi.* » (Secrétariat général de gouvernement, 2012, 4).

La wilaya contribue au développement économique par l'intervention de l'APW qui élabore un plan de développement à moyen terme. Ce plan vise à discuter des propositions de développement de la wilaya. Selon l'article 82 de code des collectivités territoriales, l'APW a pour mission de « *identifier les zones industrielles et zones d'activités, dans le cadre des programmes nationaux de réhabilitation ; faciliter l'accès des opérateurs au foncier économique ; faciliter et encourager le financement des investissements dans la wilaya ; participer à la relance des activités des entreprises publiques implantées dans la wilaya en prenant toutes les mesures nécessaires* ». (Secrétariat général de gouvernement, 2012, 16)

✓ La commune

La commune comme on a évoqué déjà que la wilaya contribue au développement territorial, la Commune est la collectivité territoriale de base de l'Etat. Elle est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est créée par la loi.

La commune à son tour joue un rôle primordial. Elle veille à la protection des terres des espaces et les différentes ressources de territoire, notamment, l'or de l'implantation de différents projets sur le territoire de la commune.

Article 109 « l'implantation de tout projet d'investissement et/ou d'équipement ou tout projet s'inscrivant dans le cadre du programme sectoriel pour le développement sur le territoire de la commune est soumis à l'avis préalable de l'assemblée populaire communal, .. »

(Secrétariat général de gouvernement, 2012, 109).

2-2-Etat

L'Etat est un acteur fondamental en économie au côté des ménages, des entreprises, notamment, l'Etat est une notion à la fois économique et juridique, ce qui permet de définir les institutions d'un pays et leur différents pouvoir notamment de crée et de faire appliquer le droit auprès d'une population sur un territoire.

D'après Joyal, « l'Etat est un acteur clé au même titre que l'entreprise privée, le secteur associatif, l'éducation, bien que le développement local cadre nécessairement avec une décentralisation administrative, l'Etat ne doit pas se départir de l'essentiel de ses prérogatives, qui consiste à stimuler et arbitrer ». (Joyal, 2000, 10).

L'intervention de l'Etat se fait par trois façons :

- La réglementation économique via les outils juridiques ;
- La redistribution des richesses et modification de la répartition primaire des revenus ;
- L'Etat joue un rôle direct dans la production de pays. Elle est en mesure de produire des biens et services, notamment les services publics.

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

Cette intervention de l'Etat peut être identifiée à travers plusieurs formes:

Etat gendarme

L'Etat gendarme est une forme de l'Etat qui limite ses interventions aux fonctions régaliennes : armée (défense du territoire), police (maintien de l'ordre), justice.¹

Etat providence

L'Etat –providence est une conception de l'Etat ou celui-ci étend son champ d'intervention et de régulation dans les domaines économiques et sociaux. Elle se traduit par un ensemble de mesures ayant pour but de redistribuer les richesses et de prendre en charge différents risques sociaux.²

2-3- Le secteur privé

Le secteur privé fait référence aux diverses formes de participation fondées sur des partenariats contractuels entre, d'une part, une partie publique (bailleurs publics, institutions publiques), d'autre part, une partie privée (entreprises et /ou investisseurs du secteur privé), et qui ont pour objectif d'atteindre des objectifs spécifiques.

L'entreprise du secteur privé peut agir en qualité de :

- Bénéficiaire direct de l'aide publique, y compris l'aide publique au développement, pour leurs investissements et activités ;
- Sous-traitant dans la mise en place des projets d'aide ;
- Partenaire commercial et/ou financier dans le cadre d'un partenariat-public-privé, ou bien d'une combinaison de prêts commerciaux et subvention ;
- Facilitateur dans les processus de prise de décision politique et de mise en réseau moyennant les forums des entreprises et les réseaux d'affaires.

Section 02 : Cadre conceptuel des PME

¹www.toupi.org, 17 mars 2021, 22h.

²www.toupi.org, 17 mars 2021, 22h.

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

L'entreprise est un ensemble de moyens humaine, matériels et financière qui travaillent en synergie a fin de dégagé de profit, dans cette section nous allons présenter un aperçue théorique sur la petite et moyenne entreprise(PME), ensuite, nous montrerons le rôle de la PME en tant qu'industrie local, ainsi le rôle de la PME dans le domaine social.

1- Aperçu théorique sur la PME

Nous exposerons les différentes définitions de la PME dans le monde, ainsi leurs classifications et leurs caractéristiques.

1-1- Définition de la PME

Il existe pas une définition claire, cohérente et complète de la PME. En raison de leur grande diversité de forme. Néanmoins, cette diversité qui a permis de cristalliser la recherche sur la PME et de lancer définitivement a la science économique.

Les associations ou syndicats représentatif des PME ont cherché a donné la définition la plus large possible. Pour CGPME, fondée en 1944, « *les petites et moyenne entreprises sont celles dans lesquelles les chefs d'entreprises assument personnellement et directement les responsabilités financière, techniques, sociales et morales de l'entreprise, quelle que soit la forme juridique de celle-ci* ».

Aussi, la définition de la PME en France est comme suit « *les PME sont donc traditionnellement des entreprises qui emploient moins de 500 salarier ou qui réalisent moins de 77 million d'euros de chiffre d'affaire (soit 500 millions de France* ». (Agence des PME, 2003, P15/16).

En union européenne, une recommandation du 30 Avril 1996 définit la PME comme étant « une entreprise indépendante financièrement, employant moins de 250 salarier avec un chiffre d'affaire plafonné à 40 millions d'euros ». (KHELADI, 2012, P100).

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

Tableau 1 : autre définition de la PME dans quelque pays

USA	La PME emploie moins de 500 travailleurs. La PME est également, parfois, définie comme celle qui emploie moins de 100 travailleurs. Les Etats, et les régions peuvent décider d'autres définitions.
Canada	La petite entreprise est celle qui emploie moins de 50 travailleurs (moins de 100 s'il s'agit d'une entreprise industrielle) et qui réalise moins de 5 millions de dollars de chiffre d'affaire. L'entreprise moyenne emploie plus de 50 (100 pour les entreprises industrielles) et moins de 500 travailleurs avec un chiffre d'affaire situé entre 5 et 20 millions de dollars.
Australie	La petite entreprise est celle : <ul style="list-style-type: none">• Qui est la propriété d'un seul individu• Qui est contrôlée de près par son propriétaire/manager qui est en même temps l'apporteur de la majeure partie (si ce n'est tout) du capital de l'entreprise.• Ou la prise de décision reste prérogative du propriétaire Hors agriculture elle emploie moins de 20 travailleurs dans le service et moins de 100 dans l'industrie. L'entreprise moyenne emploie entre 20 et 499 travailleurs dans le service et entre 100 et 499 travailleurs dans l'industrie.

Source : KHELADI, 2012, 102.

En ce qui concerne l'Algérie, l'intérêt pour la PME est très récent, ce qui veut dire qu'il n'existe pas de définition communément admise par organismes, et les chercheurs s'intéressent à la PME en tant qu'objet d'étude. Cependant étant motivé par le souci d'ordre général et pour des raisons de champ d'application nous retiendrons la définition de la PME adoptée par l'union Européenne en 1996. Elle est reprise par la loi N°01-18 du 12 décembre 2001 portant loi d'orientation sur la promotion de la PME et qui définit la PME Algérienne comme :

« Une entreprise de production de biens et services, employant entre 1 à 250 personnes à plein temps pendant une année, dont le chiffre d'affaire annuel n'excède pas 02 milliard de DA ou dont le total bilan n'excède pas 500 millions de DA, et qui respecte le critère d'indépendance ».(Loi du 01-18 du 12 décembre 2001).

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

Pratiquement, chaque pays et chaque auteur a sa propre définition, poussant le raffinement jusqu'à obtenir une poussière de définition qui distinguent entre la très petite entreprise, petite entreprise, moyenne entreprise ... etc.

1-2- Classification des entreprises

Tout serait simple s'il n'avait qu'une seule forme d'entreprises avec une seule activité, mais comme ce n'est pas le cas, une étude approfondie s'impose.

1-2-1- classification économique

On distingue trois secteurs économiques :

a. Le secteur primaire

Regroupe l'ensemble des entreprises qui consiste en une exploitation des ressources naturelles : l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière et l'exploitation minière. On désigne parfois les trois derniers par le terme « autre industrie primaire ». Les industries primaires sont liées à l'extraction des ressources de la terre.

b. le secteur secondaire

Il concerne les entreprises qui regroupent toute les activités liée à la transformation des matières première.

c. Le secteur tertiaire

Il recouvre un vaste champ d'activité. Il s'agit d'un secteur qui produit des services, on distingue le secteur tertiaire principalement marchand (transport, information, hébergement ... etc.) et un secteur tertiaire principalement non-marchand (administration publique, enseignement ...).

1-2-2-classification dimensionnelle

Les dénonciations de la taille permettent de distinguer les petites et moyennes entreprises, les grandes entreprises et les grands groupes commerciaux ou industriels. Ces entreprises sont souvent distinguer selon leur taille, mesurée d'effectifs et chiffre d'affaire annuelle.

En Algérie la loi 01-18 du 12 décembre 2001, a défini 03 dimensions :(Loi du 01-18 du 12 décembre 2001)

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

▪ **La moyenne entreprise**

Elle est définie comme étant « une entreprise employant 50 à 250 personnes et dont le chiffre d'affaire est compris entre 200 millions et 2 milliards de dinars ou dont le total du bilan annuel est compris entre 100 et 500 millions de Dinard ».

▪ **La petite entreprise**

Est définie comme « Une entreprise employant de 10 à 49 personnes et dont le chiffre annuel n'excède pas 200 millions de dinars ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 100 millions de dinars ».

▪ **La très petite entreprise (TPE) ou micro entreprise**

« Est une entreprise employant de 1 à 9 employés et réalise un chiffre inférieur à 20 millions de dinars ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions de dinars ».

1-2-3-classification juridique

Plusieurs formes sont adaptées pour une seule personne ou pour un groupe de personnes, chaque statut juridique correspond à un mode d'imposition des responsabilités et des obligations, on peut distinguer entre :

a. Les entreprises privées

Elle se caractérise par la propriété du capital qui relève d'une personne, d'une famille, ou d'une association de personnes, on distingue les formes suivantes :

✓ **L'entreprise individuelle**

Elle concerne généralement les entreprises de petite taille, sa forme juridique est rudimentaire car il n'y a pas de séparation entre les biens de l'entreprise et ceux du propriétaire.

✓ **L'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL)**

C'est la forme la plus répandue, elle est constituée d'une seule personne (physique ou morale), c'est-à-dire l'EURL permet à un associé d'exercer sous la forme d'une société.

✓ **La société en nom collectif (SNC)**

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

Généralement les SNC sont de entreprises dont le nombre minimum d'associés est de deux. Tous responsables indéfiniment du passif social, c'est-à-dire qu'ils sont tenus de régler les dettes de la société à ses créances sur leur propre patrimoine.

✓ **La société en commandite simple (SCS)**

La SCS est une forme spéciale de personnes. C'est une forme de société hybride : société de personnes pour les commandites et société de capitaux pour les commanditaires.

✓ **La société à responsabilité limitée (SARL)**

SARL est une société de capitaux constitués de plusieurs associés. SARL comporte au minimum deux associés et au maximum cinquante, les associés répondent des dettes de l'entreprise à concurrence de leur apports, les propriétaires détiennent la qualité d'associés-gérants.

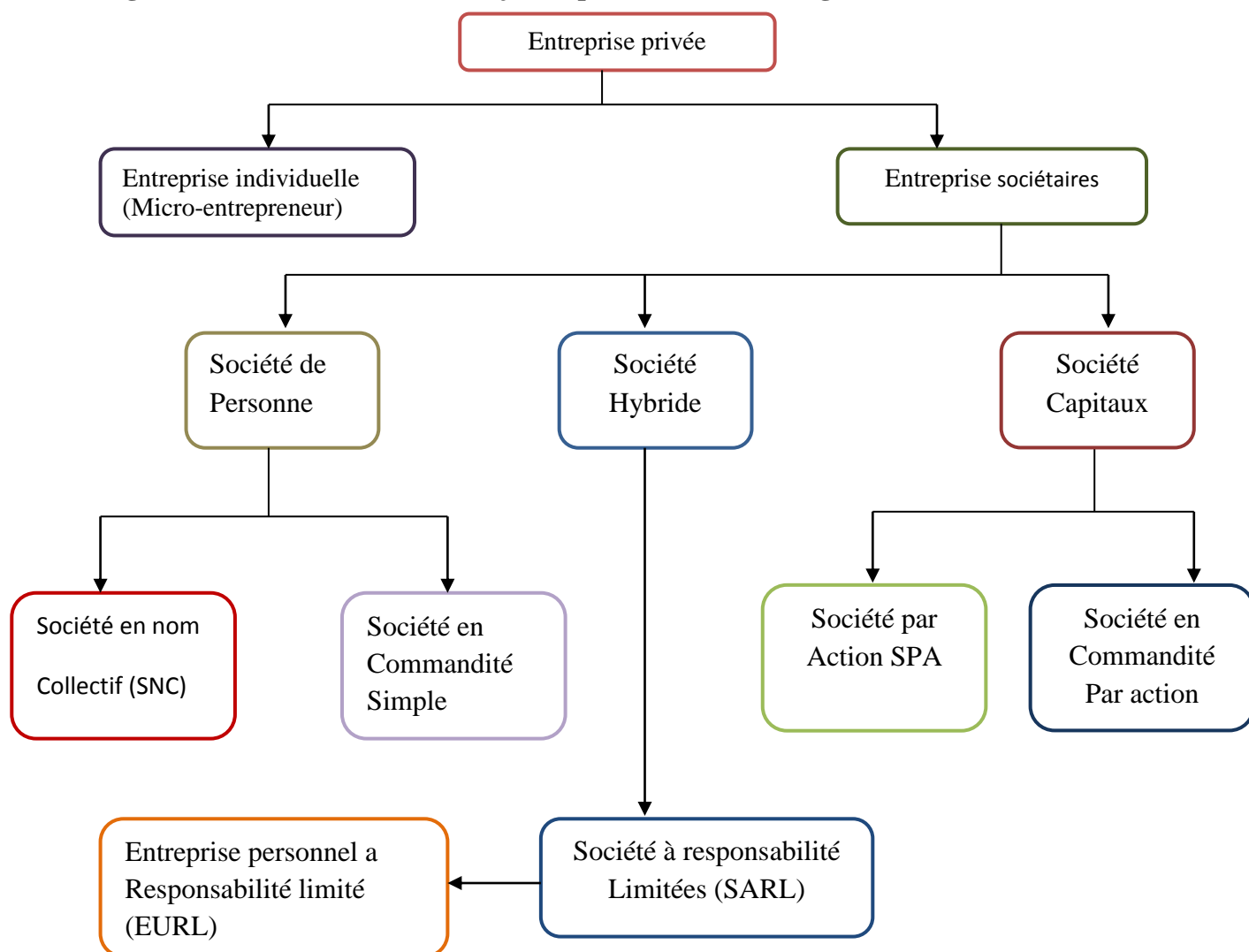
✓ **La société par action (SPA)**

La SPA est destinée aux grandes entreprises. Elle requiert au minimum sept actionnaires. La SPA est gérée par un conseil d'administration (C.A) composé de 03 à 12 membres, ce C.A est présidé par un PDG (président directeur général). Contrôlé par un conseil de surveillance.

✓ **La sociétés de commandité par action (SCA)**

C'est une société de personne pour les commandités et de capitaux pour les commanditaires. SCA peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Les commanditaires sont des actionnaires et ne supportant les pertes qu'à concurrence de leur apports, cependant, les commandités répondent indéfiniment et solidairement des dettes de l'entreprises.

Figure 2 : Les différentes formes juridiques de société en Algérie



Source : BELKADI, 2020

b. Les entreprises publiques

« L'expression entreprise publique désigne toute entreprise commerciale, financière ou industrielle de l'Etat dont la fonction essentiel est de vendre des biens ou de fournir des services rémunéré au public sans qu'il soit tenu compte de ses structures d'organisation. Les entreprises publiques peuvent s'organiser sous la forme d'établissement publics, de compagnies, de société mixtes, d'organisation autonomes ou semi-autonomes, de départements ou de direction ».

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

(Institut international des sciences administratives, 1978, cité par Jean-François ESCORMELLE, Patrik Melis, « essai de définition du concept entreprise publique ».....)

c. Les entreprises coopératives

Les entreprises coopérative peuvent être définie comme étant un groupe de moyen, de personne physique ou d'entreprise qui permettant de développement leur activité afin de réaliser leurs besoins économique.

La classification des entreprises a partir de ces différentes critère, permettent une représentation s'simplifier de la réalité, et une comparaison dans le temps et dans l'espace, ainsi qu'a une entreprise de situer ses performances par rapport a des unités de la même classe qu'elle.

1-3-Les caractéristiques de la PME

Les PME partagent un certain nombre de caractéristiques, on distingue :

(kelladi, 2012, P103).

La petite taille

Les PME sont des entreprises de petite taille et l'écrasante majorité d'entre elle sont de très petite taille (moins de 10 emplois). La limite supérieure du nombre d'emploi et presque partout fixée à 250 mais la règle a des exceptions, par exemple aux Etats-Unis, le chiffre est de 500.

De faible exigence en capitaux et en technologie

L'une des qualités première de la PME est qu'elles ne sont pas très existantes en termes de capitaux et de technologie.

La centralisation de la gestion

La règle est que la PME appartient en propre à une personne ou une seul famille. Le propriétaire en étant également le dirigeant, il a une stratégie intuitive, souple et peu formalisée qui lui permet une prise de décision rapide.

Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise

Une grande capacité d'adaptation

Si la PME est très spécialisée dans sa gamme de production, et elle est peut différenciée et peu spécialisée dans sa gestion, les grandes fonctions qui structurent l'organigramme de grande entreprise n'y apparaissent pas.

Un système d'information peu complexe et peu organisée

La PME est infiniment moins formalisée et bureaucratisée que la grande entreprise, une faible hiérarchisation favorise le contact direct et informels, format la base d'une bonne gestion.

Ces caractéristiques sont des atouts qu'une entreprise possède depuis sa naissance, il lui permet d'être réactive à toute modification de l'environnement, ce qui peut donner un avantage important.

Section 03 : rôle de la PME dans le développement économique local

Cette section a pour but de présenter le rôle de la PME dans le développement local : à la création d'emplois, à la valeur ajoutée, et à la distribution des revenus.

1- La création d'emplois

L'étude empirique des économistes, montre que les PME sont un moteur de la création d'emplois. Les politiques d'emplois soutiennent le traitement uniforme du personnel, en raison de leur importante contribution à l'emploi, et cela pour aider la direction à prendre des décisions cohérentes, uniformes et prévisibles.

Dans les pays développés, les chiffres montrent que l'activité entrepreneuriale et la création d'emploi dépendent davantage de l'âge que de la taille des entreprises, cependant, les petites entreprises de création récente sont de loin, celles qui contribuent, les plus à la création d'emplois.

L'évolution de taux de chômage, ces dernières années en Algérie, dans le secteur de la PME contribue à la résorption du chômage et à la création d'emplois et plus particulièrement dans le secteur privé.

Les données des taux de chômage ont connu un déclin durant les années successives 2005/2006 de 15,3% à 12,3 par contre ce taux enregistre une légère augmentation de 1,5% en 2007. *Gharbi Samia, 2011, p8*

2- La création de la valeur ajoutée

D'après Lahille. Jean Pierre : « *la valeur ajoutée représente la richesse créée par l'entreprise du fait de ses opérations d'exploitation. Elle mesure le poids économique de l'entreprise et constitue le critère de taille le plus pertinent* ». (Jean Pierre, 2007, 147).

En 1994, la valeur ajoutée du secteur public est de 53,5% du total national, et celle de secteur privé représente 46,5% du total national.

A partir de 1998, les parts respectives se sont inversées, faisant passer en tête le secteur privé avec 1178 milliard de dinars, soit 53,6% et 1019.8 milliard de dinars, soit 46,4% pour le secteur public. Par ailleurs, il est à noter que plus de 65% de la valeur ajoutée et de l'emploi des pays provient des PME/ PMI. Une politique économique en une de la constitution, de la promotion et des redéploiements des PME est incontournable des lorsque l'on aspire au développement. (Gharbi, 2011, P9).

3- La distribution des revenus

La valeur ajoutée créée par chaque PME/PMI recouvre l'ensemble des rémunérations des services qui ont été rendus au cours de processus de production et au fonctionnement des administrations. La valeur ajoutée servira à :

- Rémunérer les services, force de travail, capital, moyen financières (il s'agira alors des salariés, de dividendes ou d'intérêts) ;
- Contribuer au fonctionnement des administrations en particulier en versant des impôts ;

Il est claire donc que l'entreprise quelle que soit sa taille, en créant de la valeur ajoutée et en redistribuant ce surplus sous des formes divers aux autre agents, remplit un rôle essentiel dans l'activité d'un pays.(Gharbi , 2011, P10).

Conclusion

Au fil de cette recherche, nous pouvons dire que, le développement local est un mécanisme qui nécessite la mobilisation de tous les acteurs économiques et sociaux pour améliorer les conditions de vie des populations.

Les PME sont considérées comme des unités de production ou de distribution, sous l'autorité de l'entreprise, dont il est le propriétaire et qui joue un rôle important dans la vie de l'entreprise.

Le développement local permet avec son contexte divers la contribution des PME pour un meilleur développement dans tous les niveaux sur un territoire donné.

Chapitre II :
L'économie industrielle
et les dynamiques
territoriales

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

Introduction

L'économie industrielle territoriale est le champ de l'économie qui étudie le fonctionnement des marchés et les comportements des entreprises sur ce marché : concurrence en quantité et en prix, choix de différenciation vertical et horizontal, décision de localisation, investissement, utilisation stratégique de l'information. Cette économie concentre sur l'analyse des résultats théoriques et appliqué qui permettent d'éclairer les décisions.

L'industrie est certes une activité économique productive sur un territoire local, ce qui fait que le développement d'un territoire passe par la mobilisation des acteurs locaux autour d'un projet commun, ce qui conduit à réaliser une bonne gouvernance.

Tout on s'inscrivant dans ce contexte, nous allons scinder ce deuxième chapitre en deux sections :

- Dans la première section, nous ferons le point sur le cadre théorique de l'économie industrielle, en passant par ses contours et méthodes puis sur la localisation des entreprises, et en dernier point sur le développement de l'économie industrielle.
- Dans la deuxième section, nous allons faire un éclairage théorique sur la mise en œuvre des dynamiques territoriales, on présente le territoire d'une manière à la fois précise et général ensuite nous allons évoquer le concept du territoire, et du produit.
- Dans la troisième section, nous allons aborderons le concept du ressource.

Section 01 : La doctrine de l'économie industrielle

Cette première section a pour but de présenter les principales théories de l'économie industrielle. Par une vision à la fois accessible et précise pour donner une vision globale de l'économie industrielle. Pour cela elle montre en premier lieu les contours et les méthodes de cette économie, le second, sur la localisation de l'entreprise industrielle.

1- Contours et méthode de l'économie industrielle

1-1- Définition de l'économie industrielle

L'économie industrielle est assimilée à une « *branche de l'économie qui étudie le fonctionnement des marchés et les comportements stratégiques des entreprises* ». (Bekour, 2015, 5).

Selon Jean Pierre ANGELIER l'économie industrielle renvoie à une « *branche de la théorie économique qui se donne pour objet l'étude du fonctionnement dynamique de l'industrie, sous l'influence de son environnement et des comportements stratégiques des firmes qui la composent, le terme d'industrie étant compris comme l'ensemble des producteurs se trouvant en concurrence sur le marché d'un bien ou service données* ». (Angelier, 1993, 5).

L'économie industrielle comporte une dimension stratégique des décisions des firmes en s'intéressant au fonctionnement de marché par la structure, notamment des situations dans lesquelles les entreprises disposent d'un pouvoir de marché, ce que les économistes appellent la concurrence imparfaite, afin d'analyser les marchés réels indépendamment des faits particuliers.

1-2- Naissance de l'économie industrielle

Alfred Marshall est généralement considéré comme le père de l'économie industrielle, Il a écrit son premier ouvrage sur « Economics of industrie », à travers lequel deux faits marquants sont à tenir :

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

- Le terme « Industrielle organisation » est utilisé pour la première fois. Il se réfère à cette forme d'entreprise nouvelle qui vient de remplacer la manufacture et qui lui est très supérieur en efficacité ;
- La contradiction entre la volonté de protection de la position monopolistique et la fixation des prix à un niveau trop élevé qui attirent de nouveaux entrants.

Alfred Marshall invente des concepts qui seront indispensables pour le développement de l'économie industrielle. Parmi ces concepts on peut:

- Les rendements croissants et décroissants ;
- Rendement de l'économie interne et l'économie externe ;
- Les effets de domination de certaines firmes sur d'autres (Price making et Price-taking firme). (MARSHALL, cité par ANGELIER, 1993,6).

Ces constatations empiriques débouchent sur la théorie de l'équilibre partiel, construite à partir de la généralisation du comportement de ce qu'il considère comme la firme représentative, mais Alfred Marshall reste confronté à un dilemme : constatent que les économies d'échelle conduisent à l'accroissement de la taille des firmes, il se demande si leur croisement ne mène pas au monopole, situation incompatible avec un contexte concurrentielle, synonyme alors d'optimum dans la création et la localisation des ressource.

L'école de Cambridge, en Angleterre, poursuit les travaux de Marshall : ARTHUR Pigou répondra à la question en introduisant le concept de taille optimale pour une firme, remarquant que les économies d'échelle disparaissent à partir d'une certaine taille. Il Vient ainsi au secours de l'édifice néoclassique de l'équilibre. (Angelier, 1993, 7).

Dans *Industry and trade*. A. Marshall affine certains concepts (monopole, discrimination) et débouche sur la question de politique industrielle.

L'école de Cambridge analyse le fonctionnement d'un marché dominé par un petit nombre de firmes de grande taille.

1.2. Objet de l'économie industrielle

D'après J.H. Oussiaux, l'économie industrielle comporte cinq objectifs : (cité dans Bekour, 2015, 22)

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

- L'analyser des industries, de leurs structures, de leur résultats, et l'examen des difficultés des agents qui participent à leur activités ;
- L'étude de la croissance des entreprises dans leur environnement ;
- L'examen l'organisation et le contrôle des activités industrielles ;
- L'étude des manœuvres des systèmes complexes de gestion des entreprises en relation avec le développement des techniques et l'extension des marchés ;
- L'analyser et le développement de toutes les méthodes appropriées à l'économie industrielle.

Ces objectifs expliquent à juste titre la difficulté d'appréhender les contours de l'économie industrielle, qui cherche à modifier les performances du marché en termes d'efficacité et de bien-être collectif.

On peut considérer l'économie industrielle comme le domaine de l'économie pour l'analyse dynamique des systèmes industriels

1-3- Méthode de l'économie industrielle

Bekour (2015) stipule que l'économie industrielle est axée sur une démarche qui présente trois caractéristiques :

- La méthode traditionnelle de l'économie industrielle repose sur trois paradigmes : condition de base (structure-comportements-performance) (S.C.P). ce modèle de paradigme organise en démarche, est un ensemble de propositions largement admises par la majorité des chercheurs et acteurs.

- Ce qui est intéressant de ce modèle est qu'en peut déduire selon la performance le comportement de l'entreprise et aussi sa structure, sachant que cette dernière change après plusieurs années.
- L'industrie est structurée à l'entrée (Barrière à l'entrée), à sa structure des coûts, à son nombre de compétitivité, et à la croissance de la demande.

L'entreprise est structurée par sa valeur et sa façon de rémunérer.

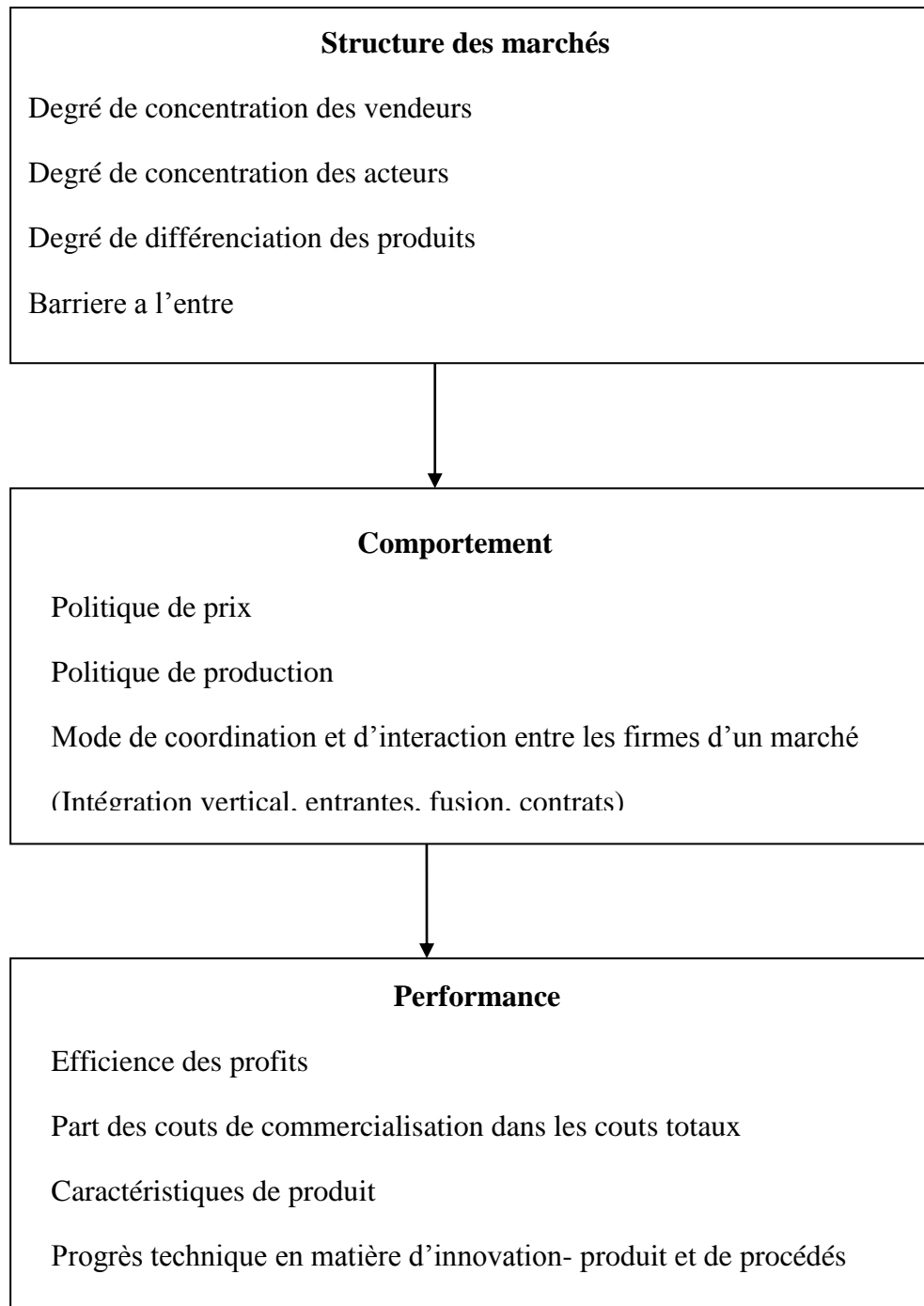
Le comportement ou la stratégie de l'entreprise peut prendre dans l'industrie soit sa stratégie des prix, son nouveau produit, sa capacité de production, ... etc.

La performance est tout simplement les résultats de comportement et la structure.

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

Nous pouvons dire que les conditions de base concernent trois volets : l'environnement général de l'industrie- les caractéristiques de la demande et aussi celle de l'offre, l'analyse de chacun de ces trois groupes, permettra de mieux comprendre les structures industrielles du fait qu'elles sont déterminées par les conditions de base.(Bekour, 2015,23).

Figure 3 : Structure- Comportement- Performance



Source : schéma de base S-C-P (Bain, 1959) cité par Adeline Bas, Marjolaine Fresard, 2013,8).

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

- La méthode de l'économie industrielle est à la fois essentialiste et positive

Angelier (1993) note que : « *l'économie industrielle se caractérise par un dualisme méthodologique. L'une des préoccupations qui s'y expriment et de nature empirique : partant de l'observation de la réalité* ». (Angelier, 1993, 5).

Donc, l'économie industrielle adapte à la fois une démarche empirique et théorique :

- Empirique : car partant des observations de la réalité, ce qui permet et prendre en compte le faits marquant caractérisant la réalité observée ;
 - Théorique : partant d'un ensemble d'hypothèses conventionnelle, on construit un raisonnement susceptible d'expliquer le fonctionnement de cette réalité.
- La chaine de raisonnement S-C-P est appréhendée selon une optique mécanique ou systémique :
 - Approche mécanique : Dans cette optique, on apprécie que les firmes qui composent une industrie prennent leur décision stratégique dans un milieu immuable, insensible a ces stratégies, milieu influe sur la stratégie de la firme, dans cette approche, une même action, qui se répète, aura toujours les même réactions, la vision est statique ; elle est répétée pour présenter de manière formalisée le fonctionnement de l'industrie, afin de faire une prévision et réalisé des prospective.
 - Approche systémique : tente d'apporter des réponses globales a la complexité des systèmes d'organisation en s'intéressent a l'étude des liens entre les parties, L'industrie est considérée comme un système composé d'entreprises, ces dernières différent par leur taille, leurs objectifs, leurs stratégie et leur mode d'organisation, elles établissent des relations entre les firmes qui représentent l'état de la concurrence, constituent les lois propres du fonctionnement de l'industrie comme un système, ce processus de concurrence est assimilé au concept de structure de l'industrie.(Bekour, 2015,24).

Figure 4 : La vision statique et dynamique des systèmes

Vision statique (système simple)	Vision dynamique (système complexe)
Solide	Fluide
Force	Flux

Système fermé	Système ouvert
Causalité linéaire	Causalité circulaire
Stabilité, rigidité, solidité	Stabilité dynamique, état stationnaire, Renouveau continu
Equilibre de forces	Equilibre de flux
Exemple : cristal	Exemple : cellule
Comportement des systèmes : Prévisibilité, reproduction, réversible	Comportement des systèmes Imprévisible, reproductible, Irréversible.

Source : Donnadieu & Karsky, 2002.

2- La localisation des entreprises industrielle

La théorie des choix de la localisation des entreprises est considéré comme un élément important de la distribution spatiale de l'activité industrielle, plusieurs études ont été réalisées par des économistes afin de déterminer les facteurs de localisation des firmes, sans prendre en considération la différence entre la taille des entreprises.

Les entreprises se caractérisent par une complexité dans ces composantes : les caractéristiques géographiques de lieu, l'introduction des couts ... etc. le modèle d'Alfred Weber (1909) tente de trouver la meilleure localisation pour une industrie donnée, contrairement à Von Thünen qui tente de trouver la meilleure production pour une localisation.

Avant de présenter ces modèles, nous présentons un aperçu sur quelques concepts :

- Localisation : elle se définit par « l'adaptation d'un produit, d'une activité productrice ou commerciale a une zone géographique en fonction de divers facteurs naturels, techniques, économiques, culturels et sociaux ».¹
- Localisation industrielle : « dépend à la fois de l'importance de la taille du marché des pays, du niveau des couts de production et de la qualité des infrastructures des pays ». (BAGOULLA, 2006.726).

2-1- Le modèle de Von Thünen

Von Thünen a fondé son analyse sur la localisation des activités agricole, dans son modèle il considère que la ville est comme un lieu de consommation, ce qui amène que la distance des terres au marché est le seul facteur de construction de l'espace.

¹(www.larous.fr consulté le 04/04/2021 à 11 :05)

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

L'idée de Von Thünen est basée sur la manière dont il faudra affecter les sols sur divers cultures afin de maximiser la rente des cultivateurs, calculée par simple soustraction entre le prix de vente et les couts de production. (Kheladi, 2012, 21).

Le modèle contiens deux variable : le cout de transport et le profit effectué par unité de surface à proximité de centre, la rente est maximale, plus la distance est grande au marché plus les couts de transport seront élevé et le profit s'affaiblie.

Von Thünen pose les hypothèses suivantes :

- Le marché est situé au centre d'un état en autorise ;
- Un centre unique sort de marché a tous les produits ;
- Les qualités du sol et du climat son homogène ;
- Les producteurs cherchent à maximiser le profit.

2-2- Lemodèle d'Alfred Weber (1909)

Alfred Weber (1909) est le premier fondateur du model de localisation des activités industrielles. Au départ, son modèle est basé sur l'idée que la localisation industrielle est un lien qui facilite la maximisation du profit en minimisant les couts de production.

Cependant, cette théorie suppose un certain nombre d'hypothèses dont on peut citer :

- a. Un espace isotrope, qui présente les mêmes caractéristiques physiques dans toutes les directions ;
- b. Un marché ou la production doit être vendu, le prix d'un bien est déterminé selon l'offre et la demande ;
- c. La concurrence est parfaite, c'est-à-dire aucun agent de marché ne peut par sa seule action exercer une influence sur les conditions de marché ;
- d. De nombreuse matière première ont une localisation spécifique. D'où la tendance de l'établissement industrielle à s'en rapprocher pour réduire les couts de production et surtout ceux de transport.

L'autre hypothèse de cette théorie concerne le comportement rationnel des consommateurs et des producteurs, le producteur cherche à maximiser le profit et le consommateur cherche à minimiser l'utilité.

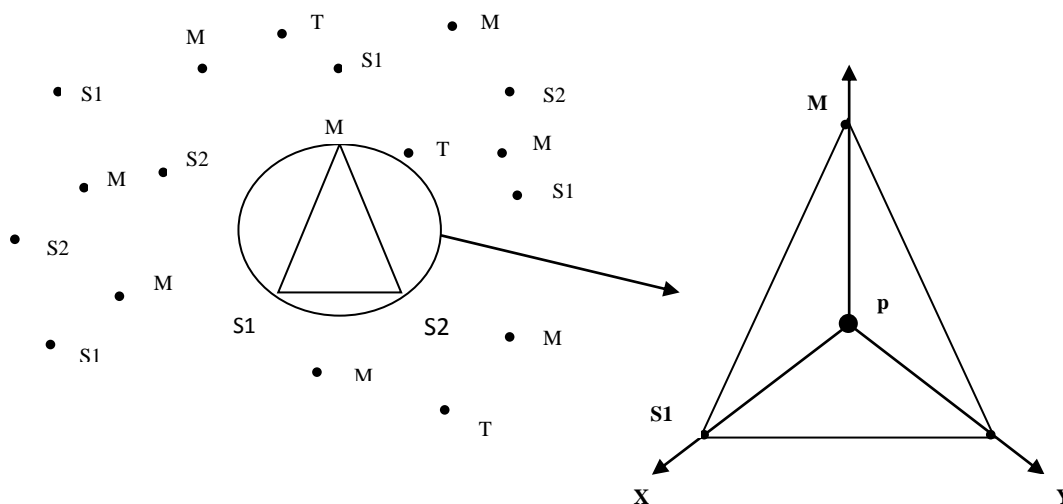
Sur la base de ces hypothèses, Alfred Weber a déterminé trois facteurs de la localisation industrielle :

2-2-1- Le facteur régional : cout de transport

Le modèle de Weber intitulé le triangle PEM, cette méthode de triangle s'intéresse à trois points essentiels, deux points d'extraction de matière première (P : matière première, E : énergie), et un point de consommation (M : marché), ces trois sommets de triangle définissent le choix de la localisation. En d'autres termes si le « E » qui est l'énergie est plus considérablement que le « P » pour minimiser les coûts de transport et à chaque fois qu'on approche de l'équilibre de ces trois points, on atteint le minimum de dépense de transport.

Selon Weber, « les coûts de transport sont supposés proportionnels au poids et à la distance de plus, si les tarifs réels sont des tarifs différenciés, Weber résume cette différenciation à une variation de poids ou de distance ». (Demers, 1991, 44).

Figure 5 : Le triangle de localisation du Weber



Source : adapté de Weber, 1929, cité par Djinsu simo Kevin, 2013, 26.

M : Point de consommation

S1 : source de la matière première 1

S2 : source de la matière première 2

T : poids de moindre cout de main d'œuvre.

2-2-2- Le facteur régional : coût de main d'œuvre

Le cout de transport n'est pas le seul facteur qui influence sur l'implantation de l'entreprise, en effet, une main d'œuvre bon marché est susceptible de déplacer l'optimum de localisation obtenu sur la base de la minimisation des couts de transport. Dans le cas où le supplément de cout de transport annule les économies de main d'œuvre, ce bassin de main d'œuvre sera sans utilité et n'a pas d'impact. Ce qui conduit l'entreprise a cherché un arrangement entre les deux facteurs.

Dans cette situation Weber a défini l'Isodapane comme suit : *« l'Isodapane est le lieu des points du plans pour lesquels la somme des couts de transport, à partir de point M_1 données, est la même. Lorsque cette somme est minimum l'Isodapane correspondante se réduit à un point solution de problème de base »*. (Perreur,Peeters, 1996, 276).

En d'autre terme, la mobilité de l'entreprise et son implantation et en relation direct avec les deux couts (cout de la main d'œuvre et le cout de transport), et la meilleure localisation sera dirigée par l'arbitrage entre ces deux couts.

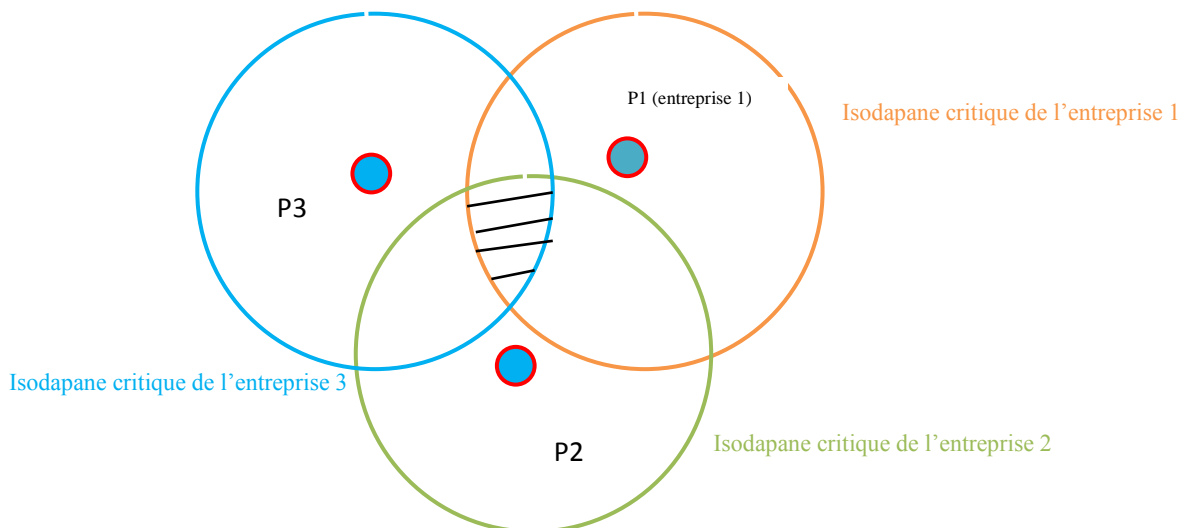
2-2-3- Le facteur local : force d'agglomération

Dans le cadre de la théorie de la localisation en économie spatial, Alfred Weber (1909) a introduit la notion de « l'économie d'agglomération » avec l'expression de « force d'agglomération », cette dernière se manifeste dans la possibilité de réaliser des gains de productivité par différentes entreprises à partir de leur proximité géographique. Elle explique l'agglomération des firmes dans des lieux privilégiés, région industrielles ou ville.

En outre, weber (1909) intègre plus formellement les forces d'agglomération dans le calcul économique de localisation optimale des firmes, selon lui ces dernières tendent à s'agglomérer si l'aire est située à l'intérieur de l'Isodapane critique. La question qui se pose,

et de s'avoir comment les économies d'agglomération agissent pour permettre une concentration spatiale des activités économiques ? (Perreur, peeters, 1996,P277).

Figure 6 : Exemple de tracé d'Isodapane



Source : <http://eco.um1.free.fr> consulté le 06/04/2021 à 22h42

L'analyse de Weber permet de concevoir les raisons ou les choix de la localisation des activités industrielles. Ainsi, Weber permet d'étendre l'horizon de réflexion tant pour les décideurs que pour la science.

Dans l'espace hachuré du milieu, c'est un lieu de localisation optimale qui soit à la fois un optimum par rapport aux coûts de transport, compte tenu des coûts de main d'œuvre et des forces d'agglomération.

3- Le développement de l'économie industrielle en Algérie

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

L'Algérie fait partie des pays en développement qui accordent une grande importance à l'économie industrielle, cependant, l'industrie joue un rôle important dans le développement économique national, et cela grâce aux diverses richesses naturelles.

L'économie industrielle donc suppose un rôle stratégique dans l'économie Algérienne pour les raisons suivantes : (Karbez, 2017, 6)

- L'économie industrielle est un secteur qui entraîne et structure l'appareil de production ;
- L'économie industrielle est aussi un vivier technologique de par sa capacité à produire et diffuser l'innovation technique à l'ensemble de l'économie ;
- L'économie industrielle est le garant d'une croissance stable à l'abri des brusques retournements de la production ;
- L'industrie confère au pays et aux entreprises nationales des atouts sur le marché mondial dans les négociations sur un transfert de valeur ajoutée.

Section 02 : fondements théoriques des dynamiques territoriales

En économie, les études menées dans les années 80, ont permis d'enrichir la définition géographique du territoire, pour cela, nous allons essayer à travers cette section de présenter les fondements théoriques des dynamiques territoriales, qui définissent, le territoire en tant que lieu d'application du développement local et son lien avec le produit et le patrimoine.

1- Le territoire : définition- dimension-caractéristique

1-1- La notion territoire

Étymologiquement, le mot « territoire » est un nom formé du latin « territorium », lui-même dérivé de « terra », auquel on a ajouté « orium » qui signifie « oire » en français, qui a donné naissance au mot « terroir » et « territoire ». Le territoire renvoie à une définition d'un ensemble de relations entre une population et un espace. (Amor Belhedi, 2010, 5).

Le territoire d'après Gymuchian et Pecqueur : « *un territoire est une portion d'espace terrestre, relativement bien délimitée, par des habitants ou des usages qui en ont une certaine conscience et qui se l'approprient* ». (Gymuchian, Pecqueur, 2007, 19).

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

PIERRE .G. et FERNAND .V. on définit le territoire comme étant « *espace géographique qualifié par une appartenance juridique : territoire national, ou par une spécificité naturelle ou culturelle : territoire montagneux, territoire linguistique. Implique la reconnaissance de limites. La notion de territoire est associée à celle de frontière* ». (GEORGE, VERGER, 2013, 434).

Yvon Pesqueux considère le territoire comme « *un lieu de ressource au regard d'un tressage entre des facteurs naturels, des facteurs institutionnel, politique et culturels voir ethnique(ou même infra-ethnique) dans une perspective plus ou moins déterministe (qu'il s'agisse de déterminisme géographique mais aussi social, etc., ou de probabilisme constitué par un mix des éléments du tressage)*. (Pesqueux, 2009, 1).

Tableau n°2 : les trois dimensions du territoire

Le territoire comme variable dépendante du changement	Le territoire comme composante essentielle du changement	Le territoire comme représentation de relations complexe
Le territoire est défini en des changements dus à la globalisation et a ses effets concrets sur l'identité et la structure du territoire Le territoire est pensé comme une variable dépendante et la résultante de processus de changement	La territorialité est un rapport dynamique entre composantes sociales (économie, culture, institution, pouvoirs ...) et les aspects matériels et immatériel propres aux territoires. Le territoire est donc un élément déclencheur du changement.	Le territoire associe à un côté matériel objectif une dimension subjective liée aux sentiments d'appartenance. Le territoire est aussi lié aux pratiques et aux perceptions qui ne sont ni strictement individuelles ni entièrement collectives

Source : <http://www.edition-ellipes.fr>. (Consulté le 04/04/2021 à 12 :32)

1-2- Caractéristiques du territoire

Les territoires sont caractérisés par leur histoire et leur culture, leur environnement, leur savoir-faire et leur mécanismes de transmission, leur organisation et leur cohésion sociales, autant de valeurs sociales qui constituent les piliers de l'émergence de nouvelles ressources et leur valorisation en vue d'une intégration de la production de richesses et de bien-être dans un système économique globalisé.

2- D'un territoire produit à un territoire patrimoine

2-1- Territoire- produit

Le territoire est un produit de consommation, cette idée nous a introspectifs a inespéré le rapprochement de la notion de territoire avec celle de produit, à cet égard nous analysons les notions de consommation, de produit et leurs liens avec le territoire.

La consommation est l'action d'utiliser des biens et services pour satisfaire un besoin, la consommation concerne des biens matériels et aussi des biens immatériels, tout type d'acteur consomme, les individus, les entreprises, et les organismes publics. En 1960 les scientifiques s'intéressent à l'étude des phénomènes de consommation, ou elle devient particulièrement un sujet d'étude géographique. (GRENOUILLET, 2015,204).

Dans cette perspective, le type de développement des sociétés sur la consommation de l'espace et de ces ressources continue à augmenter actuellement, si nous faisons référence à l'indicateur de consommation est abordée pour parler de géographie agro-alimentaire comme elle a été définie par FAO dans sa cinquième enquête mondiale : « *l'ensemble des aliments accessibles à un groupe de population, quelle qu'en soit l'origine (production locale ou importation)* ». (MUTEBA, 2014, 11).

Notamment la production alimentaire relève de facteurs tels que les modes d'exploitation de la terre, il existe une grande marge de corrélation entre les diverses composantes de système alimentaire, par exemple : la transformation des aliments, pour but de dresser le portrait de la situation alimentaire local.

La consommation est abordée aussi pour parler de la consommation de l'espace qui se résume à la simple évolution de population, des ménages et des emplois. Il peut être définie comme

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

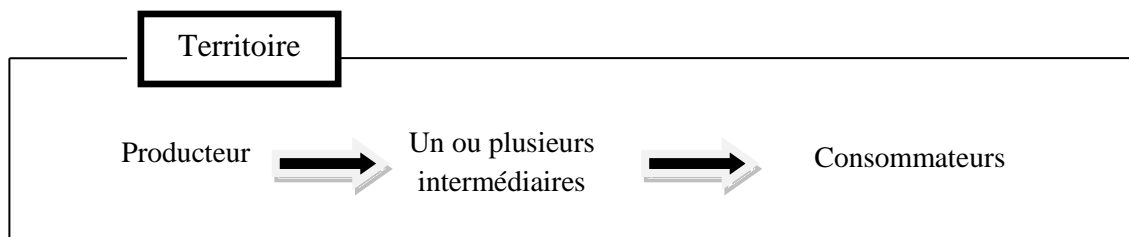
« la conséquence d'une action sur un espace ayant pour effet une mutation dans la nature de l'occupation de sol initial de cet espace vers une autre occupation de sol ». (2016, 9).

La consommation de l'espace dépend d'un certain nombre de facteurs qui sont aujourd'hui entre les mains des décideurs locaux et nationaux, et sont autant de leviers sur lesquelles il est possible d'agir pour réduire la consommation d'espace, on distingue : (*conseil générale de l'environnement et du développement durable* », 2017, 50).

- La nature de l'urbanisation (densité, recyclage urbain, etc.) ;
- Les habitudes de construction de la commune et de la stratégie foncière ;
- De la capacité de la commune à construire dans son tissu bâti ;
- De la situation spatiale de la commune (préurbain, rural, etc.);
- Des modes de construction du territoire et de la présence d'ingénierie capable de construire durablement.

Les espaces les plus consommés sont utilisés pour la construction des infrastructures, habitation et activité économique. Les consommateurs d'espace sont mesurables par la superficie des espaces consommés sur une période donnée.

Figure n°7 : La proximité géographique



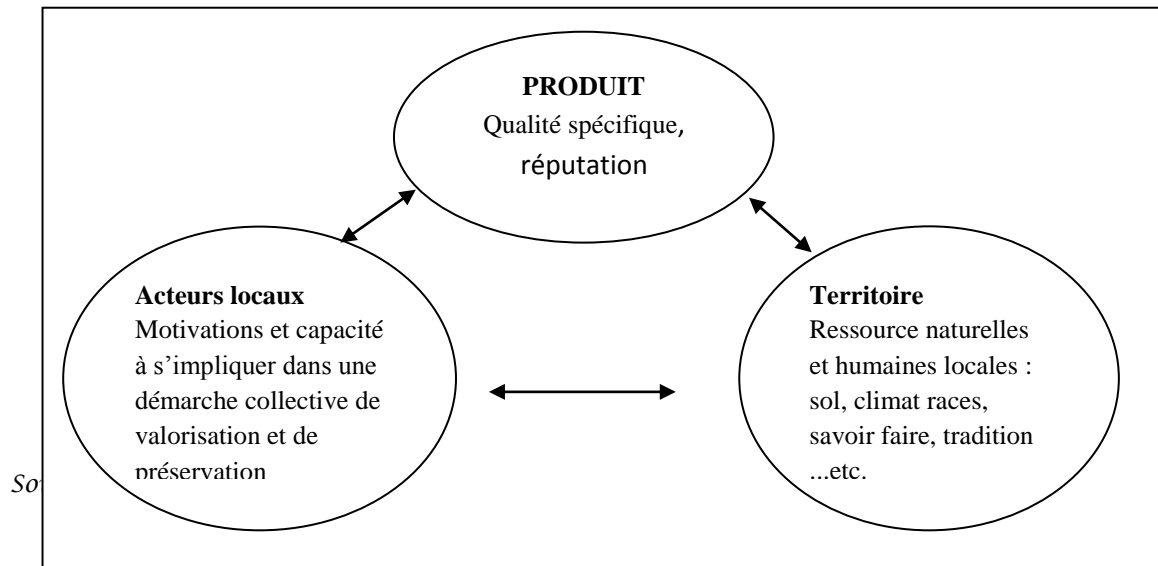
Source : Muriel Gineste, 2017, 6.

On outre, l'intervention du chef de produit consiste à prendre en compte le plus tôt possible le point de vue de consommateur. (Gilles, 1995, P5). Le produit reprend l'idée du résultat d'un travail, d'une production. Il est également défini comme un ensemble d'avantage perçu par le consommateur, ces avantages lui permettent de satisfaire un besoin.

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

Un produit est distingué par des caractéristiques propres au territoire où il est produit, c'est-à-dire il y a une interrelation entre ces deux productions (le territoire et le produit), une issue de l'organisation générale des sociétés et l'autre d'un acteur particulier.

Figure n°8: Interaction entre les acteurs locaux, le produit et le territoire



Source : Belletti, Marescotti, 2009, P11.

Le territoire-produit est apprécié comme un processus cognitif, produit de la marque, nous considérons le territoire-produit comme un produit de consommation de masse par les groupes sociaux. Alors le territoire devient une production spécifique des sociétés, consommée pour répondre à divers besoins tels qu'un développement économique.

2-2- Territoire- Patrimoine

Plusieurs disciplines ont investigué sur le concept du patrimoine, il est un construit social fondé sur des rapports de pouvoir, des représentations mentales et des valeurs culturelles prépondérantes.

« Le patrimoine est l'ensemble de tous les biens naturels ou créés par l'homme son limité de temps ni lieu. Il constitue l'objet de la culture, cette notion dynamique et prospective, manifestée avec activité dans le développement de notre civilisation, est essentielle à l'hygiène et à la survie de la civilisation. Outre la mission de conserver et de transmettre, elle implique la protection et l'exploitation du patrimoine acquis et de patrimoine future ». (A. Devalées, 1998, cité par Idir, 2014, 24).

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

« Le patrimoine est l'ensemble des biens d'un groupe familiale envisagé non pas comme une valeur mais comme un objet de transmettre ». (Thomas, cité par Hermite, cité par Jeudy, 1990, 44).

En géographie, la notion de patrimoine est utilisée, il est question de patrimonialisation pour exprimer le phénomène d'appropriation, de mémoire collective d'un groupe, d'un territoire ou d'une nation afin de faire une valeur patrimoniale. « La patrimonialisation engendrer des relations forte complexe qu'il serait vain de vouloir figer ». (Marie-Blanche Four Cade, 2007, P XVII).

A.Micoud(2005) retrace l'histoire des patrimonialisation comme suit : (Micoud, 2015, cité par Idir, 2014, 28)

1. L'évolution de processus de patrimonialisation est passée par trois moments :

Le premier moment, concerne la conservation des objets emblématique nationaux afin de garantir la pérennité du sujet collectif a l'intérieur du territoire national ;

Le deuxième moment, la patrimonialisation est portée sur la sauvegarde des identités locale dans des périmètres bien déterminer ;

Dans le troisième moment, la patrimonialisation porte sur la gestion de potentialités patrimoniales devenues un réel facteur de développement.

2. L'évolution des activités symboliques du processus de patrimonialisation suit l'extension des objets patrimoniaux et les entités collectives qui vont avec ;

3. Le rapport du vivant au temps, en situant l'état de l'objet patrimonial dans le temps, dicte l'action à l'entreprendre face au patrimoine.

En science de la terre, on peut parler d'un géo patrimoine qui regroupe des objets géologique pour valoriser le patrimoine lié à la géographie. Le géo patrimoine « *est la mémoire du passé de la terre et une clefs pour la compréhension de son future* ». (Grand, 1997, cité par Simon, 2013, 55).

La patrimonialisation ne prend de sens que sur des objets, des éléments de la nature et des faits matériels, et immatériels existant dans un espace. Or les objets, les faits susceptibles d'être inscrits dans un processus de patrimonialisation varient d'un espace à un autre. Le patrimoine n'existe que si des groupes, constitué sur le territoire, le conçoivent comme patrimoine avec l'appui d'une fraction significative de la population local.

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

« Le patrimoine vise à construire l'universel à partir de particulier et non en fonction d'une approche réductrice fondée sur des valeurs abstraits présentées comme universelles, mais qui sont historiquement dotées et géographiquement restreintes ». (Beghain, 2012, cité par Adegbinni, 2019, 20).

C'est le cas des valeurs qui sous-tendent le régime foncier coutumier. A partir de moment où le foncier est mis en menace à travers la perte de sa valeur traditionnelle d'usage à cause de l'apparition du système économique marchand et de la fin de possibilité d'expansion de l'occupation des terres inscrite dans une démarche de patrimonialisation.

Le territoire peut constituer un patrimoine dans la mesure où il offre à ses acteurs ses potentialités touristique, culturelles, historique, etc. et d'autre part le patrimoine revêt une utilité de légitimation territorial, il donne une existence réel au territoire et lui construit un sens, pour Guerie « le patrimoine, parce qu'il se réfère aux héritages, crée la personnalité du territoire ». (Guerie, J.P, cité par François Het al, 2006, 3).

Ces deux notions « territoire » et « patrimoine » sont complémentaire, et ce par le fait que le sentiment d'identité territorial n'exige une connaissance des éléments partagés par les acteurs locaux. Aussi sont les composantes essentielles d'une ressource territoriale.

Section 03 : Ressource territoriale

La ressource territoriale est l'un des piliers de la construction territoriale, nous allons présenter à travers cette section les notions de base : ressource- ressource territorial, ainsi, les différents types de la ressource territoriales, et les trajectoires d'une ressource territorial, et enfin, les modes de valorisation et de construction de la ressource.

1- La notion de « ressource » et « ressource territorial »

1-1- La notion de ressource

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

D'après Gumuchian et Pecqueur, la ressource « *renvois aux théories de la valeur qui donnent sens au produit de l'activité des hommes* ». (Gumuchian, Pecqueur, 2007, 6).

En science économiques et sociales, « *les ressources sont celles qui ont un prix sur le marché et leur importance est étroitement corrélée à leur valeur. Selon les différentes courant de pensée, on retient le travail, le capital et les matières premières comme les ressources principales du territoire* ». (Lamara, 2009, 23).

1-2- La notion de ressource territoriale

D'après CORRADO : « *la ressource territoriale représente la découverte et l'actualisation d'une valeur latente du territoire par une partie de société humaine qui la reconnaît et l'interprète comme telle, à l'intérieur d'un projet de développement local* ». (Corrado, 2004, 27).

Gumuchian et Pecqueur définissent la ressource territoriale comme étant « *le résultat d'une dynamique d'acteurs dans un lieu donnée où se développent des mécanismes de coordination entre les différentes acteurs qui permettent à leur tour des apprentissages collectifs* ». (Gumuchian, Pecqueur, 2007, 102).

Gumuchian et Pecqueur, identifier quatre caractéristiques fondamentales qui sont attribuées à la ressource :(Gumuchian et pecqueur, 2007,7/8)

- **Les Position**

Une ressource est localisée, il existe un horizon élargie qui peut être virtuelle, culturelle et dans la mémoire collective.

- **Constructibilité**

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

Nous renvoie à la genèse de l'apparition de la ressource et à son mode de constitution. Les manœuvres d'acteurs sont très importantes pour la constitution d'une ressource. Le processus de la constructibilité de la ressource et l'enjeu fondamentaux de l'analyse de rôle de la ressource dans la création des territoires.

- **La Complexité systémique**

Dans les processus territoriaux de production une ressource ne doit pas être tenue seule, elle doit être combinée avec d'autres ressources pour déboucher sur une offre de biens et services.

- **Sens de la temporalité**

Les ressources tiennent une place importante dans le processus de construction des territoires. Elle se situe à deux niveaux, une renvoie au sens donné à une ressource (matérielle ou immatérielle) et l'autre relatif à la durabilité de la ressource.

2- Types de ressource territoriale

Michel Peraldi et Evelyne Perrin proposent deux typologies pour distinguer les actifs et les ressources d'une part, et d'autre part de limiter les actifs ou les ressources en fonction de leurs propriétés générales ou spécifiques.

Actif, on désigne le facteur « en activité », et les ressources seront un facteur qui est se révèle, se développe et même s'organise. La définition des actifs ou ressources communs est que leur valeur actuelle ou potentielle n'a rien à voir avec leur participation à un processus de production. Par conséquent, les actifs ou les ressources sont entièrement transférables et leur valeur est une valeur d'échange déterminée par l'offre et la demande quantitatives.

D'après Peraldi et Evelyne, les actifs spécifiques n'existent par eux-mêmes, mais leur valeur dépend de leurs conditions d'utilisation, tandis que les actifs généraux sont totalement transférables. (*Peraldi et Perrin, 1996, 170*).

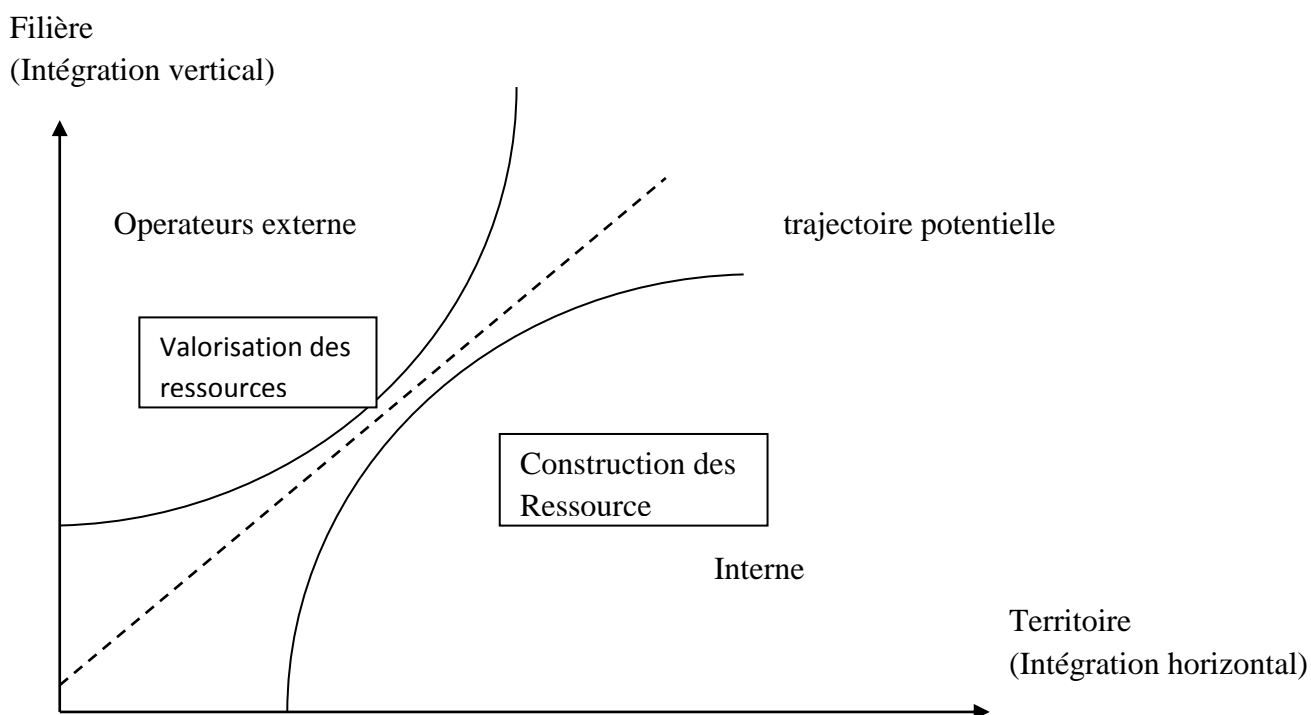
3- De la ressource à la trajectoire

Pour l'économiste, la création de valeur consiste à étudier comment une ressource se transforme en actif et participe ainsi à la production. Les ressources qualifiées de territoriales sont des ressources spécifiques qui sont « *révélée selon un processus international engageant une dynamique collective d'appropriation différentes selon*

qu'elle empreinte ou non le chemin de la variation marchande ».
(François, Hirzek et Snil, 2013, 4).

Ces ressources sont construites par le jeu d'acteurs locaux, les facteurs susceptibles de favoriser l'émergence de la ressource territoriale, démarche au terme de laquelle, nous pourrions interroger le renouvellement des ressources dans le temps long de construction territoriale. A cette optique, le rôle particulier d'interface entre territoire et le marché ou la filière, tient une place fondamentale que nous avons désignée comme un opérateur des ressources territoriales dans le cadre de développement liée à la spécification met directement en jeu l'interface entre d'une part des pressions externe de valorisation, le marché étant alors le lieu de rencontre des vendeurs et des acheteurs de bien et services ou de la confrontation entre l'offre et la demande, d'autre part, la dynamique de construction des ressources interne ou territoire. (François, Hirzek, Snil, 2013)

Figure n°9 : L'opérateur des ressources territorial interface entre interne (territoire) et externe (filière)



Source : François, Hirzek, Snil, 2013, 269.

L'opérateur apparaît dans le processus de projet de territoire comme un instrument de construction de relation entre acteurs et ressource. L'opérateur des ressources est un organisme qui fait des opérations interne, externe au territoire et qui met en jeux les processus

Chapitre II : L'économie industrielle et les dynamiques territoriales

de construction et de valorisation des ressources pour aboutir à une variété de trajectoire possible.

Au-delà, nous distinguant d'après (Snit Francois et Hirzek, 2013,271) deux types de dynamique qui peuvent être identifiés :

1. Les dynamiques continues : sont des mouvements fondés sur une conjonction des modes de construction des ressources et des modes de valorisation, on distingue :

- **La généricité :** ce modèle est basé sur des ressources génériques, il est donc transférable, son objectif est de positionner dans une stratégie basique de compétitivité par les prix en minimisant les coûts de production. De fait, les produits qui en sont issus ne sont pas différenciables sur le marché.

Le mode de construction et le mode de valorisation s'appuient chacun sur une démarche générique.

- **La spécificité :** elle permet d'en maintenir son identité, et constitue finalement, par nature, le propre du patrimoine. Ce type de trajectoire reste fragile et les évaluations possibles sont prégnantes. En effet, les risques pèsent doublement sur la construction et la valorisation de la ressource.

Le mode de construction et le mode de valorisation sont tous deux dans une démarche spécifique.

2. Les dynamiques modificatrices : sont ceux qui traduisent un infléchissement de la trajectoire de la ressource, deux trajectoires de la ressource sont identifiées, la première constitue un enrichissement de la spécificité, la seconde tend vers un appauvrissement de celle-ci :

- **La spécification :** elle traduit l'intention de spécifier, au travers des modes de valorisation, des ressources génériques ou non encore révélées comme spécifiques.

Le mode premier de construction générique de la ressource est enrichi d'un mode de valorisation spécifique. Il y a donc un enrichissement progressif de la ressource initiale.

- **La banalisation :** le mode de construction spécifique subit une valorisation standard. On constate un appauvrissement du caractère spécifique de la ressource, et il existe de fait un risque de normalisation de celle-ci.

4- la coordination des acteurs autour d'une ressource territoriale

Dans un processus collectif de création ou d'innovation territoriale, le développement local fédère l'ensemble des acteurs autour d'un projet commun au sein d'un territoire. Il met en évidence l'efficacité des relations entre agents pour augmenter leur richesse disponible, ce qui signifie que leur mode de coordination entre ces acteurs ne correspond pas forcément au cadre commercial.

Le territoire doit être compris comme le résultat de la mobilisation et de la coordination des acteurs, et de la construction sociale d'un espace collectif multidimensionnel où se « situent » les activités économiques et sociales. Le découpage du territoire par les acteurs locaux (*Pecqueur, 2000, cité par Marie Fare, 2016, P6*). Les territoires doivent être analysés comme « *un système constitué d'acteurs liés entre eux par les rapports sociaux, des rapports dynamiques qui évoluent dans le temps en fonction des relations, des interactions qui s'établissent entre eux* » (*courler et Pecqueur, 2013, cité par Marie Fare, 2016, P16*).

Ce « système complexe » est composé de divers acteurs interagissant selon la localisation précise de leurs relations et échanges, induisant des dynamiques territoriales. Le développement n'est plus considéré comme exogène, car il dépend désormais de la proximité (géographique et socioéconomique) et de la coopération entre les acteurs, la territorialisation constitue ainsi le processus de construction territoriale. Dans ce processus, le territoire est une « entité socioéconomique construite » : le territoire est activé ou révélé par des participants qui coopèrent pour trouver des solutions en révélant que les ressources territoriales réalisées par fabrication territoriale, sont les principales et peuvent porter des ressources potentielles, c'est-à-dire des potentiels non activés ressources (Gumulain et Pecqueur, 2007), en ce sens les ressources territoriales sont le résultat de la mobilisation et de la coordination d'acteurs autour d'objets matériels ou immatériels (spécifique, locale, culture, capital social, etc.).

Conclusion

L'industrie est pleine mutation dans sa nature, sa structure et son organisation sociale, ainsi que dans ces relations avec le territoire.

L'industrie conserve un rôle majeur dans l'économie pour la croissance, l'emploi et l'innovation, elle offre des conditions et un environnement de travail à la hauteur des attentes, elle fait souvent travailler de nombreux secteurs.

Le territoire n'est pas une zone géographique restreinte par de nombreuses caractéristiques, il se déplace dans l'espace et dans le temps. Les entreprises sont vues comme des acteurs variables de l'évolution économique et sociale du territoire. Ce dernier génère de la valeur, des investissements et des ressources humaines capables de produire et de lancer ou de mettre en œuvre des projets de développement.

Notamment, la richesse d'un territoire se mesure à l'étendue des ressources de son sol et sous-sol. Ainsi que ces ressources existent parce que les gens reconnaissent leur valeur. Il est donc le fruit d'une construction collective tant qu'il n'est pas actif par le projet d'aménagement, il a encore du potentiel.

**Chapitre III : Etude
d'un cas pratique**

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Introduction

La commune de DRAA BEN KHEDDA (DBK) est un pôle industriel assez développé dans la wilaya de Tizi-Ouzou, la commune possède plusieurs usines et bénéficie de deux zones d'activité : celle de MOULDIOUAN et celle de TOUARES, grâce à ces deux zones d'activités la commune DBK a acquis un mode de vie considérable.

L'objectif de ce chapitre est d'identifier les facteurs de localisation ainsi que le poids de la zone d'activité de DBK sur la contribution au développement local. Dans ce chapitre à travers l'enquête effectuée sur terrain dans la zone d'activité de DBK, les réponses des entreprises aux questionnaires formulés viendront étayer le travail d'analyse et d'intégration que nous réaliserons afin de mener à bien ce travail, nous procéderons à une analyse descriptive des résultats de l'enquête.

Ce chapitre sera partagé en trois sections, la première sera consacrée à la présentation de la wilaya de Tizi-Ouzou ainsi que les différentes zones implantées dans la wilaya, la deuxième section intitulée « présentation de la commune de DBK » traitera des entreprises implantées dans la zone d'activité, la troisième et la dernière section, il s'agira de présenter les différentes parties du questionnaire, puis nous traiterons et analyserons les données du questionnaire et engendrons les réponses.

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Section 01 : Présentation de la wilaya de Tizi-Ouzou

Dans cette section nous allons présenter en premier lieu la wilaya de Tizi-Ouzou en terme géographique, climatique, démographique, ainsi que les caractéristiques socio-économiques, dans un second lieu, on va citer les différentes zones d'activités et industrielles dans la wilaya.

1- présentation général de la wilaya de Tizi-Ouzou

1-1- Géographiques

La wilaya de Tizi-Ouzou est une wilaya côtière, se situe dans la partie Nord centre de l'Algérie, à quelques centaines de kilomètreà l'Est de la capital Alger se trouve le chef-lieu de la wilaya. Cette région constitue une succession de chaine côtière qui présente une orientation Est-Ouest bien distinct.

Elle est comprise entre les coordonnées angulaires suivantes :

- 36° 28° latitude Nord ;
- 36° 55° latitude Nord-est ;
- 03° 45° longitude Est ;
- 04° 31° longitude Est.

Pour ce qui est des limites administratives, la wilaya de Tizi-Ouzou est limitée par la mer méditerranéenne au Nord, à l'Est la wilaya de Bejaia, la wilaya de BOUMERDES à l'Ouest et la wilaya de BOUIRA au Sud.

1-2- Situation démographique de la wilaya de Tizi-Ouzou

La population de la wilaya de Tizi-Ouzou est de 1 127 166 habitants, soit une densité de 381 habitants par km² dont la population active est de 414715 et pour la population occupée ou compte 309339.

Taux de croissance de la population 1,3%.

Population en chômage (estimée) : 75700.

Taux de chômage (estimée) : 18%.

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Tableau n°3 : Répartition de la population occupée par branches d'activités (année : 2018)

Agriculture	25759
BTPH	79111
Industrie	34 632
Commerce et service	146 755
Administration	84 743
total	361 200

Source : ANIREF (agence nationale d'intermédiation et régulation foncière).

1-3- Accessibilité

La wilaya de Tizi-Ouzou dispose d'un réseau routier composé de 4965 km l'aménagement des réseaux routiers. Contribue au développement de la région et occupe une place importante dans l'économie, il assure aussi les déplacements entre les régions et enchaîne tous les Wilaya.

Le réseau routier

RN12 : c'est la route nationale qui traverse la wilaya d'Est en Ouest et dessert la RN5 dans la wilaya de BOUMERDES qui mène vers le capital

RN24 : c'est la route du littoral qui traverse la wilaya de BOUMERDES tout en suivant le littoral et

RN30 : c'est la route nationale qui traverse la wilaya d'Est en Ouest et dessert plusieurs agglomération, cette route joue le rôle de liaison avec la wilaya de BOUIRA.

Réseaux ferroviaire

La wilaya de Tizi-Ouzou dispose d'une ligne de 18km qui a été remise en service en juillet 2009. Elle relie la wilaya de Tizi-Ouzou avec la Wilaya de BOUMERDES passant par plusieurs agglomération tel que DBK, TADMAIT, NACERIA et BORDJ MNAIL, ce réseau reste un moyen d'échange dans le domaine de transport ter

Ester et joue un rôle important dans le développement urbain de la wilaya.

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Réseaux portuaires

La wilaya de Tizi-Ouzou dispose d'une façade maritime de 85 km qui couvre cinq communes (MIZRANA, TIGZIRT, IFFLISSEN, AZZEFOUN et AIT CHAFAA), n'a jamais réellement exploité cette richesse, ses infrastructures se limitent aux ports mixte de pêche et de commerce d'AZZEFOUN et le port mixte de pêche et de plaisance de TIGZIRT. Cependant ces deux ports n'assurent pas le transport de voyageurs. Et n'ont aucune participation à l'accessibilité de la wilaya.

2- Définition de concepts

2-1- Définition de la zone d'activités

Une zone d'activités est une zone qui peut accueillir des activités différentes : industries, commerces, artisanats, bureaux. Outil majeur de la politique de développement économique des collectivités « un espace aménagé selon une démarche volontariste par un agent économique en vue d'être commerciale (vendu ou loué) à des entreprises (secteur marchand) ou à des organismes (secteur marchand, afin que ceux-ci puissent exercer leur activités économique ».

Les zones d'activités sont des espaces déterminés par les instruments d'aménagement pour but de garantir des activités d'intérêt local. Ces zones d'activités sont aménagées et gérées par la collectivité territoriale à laquelle appartient le territoire d'implantation.

2-2- Définition de la zone industrielle

La zone industrielle apparaît comme « *un espace de terrain nu de surface variable (de quelques milliers de mètres carrés à quelques milliers d'hectares), juridiquement et techniquement apte à recevoir un certain nombre de bâtiments et d'installation industrielle ou d'entrepassage. Ce nombre est fonction, outre de la surface de la zone, de la densité de construction autorisée et de la taille des lots. Celle-ci pouvant varier de quelques centaines de mètres carrés à quelques dizaines d'hectares* ». (Masson, 1984, P161).

3- Les différentes zones d'activités au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Avant de présenter les différentes zones d'activité de la wilaya de Tizi-Ouzou nous allons présenter en premier lieu le groupe DIVINDUS.

3-1- Qu'est-ce que DIVINDUS-ZI

Le concept DIVINDUS est composé de « DIV » qui signifie « divers » et « INDUS » qui signifie « industrie ».

DIVINDUS-ZI est une filiale parmi les 13 filiales qui composent le groupe industries locales « DIVINDUS ».

L'entreprise a été créée en 1991 sous forme initiale d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). L'entreprise a subi plusieurs transformations en application de la note de Monsieur le premier Ministre N° 191/MDC/PM/2007 du 24 janvier 2017 portant fusion-absorption des quatre SGP zones industrielles par le groupe industries locales « EPE/SPA DIVINDUS » et rattachement par fusion-absorption des trente-deux (32) SGI et trente-cinq (35) unités de gestion des zones industrielles et d'activités (UGZIA). L'entreprise prend la dénomination de DIVINDUS-ZI.

DIVINDUS-ZI de Tizi-Ouzou gère 13 zones d'activités et une zone industrielle pour une perspective de :

- Créer un climat de confiance dans les 14 zones ;
- Renouer le dialogue avec tous les opérateurs ;
- Améliorer l'état des zones ;
- Créer une énergie organisée au niveau local ;
- Sensibiliser tous les opérateurs à s'acquitter de leurs redevances ;
- Augmenter les offres d'emploi par la performance économique locale ;
- Ramener l'opérateur à s'impliquer davantage dans la gestion des zones ;
- Accompagner les opérateurs dans leurs démarches administratives ;
- Sensibiliser les opérateurs sur la nécessité de respecter, préserver et promouvoir la culture de l'environnement durable.
- Sensibiliser les opérateurs sur la nécessité de respecter, préserver et promouvoir la culture de l'environnement durable.

3-2- Les zones d'activité de la wilaya de Tizi-Ouzou

3-2-1- Zone d'activité « AZEFFOUNE »

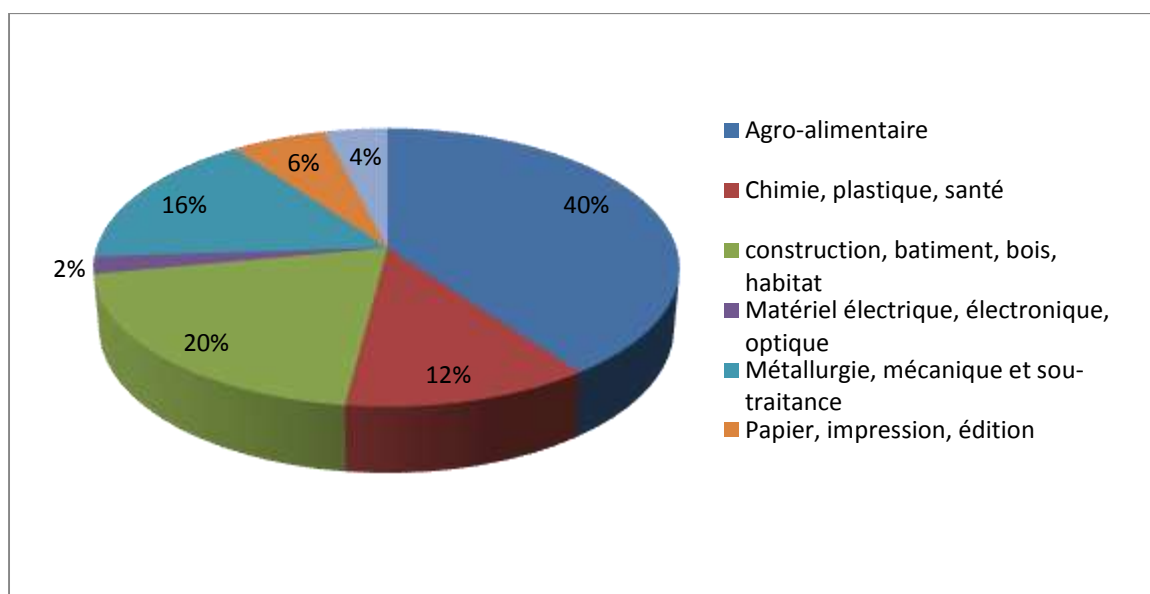
Chapitre III : Etude d'un cas pratique

La zone d'activités de AZEFFOUNE a été créée en 1988 dans la commune de AZEFFOUNE à 70 kilomètres de la ville de Tizi-Ouzou, sur une superficie de 10.87 Ha dont le taux d'occupation révèle à 79.30% pour les opérateurs, 18,82% pour servitude et 1,88% réservé à DIVINDUS.

Les principaux secteurs d'activités économiques dans la zone d'activités d'AZEFFOUNE se résument comme suite :

- Agro- alimentaire avec un taux de **40%** ;
- Chimie, plastique, santé avec un taux de **12%** ;
- Construction, bâtiment, bois, habitat avec un taux de **20%** ;
- Matériel électrique, électronique, optique avec un taux de **02%** ;
- Métallurgie, mécanique et sous-traitance avec un taux de **16%** ;
- Papier, impression, édition avec un taux de **06%** ;
- Textile, habillement, cuir, horlogerie, bijouterie avec un taux de **04%**.

Figure n° 10: présentation graphique des principaux secteurs d'activité (ZA : AZEFFOUN)



Source : établie par nous-mêmes à partir des données rendue par DIVINDUS-ZI

A travers les données de graphe ci-dessous on peut constater la domination de l'industrie agro-alimentaire avec un taux de 40% suivie par la construction, bâtiment, et habitat avec un taux de 20% ca peut être expliqué par la tendance de la région qui nécessite de matière de construction ainsi pour l'agro-alimentaire c'est parce que il y'a une forte volatilité sur le

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

marché ce qui motivent les entreprises a s'inscrivent contrairement a l'industrie de textile et de papier qui reste faible avec des taux de 4% et 6%.

Carte n°1 : Plan parcellaire zone d'activité AZEFFOUN –Tizi-Ouzou



Source : document interne DIVINDUS-ZI

3-2-2- La zone d'activité «ABOUDID »

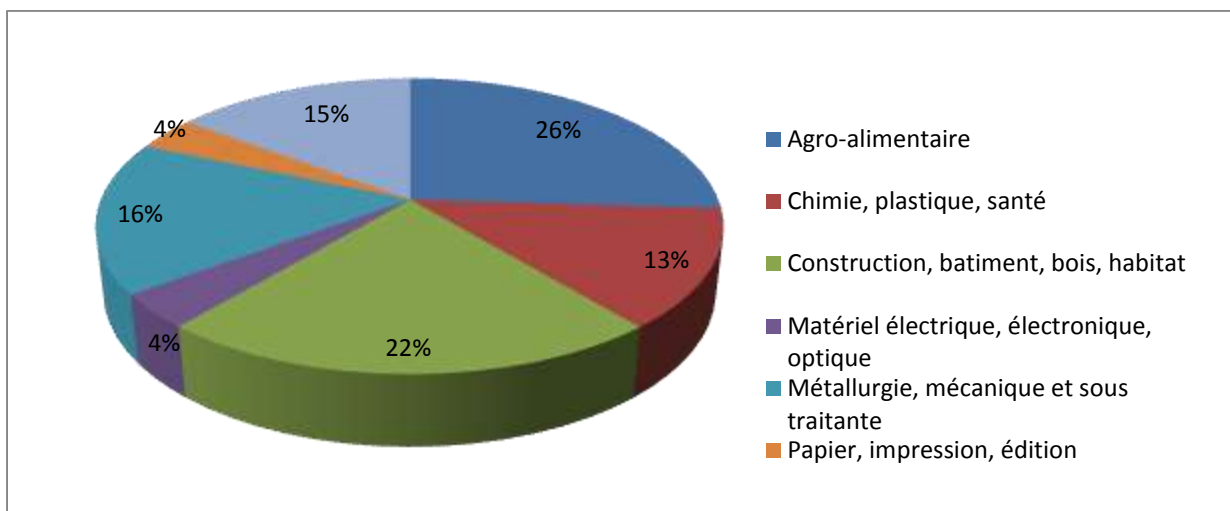
La zone d'activité « ABOUDID » a été créée en 1988 à la daïra de LARBAA NATH YIRATHEN à 26 km de la ville de Tizi-Ouzou, sur une superficie de 12,58 ha dont le taux d'occupation révèle à 74,08% pour les opérateurs, 1,54% pour les terrains disponibles, 2,52% réservé à DIVINDUS-ZI.

Les principaux secteurs d'activités économiques dans la zone d'activités de « ABOUDID » se résument comme suit :

- Agroalimentaire avec un taux de **26%** ;
- Chimie, plastique, santé avec un taux de **13%** ;
- Construction, bâtiment, bois, habitat avec un taux de **22,22%** ;
- Matérielle, électrique, électronique, optique, avec un taux de **03,78%** ;
- Métallurgie, mécanique et sous-traitance avec un taux de **16,66%** ;
- Papier, impression, édition avec un taux de **03,7%** ;
- Textile, habillement, cuir, horlogerie, bijouterie avec un taux de **14,80%**.

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Figure n°11 : Présentation graphique des secteurs d'activités (ZA : ABOUDID)



Source : établie par nous-mêmes à partir des données rendue par DIVINDUS-ZI

D'après les données de la figure ci-dessous on voit que l'industrie agro-alimentaire et le bâtiment, construction et habitat sont les industries les plus dominantes avec un taux de 26% et 22% suivi par la métallurgie, le textile et la chimie avec de taux de 16,66% ; 14,80% ; 13% et on voit que le matériel électrique et le papier sont les industries les plus faibles dans la zone avec le taux de 4%.

Carte n°2 : Plan parcellaire zone d'activité ABOUDID- Tizi-Ouzou



Source : document interne DIVINDUS -ZI

3-2-3 La zone d'activité de « BOUGHNI »

La zone de « BOUGHNI » a été créée en 1987 dans la daïra de BOUGHNI à 38 km de la ville de Tizi-Ouzou, sur une superficie de 15.46 ha dont le taux d'occupation révèle à 69.3% pour les opérateurs, 02.11% pour les terrains disponibles, 19.75% pour les servitudes, et 1.61% réservé à DIVINDUS-ZI.

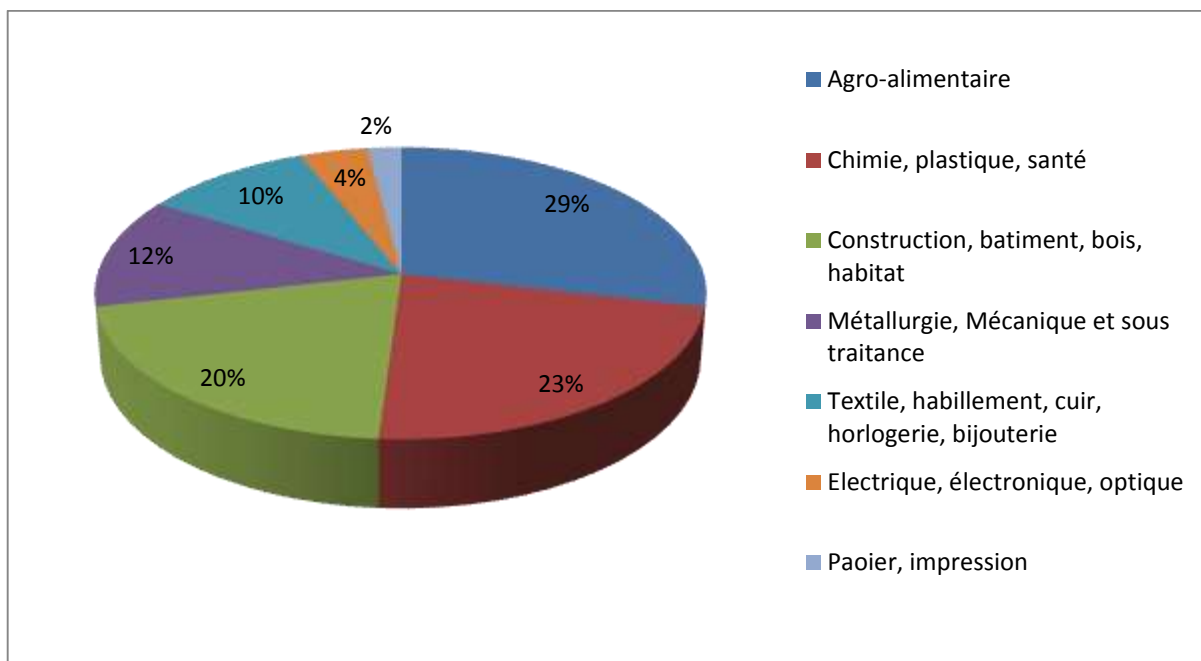
Les principaux secteurs d'activité économique dans la zone d'activité de BOUGHNI se résument comme suit :

- Agro-alimentaire avec un taux de **28.57%** ;
- Chimie, plastique, santé avec un taux de **22.47%** ;
- Construction, bâtiment, bois, habitat avec un taux de **20.40%** ;
- Métallurgie, mécanique sous-traitance avec un taux de **12.24%** ;

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

- Textile, habillement, cuir, horlogerie, bijouterie avec un taux de **10.20%** ;
- Electrique, électronique, optique avec un taux de **4.08%**.

Figure n° 12: présentation graphique des principaux secteurs d'activité (ZA : BOUGHNI)



Source : établie par nous-mêmes à partir des données rendue par DIVINDUS-ZI

selon les données de la figure ci-dessous, nous avons remarqué que l'industrie de agro-alimentaire est dominante a 28,57%, suivi de la chimie, des plastiques et de la santé a 22,47% suivi de l'industrie de la construction a 20,40%, ce qui peut dépasser les besoins de la région en construction la tendance des matériaux et produit chimique et agro-alimentaire a expliquer cela est dus au fait qu'il y'a une forte volatilité sur le marché. Ce qui a poussé l'entreprise à s'enregistrer et les industries métallurgiques, textiles et électriques ont des taux différentes a 12,24% ; 10,20% ; 4,08%.

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Carte n°3 : Plan parcellaire zone d'activité BOUGHNI –Tizi-Ouzou



Source : document interne DIVINDUS- ZI

3-2-4- Zone d'activité « FREHA »

La zone d'activités de « FREHA » a été créée en 1990 à 31km de la ville de Tizi-Ouzou sur une superficie de 13.44ha dont le taux d'occupation révèle a 75.23% pour les opérateurs, 1.77% pour les terrains disponibles, et 10.90% pour les servitudes.

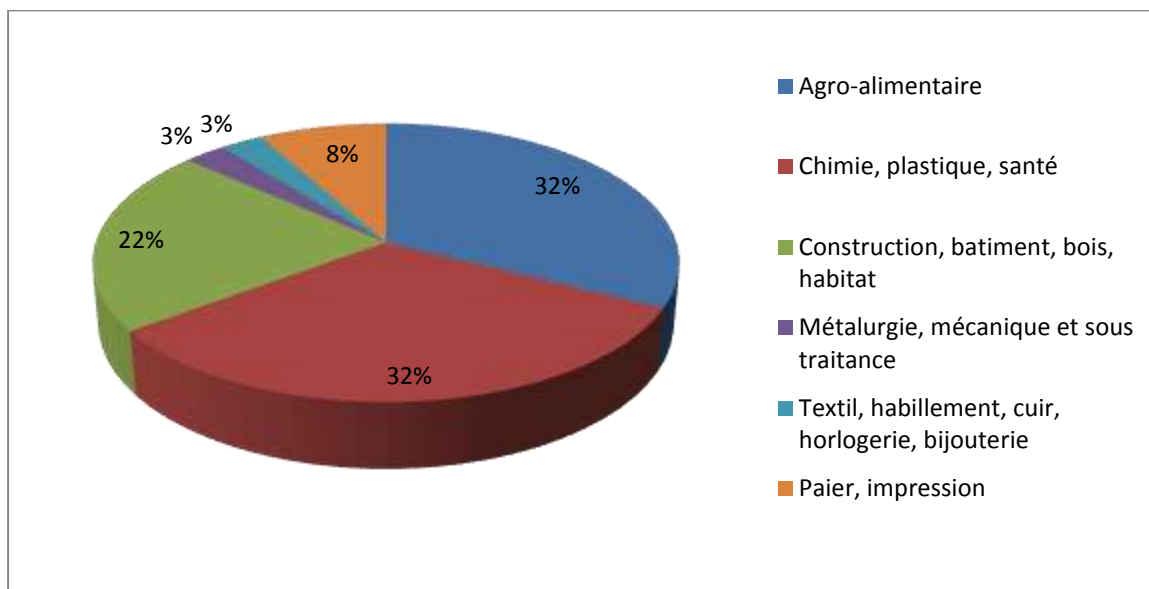
Les principaux secteurs d'activités économiques dans la zone d'activités de FREHA se résument comme suit :

- Agro-alimentaire avec un taux de **32.43%** ;
- Chimie, plastique, santé avec un taux de **32.43%** ;
- Construction, bâtiment, bois, habitat avec un taux de **21.62%** ;
- Métallurgie, mécanique et sous-traitance avec un taux de **2.7%** ;

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

- Textile, habillement, cuir, horlogerie, bijouterie avec un taux de **2.7%** ;
- Papier, impression avec un taux de **8.10%**.

Figure n°13 : présentation graphique des principaux secteurs d'activité (ZA : FREHA)



Source : établie par nous-mêmes à partir des données rendue par DIVINDUS-ZI

D'après les données de la figure, nous pouvons voir que dans la zone d'activité de FREHA, les activités agro-alimentaires et chimiques, les plastiques et la santé sont les activités les plus importantes, représentant 32,43%, suivies par la construction, bâtiment, le bois et habitat, représentant 21,62% ; les autres activités sont des industries à faible fiscalité, l'industrie textile ne dépasse pas 2,7%, il y a aussi la métallurgie, mécaniques, et sous-traitance, suivies des industries de papier et de l'impression avec 8,10%.

Carte n°4 : Plan parcellaire zone d'activité FREHA –Tizi-Ouzou



Source : document interne DIVINDUS- ZI

3-2-5- Zone d'activité« AIN EL HAMMAM »

La zone d'activités de AIN EL HAMMAM a été créée en 1996 à AIN EL HAMMAM à 45 km de la ville de Tizi-Ouzou, sur une superficie de 3.31 ha, dont le taux d'occupation : 36.55% pour les opérateurs, et 29.25% pour les terrains disponibles, 32.00% pour les servitudes, et 02.20% réservé à DIVINDUS ZI.

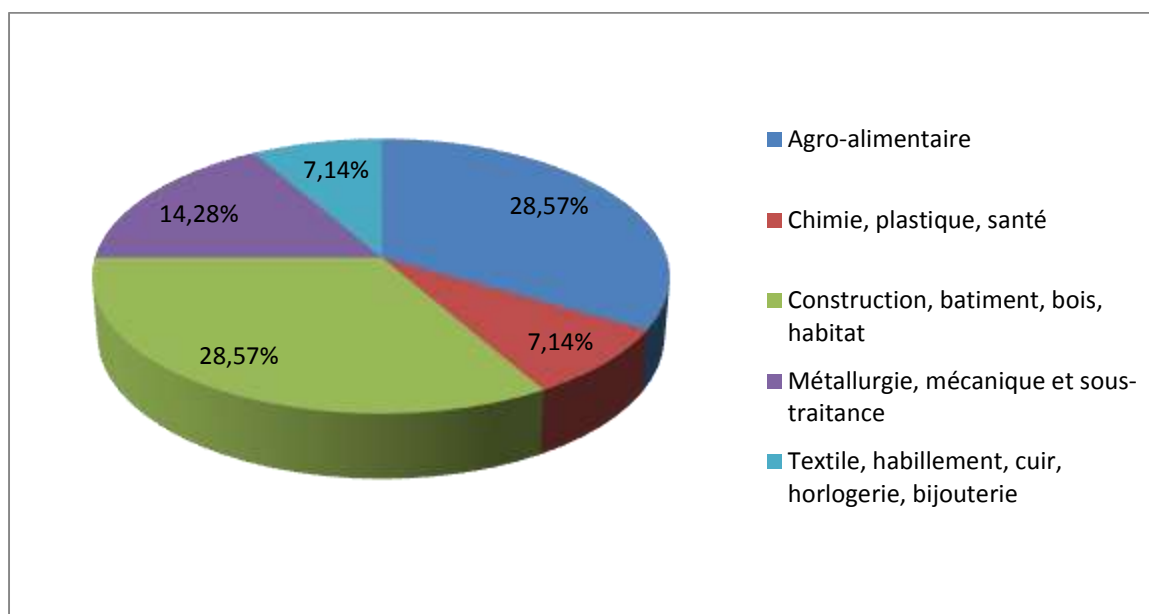
Les principaux secteurs d'activités économiques dans la zone d'activité de AIN EL HAMMAM ce résume comme suit :

- Agro-alimentaire avec un taux de 28.57% ;
- Chimie, plastique, santé avec un taux de 7.14% ;
- Construction, bâtiment, bois, habitat avec un taux de 28.57% ;
- Métallurgie, mécanique et sous-traitance avec un taux de 14.28% ;

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

- Textile, habillement, cuir, horlogerie, bijouterie avec un taux de 7.14%.

Figure n°14 : présentation graphique des principaux secteurs d'activité (AIN EL HAMMAM)



Source : établie par nous-mêmes à partir des données rendue par DIVINDUS-ZI

D'après les données de la figure, nous pouvons voir que dans la zone d'activité de AIN EL HAMMAM, les produits d'agro-alimentaire et les activités de construction dominant, représentent 28,57% suivi de métallurgie, mécanique et de la sous-traitance, représentant 14,28% et pour les autres l'activité est une industrie à faible imposition, pas plus de 7,14%.

Carte n°5 : Plan parcellaire zone d'activité AIN EL HAMMAME-Tizi-Ouzou



Source : document interne DIVINDUS- ZI

3-2-6- Zone d'activité « MEKLA »

La zone d'activité de MEKLA a été créée en 1986 dans la commune de MEKLA à 25 km de la ville de Tizi-Ouzou, sur une superficie de 12.4 ha dont le taux d'occupation révèle à 60% pour les opérateurs, 20.08% pour les terrains disponible, 7.05% pour les servitudes, et 13% réserve à l'industrie.

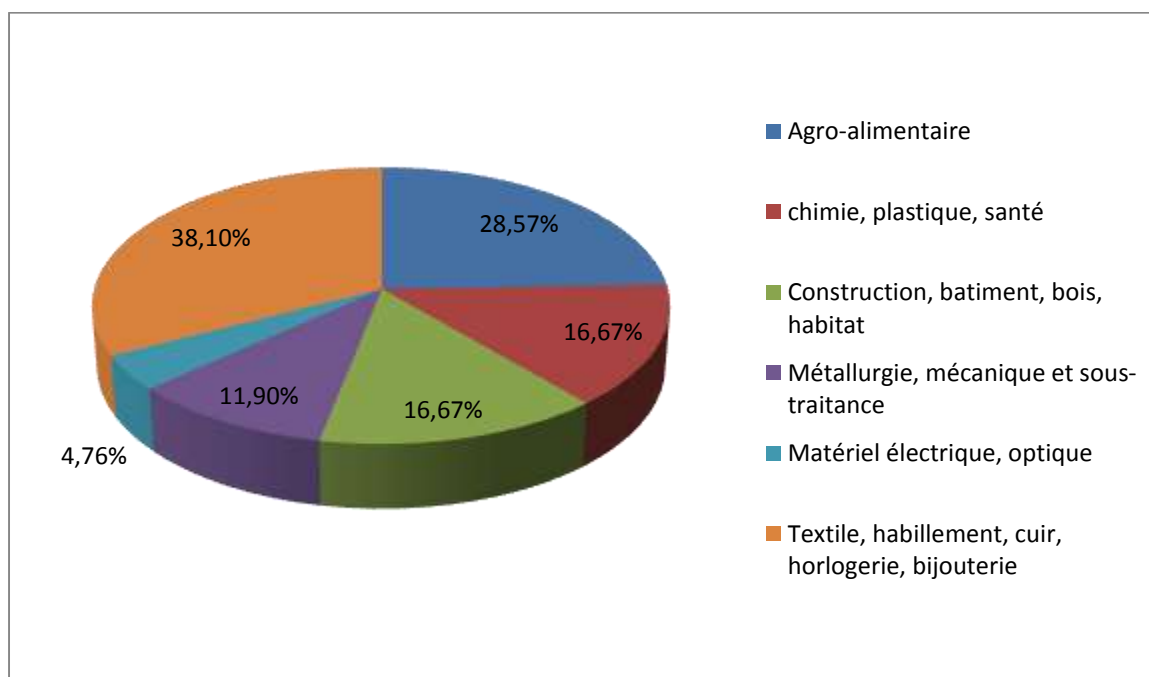
Les principaux secteurs d'activités économiques dans la zone d'activité de MEKLA se résument comme suit :

- Agro-alimentaire avec un taux de **28.57%** ;
- Chimie, plastique, santé avec un taux de **16.67%** ;

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

- Construction, bâtiment, bois, habitat avec un taux de **16.67%** ;
- Métallurgie, mécanique et sous-traitance avec un taux de **11.90%** ;
- Matériel électrique, optique avec un taux de **04.76%** ;
- Textile, habillement, cuir, horlogerie, bijouterie avec un taux de **38.10%**.

Figure n°15 : présentation graphique des principaux secteurs d'activité (ZA : MEKLA)



Source : établie par nous-mêmes à partir des données rendue par DIVINDUS-ZI

La figure ci-dessous résume le taux de secteur d'activité exercé à la zone de MEKLA, elle montre un taux important aux niveau de l'activité de textile, habillement, cuir, horlogerie, bijouterie avec 38,10%, suivi de l'activité agro-alimentaire a 28,57%, contrairement à l'industrie métallurgique, mécanique et sous-traitance qui s'inscrivent avec un taux de 11,90%, suivi de matériel électrique, optique a un taux de 04,76%. Ce qui induit que les opérateurs de la région de MEKLA encouragent certaine activités sur ceux territoire.

Carte n°6 : Plan parcellaire zone d'activité MEKLA- Tizi-Ouzou



Source : document interne DIVINDUS- ZI

3-2-7- Zone d'activité « MOULDIOUANE »

La zone d'activité de MOULDIOUANE a été créée en 1988 dans la commune de DBK à 13 km de la ville de Tizi-Ouzou, sur une superficie de 5.12 ha dont le taux d'occupation 79.68% pour les opérateurs, 6.46% pour les terrains non cessible, et 12.90 % pour servitudes.

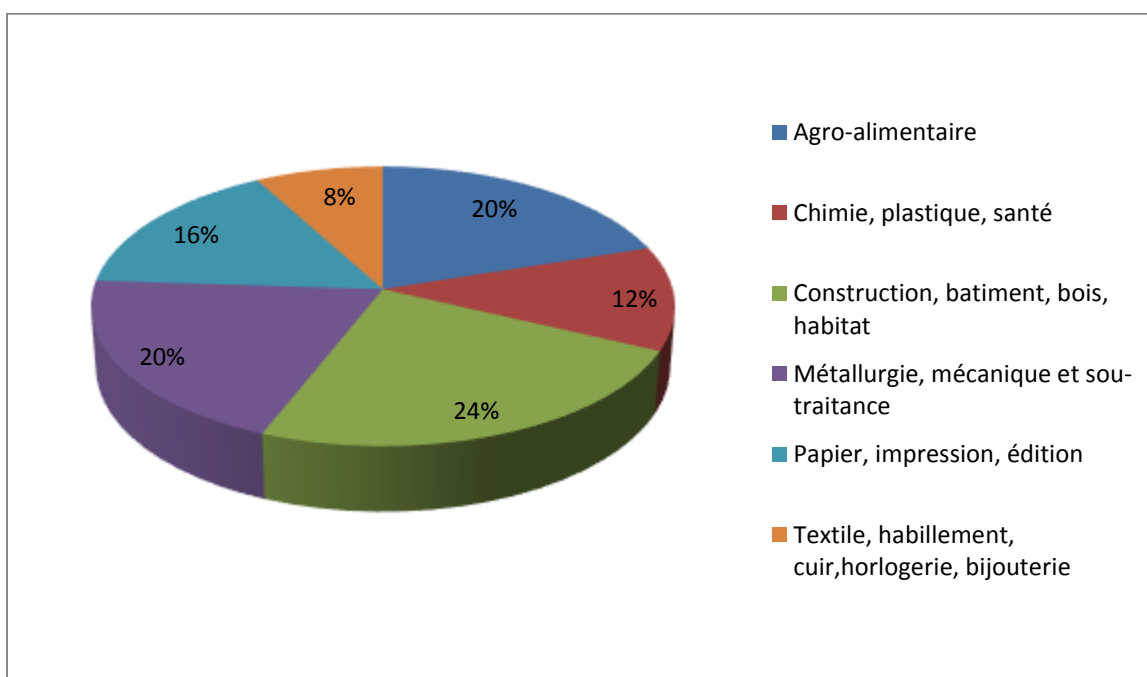
Les principaux secteurs d'activités économiques dans la zone d'activité de MOULDIOUANE se résument comme suit :

- Agro-alimentaire avec un taux de **20%** ;
- Chimie, plastique, santé avec un taux de **12%** ;
- Construction, bâtiment, bois, habitat avec un taux de **24%** ;
- Métallurgie, mécanique et sous-traitance avec un taux de **20%** ;

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

- Papier, impression, édition avec un taux de **16%** ;
- Textile, habillement, cuir, horlogerie, bijouterie avec un taux de **08%**.

Figure n°16 : présentation graphique des principaux secteurs d'activité (ZA : MOULDIPUANE)



Source : établie par nous-mêmes à partir des données rendue par DIVINDUS-ZI

A travers les données de figure n° on constate que le bâtiment, bois et habitat sont des activités les plus dominantes a la zone d'activité de MOULDIOUANE avec un taux de 24% suivi par l'agro-alimentaire et la métallurgie avec un taux de 20%, Et pour les autres activités sont des industrie avec des taux faibles qui ne dépasse pas les 12% pour la chimie et plastique, 16% pour le papier et impression , Et 8% pour le textile et habillement.

Carte n°7 : Plan parcellaire zone d'activité MOULDIOUANE-Tizi-Ouzou



Source : document interne DIVINDUS -ZI

3-2-8- Zone d'activité « DRAA EL MIZAN »

La zone d'activité de DRAA EL MIZAN a été créée en 1983 à 42 km de la ville de Tizi-Ouzou, sur une superficie de 6.7 ha, dont le taux d'occupation 43% pour les opérateurs, 37.50% pour les terrains disponible, 13.37% pour servitudes, et 9.95% réserve à DIVINDUS-ZI.

Carte n°8 : Plan parcellaire zone d'activité DRAA EL MIZAN-Tizi-Ouzou



Source : document interne DIVINDUS ZI

3-2-9- Zone d'activité « TIZI-GHNIF »

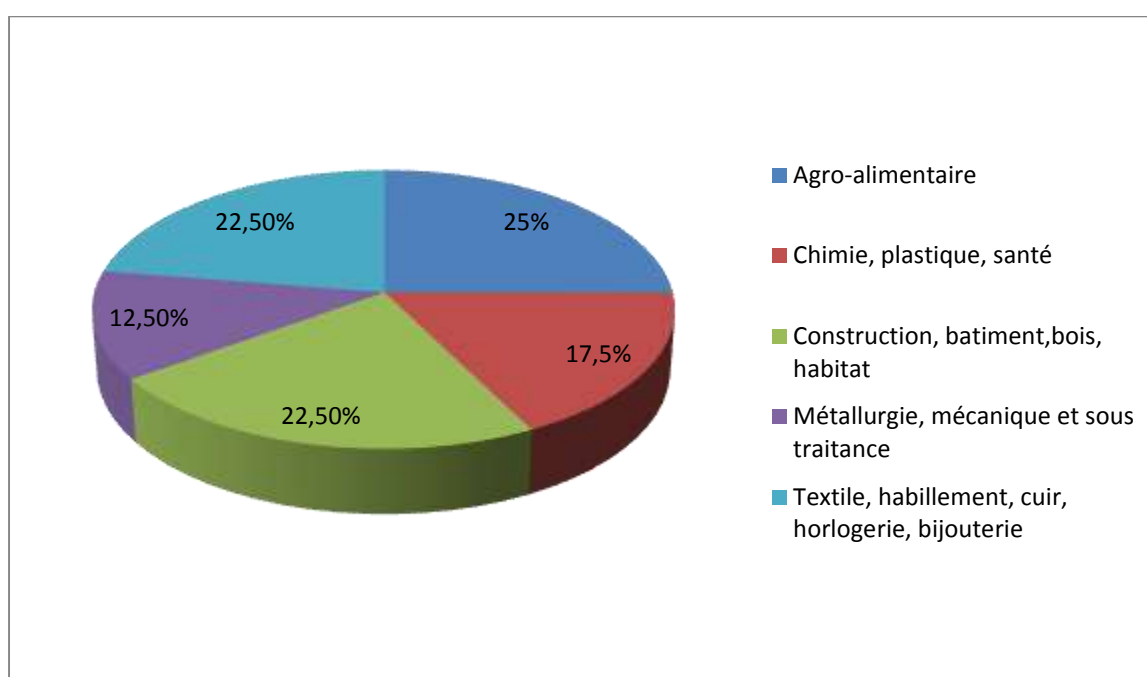
La zone de TIZI-GHNIF a été créée en 1985 à 45 km de la ville de Tizi-Ouzou, sur une superficie de 9.09 ha, dont le taux d'occupation révélé à 75% pour les opérateurs, 4% pour les terrains disponible, 17.38% pour servitudes, et 3.62% réservé à DIVINDUS ZI.

Les principaux secteurs d'activités économiques dans la zone de TIZI-GHNIF se résument comme suit :

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

- Agro-alimentaire avec un taux de **25%** ;
- Chimie, plastique, santé avec un taux de **17.5%** ;
- Construction, bâtiment, bois, habitat avec un taux de **22.50%** ;
- Métallurgie, mécanique et sous-traitance avec un taux de **12.50%** ;
- Textile, habillement, cuir, horlogerie, bijouterie avec un taux de **22.50%**.

Figure n°17: présentation graphique des principaux secteurs d'activité (ZA : TIZI-GHENIF)



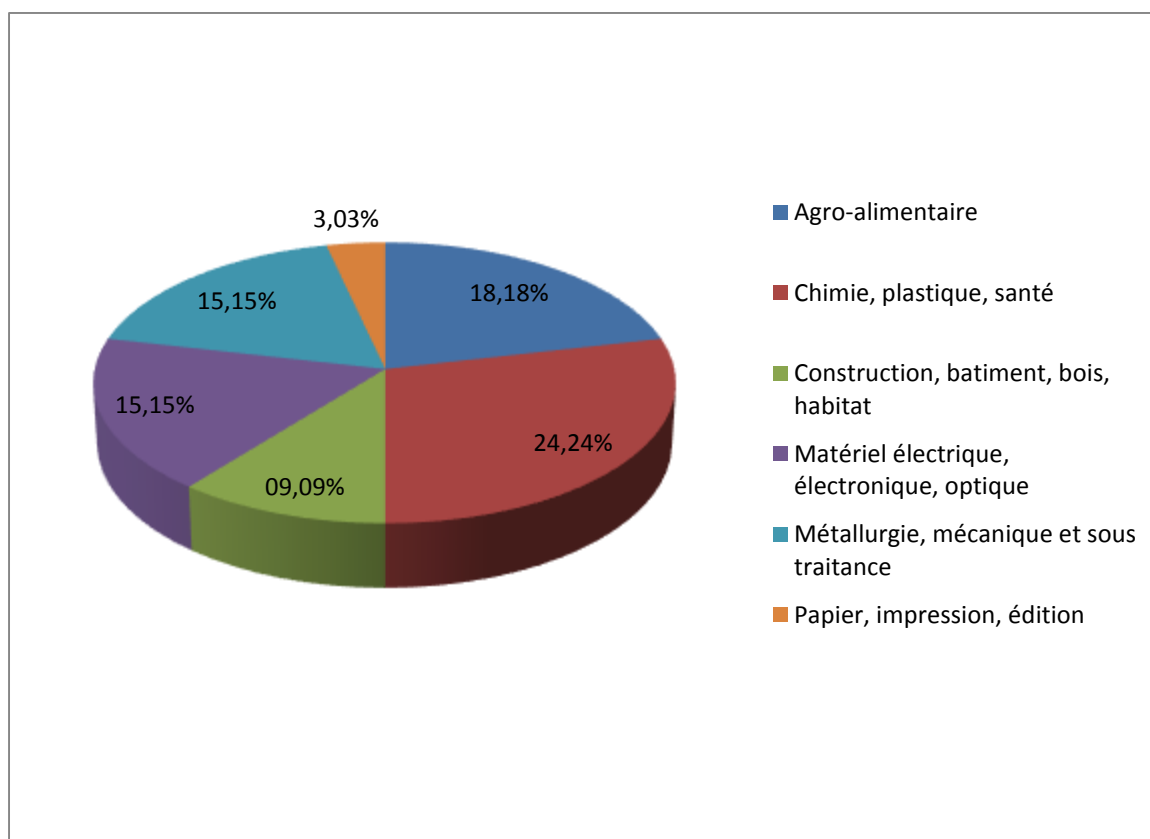
Source : établie par nous-mêmes à partir des données rendue par DIVINDUS-ZI

Selon la figure ci-dessous, le secteur d'activité alimentaire a la zone de TIZI-GHENIF compte 25%, suivi d'un taux de 22% pour la construction et aussi pour le textile, notamment l'activité métallurgique, mécanique s'inscrit à un taux de 12,50% suivi de 17,5% pour l'activité chimique, plastique, santé. Ce qui fait l'attention que cette zone est presque équilibrée en termes d'activité sur tous les secteurs.

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

- Matériel électrique, électronique, optique, avec un taux de **15.15%** ;
- Métallurgie, mécanique et sous-traitance avec un taux de **15.15%** ;
- Papier, impression, édition avec un taux de **03.03%**.

Figure n°18: présentation graphique des principaux secteurs d'activité (ZI : AISSAT IDIR OUAD-AISSI)



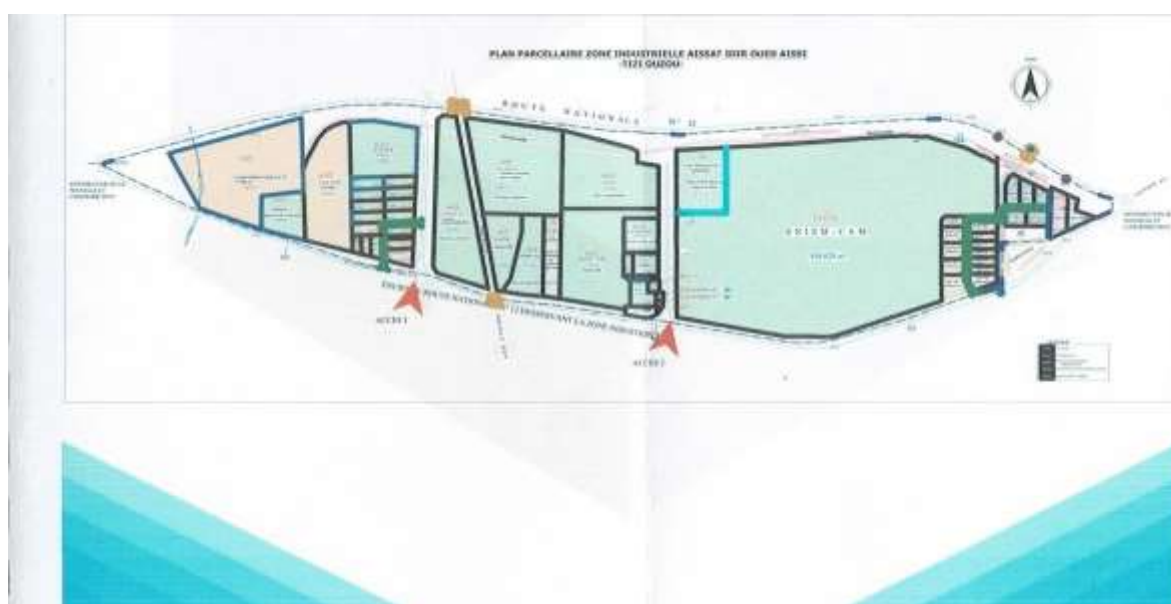
Source : établie par nous-mêmes à partir des données rendue par DIVINDUS-ZI

A travers la figure ci-dessous, on peut constater une diversification de l'activité économique dans la zone industrielle AISSAT IDIR, des unités de l'industrie de plastique et chimie qui est l'activité la plus dominante, suivi de l'industrie de matérielle électrique et électronique avec un taux de 18,18%, l'industrie agro-alimentaire et l'industrie métallurgique et sous-traitance avec un taux de 15,15% ,par contre la chimie et le papier sont des activités faible avec des taux de 3,3% et 9,9% ; on constate que la zone industrielle AISSAT IDIR défère des autre

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

zones d'activités en terme de l'activité dominante, vue que l'industrie plastique qui occupe la première place au lieu de l'agro-alimentaire.

Carte n°10 : Plan parcellaire zone industrielle AISSAT IDIR OUADAISSI- Tizi-Ouzou



Source : document interne DIVINDUS-ZI

3-2-11-Zone de DEPOT « TALA ATHMANE »

La zone de TALA ATHMANE a été créée en 1984 à la commune de Tizi-Ouzou. Elle se situe à 16 kilomètre de la ville de Tizi-Ouzou, sur une superficie de 98 ha.

Carte n°11 : Plan parcellaire zone d'activité TALA ATHMANE-Tizi-Ouzou

Chapitre III : Etude d'un cas pratique



Source : document interne DIVINDUS ZI

3-2-12- Zone d'activité « BOUDJIMA »

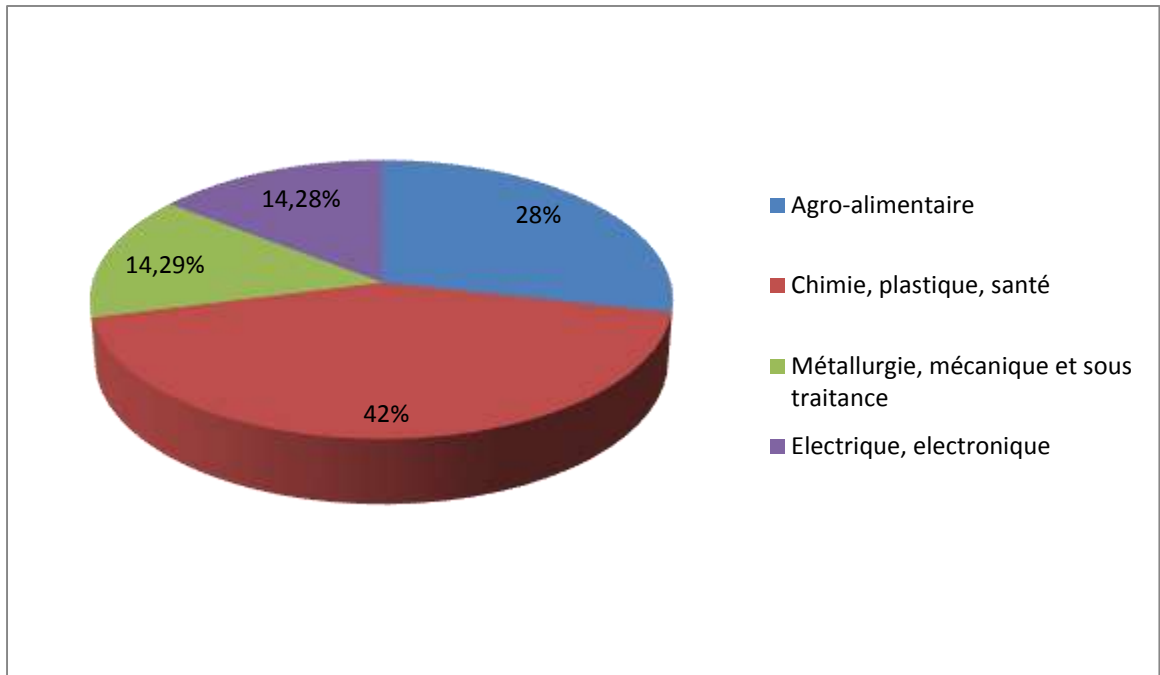
La zone de BOUDJIMA a été créée en 1985 à 26 km de la ville de Tizi-Ouzou, sur une superficie de 12.26 ha, dont le taux d'occupation 22% pour les opérateurs, 62.02% de terrains disponible, 12.92% pour servitudes, 3.07% réservé à DIVINDUS ZI.

Les principaux secteurs d'activités économiques dans la zone d'activités de BOUDJIMA se résument comme suit :

- Agro-alimentaire avec un taux de **28%** ;
- Chimie, plastique, santé avec un taux de **42%** ;
- Métallurgie, mécanique et sous-traitance avec un taux de **14.29%** ;
- Electricité, électronique avec un taux de **14.28%**.

Figure n°19 : présentation graphique des principaux secteurs d'activité (ZA : BOUDJIMA)

Chapitre III : Etude d'un cas pratique



Source : établie par nous-mêmes à partir des données rendue par DIVINDUS-ZI

A travers les données de la figure n°, on peut voir que la zone d'activité de BOUDJIMA exerce que quatre activités avec des taux moyens, ou nous remarquons toujours une certaine domination dans le secteur agro-alimentaire avec un taux de 28% suivi des produits chimiques, plastiques et santé à 42%, et les activités métallurgiques, mécaniques et sous-traitance de 14,29% suivies d'un taux de 14,28% dans le secteur d'activité électrique et électronique.

Carte n°12 : Plan parcellaire zone d'activité BOUDJIMA- Tizi-Ouzou

Chapitre III : Etude d'un cas pratique



Source : document interne DIVINDUS-ZI

3-2-13- Zone d'activité « AZAZGA »

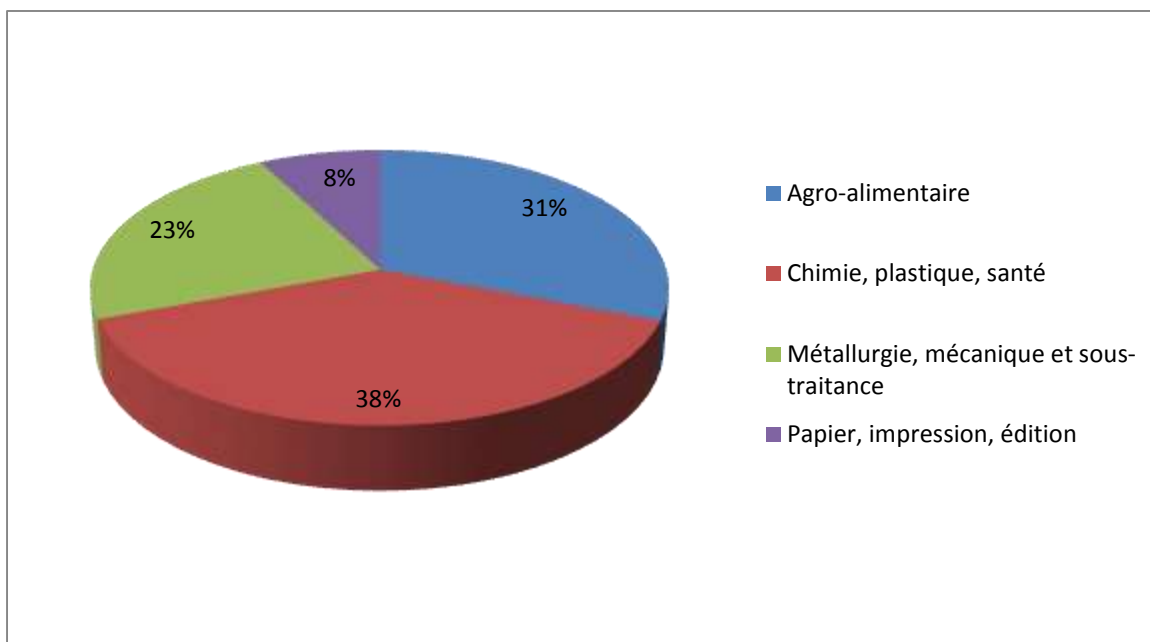
La zone d'activité de AZAZGA a été créée en 1986, elle se situe à 30 km de la ville de Tizi-Ouzou sur une superficie de 34.42 ha dont le taux d'occupation révèle de 64% pour les opérateurs, 25.66% pour les terrains disponibles, 10% pour servitudes, et 0.34% réservé à DIVINDUS ZI.

Les principaux secteurs d'activités économiques dans la zone d'activité d'AZAZGA se résument comme suit :

- Agro-alimentaire avec un taux de **30.87%** ;
- Chimie, plastique, santé avec un taux de **38.49%** ;
- Métallurgie, mécanique et sous-traitance avec un taux de **23%** ;
- Papier, impression, édition avec un taux de **7.71%**.

Figure n°20 : présentation graphique des principaux secteurs d'activité (ZA : AZAZGA)

Chapitre III : Etude d'un cas pratique



Source : établie par nous-mêmes à partir des données rendue par DIVINDUS-ZI

La figure ci-dessous présente le taux d'occupation de différentes activités de la zone d'activité de AZAZGA, les produits chimiques, plastique et santé présentant 38,49% suivi des produits agro-alimentaire à 30,87%, et pour les autres activités comme la métallurgie, la mécanique et sous-traitance avec un taux de 23%, et un taux de 7,71% pour l'industrie de papier, impression et l'édition. Nous remarquons que la zone d'activité d'AZAZGA donne plus l'attention à deux activités, celle de l'agro-alimentaire et celle de l'industrie de la chimie et de plastique, santé. De ce fait on constate que ces deux activités sont les plus demandées sur le marché local.

Carte n°13 : Plan parcellaire zone d'activité AZAZGA-Tizi-Ouzou

Chapitre III : Etude d'un cas pratique



Source : document interne DIVINDUS- ZI

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Tableau n°4 : Situation d'affectation des lots et projet des zones d'activité de la wilaya de Tizi-Ouzou

Dans le tableau suivant, nous présentons la situation d'affectation des lots des zones d'activités de la wilaya de Tizi-Ouzou ainsi la situation de projet :

Zones d'activités/ zones industrielles	Situation d'affectation des lots					Situation de projet				
	Lots créés	Lots affectés en concession	Lots disponible	Lots affectés en concession	Lots réservé à DIVINDUS-ZI	En activité	En cours de réalisation	Non réalisé	Réalisation a l'arrêt	Non actif
AZZEFOUN	77	70		03	04	05	07	29	05	/
ABOUDID	60	34	02	21	03	04	17	29	05	/
BOUGHNI	85	57	22	03	03	21	08	17	03	/
FREHA	58	37	01	17	/	07	05	21	03	01
AIN EL HAMMAME	32	14	16	/	02	04	02	07	01	/
MEKLA	59	53	01	04	01	10	29	32	01	/
MOULDIUANE	47	40	07	00	/	10	12	02	01	/
DRAA EL MIZAN	35	15	18	00	02	06	02	04	/	01
TIZI GHNIFF	67	31	03	30	03	04	03	33	00	/
AISSAT IDIR/ OUAD-AISSI	55	38	01	16	/	16	03	13	00	/
TALA ATHMANE	164	121	22	21	/	27	09	47	01	29
BOUDJIMA	88	00	65	20	/	/	/	/	/	/
DRAA BEN KHEDDA	135	120	01	14	/	32	42	23	02	07
AZAZGA	17	00	03	13	/	/	/	/	/	/

Source : réalisée par nous-mêmes à travers les documents internes de DIVINDUS-ZI

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

A partir de ce tableau, on remarque les zones d'activités déferent d'une a l'autre en termes de situation d'affectation des lots, on remarque aussi que la zone d'activité de TALA ATHEMANE et DRAA BEN KHEDDA sont deux zones qui possède un nombre de lots créés plus que les autres zones.

Ce qui peut être expliqué par la surface importante de ces zones, on remarque que le nombre de lots disponible à la zone d'activité de DBK est de un seul lot d'un total de 135 lots ce qui nous conduits à constater que cette zone occupe une place stratégique qui attire les investisseurs.

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Section 02 : présentation de la commune DBK

DBK est une ville dans la wilaya de Tizi-Ouzou, à l'ouest de chef-lieu de la wilaya de Tizi-Ouzou et 80 km du capital d'Alger. La ville de DBK noyon ne sur l'ensemble des daïras, Sidi NAMMAN, TIRMITINE et TADMAIT.

1- Caractéristiques général de la commune DBK

1-1- Tissu urbain

La ville de DRAA BEN KHEDDA est composée de Trois Tissu urbain :

- Le tissu colonial : organisé suivent une trame rectangulaire avec un axe principal qui desserte les autres ruelles perpendiculairement qui mène généralement dans des quartiers.
- La nouvelle ville : un quartier crée après l'indépendance avec une organisation aussi régulière avec les axes principaux et d'autre secondaire ce quartier fut créé pour qu'il devienne le noyau de la ville.
- Le troisième tissu celui des lotissements avec des voies sinueuse et ça par rapport au relief qui est en pente.

1-2- L'accessibilité

La ville de DBK est traversée par deux axes routiers importants : la RN12 qui assure la liaison Alger- Tizi-Ouzou et la RN25 qui relie DBK à DRAA EL MIZAN ainsi la voir ferroviaire.

1-3- Climat

DBK se trouve à 45 m d'altitude le climat chaud et tempéré. L'hiver à DBK se caractérise par des précipitations en hiver qu'en été selon la classification de Koppen- Geiger, le climat est de type CSA. DBK affiche une température annuelle moyenne de 17%, il tombe en moyenne 791 mm de pluies par an.

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Tableau n°5 : Température annuelle de la commune de DBK

	janvier	février	mars	avril	mai	Juin	juillet	août	septembre	octobre	Novembre	Décembre
Température Moyenne (c°)	8,8	9,1	11,8	14,4	18	22,8	26,5	26,7	23	19,3	13,2	9,9
Température minimale moyenne	4,4	4,3	6,6	8,9	12,2	16,4	20	20,6	17,8	14,2	8,9	5,8
Température maximal	13,8	14,1	17,1	19,7	23,2	28,5	32,6	32,9	28,7	25,1	18,1	14,8
Précipitation (mm)	115	94	90	82	61	12	3	9	40	64	107	114
Humidité %	77	76	74	73	70	59	51	52	61	65	73	76
Jour de pluies	10	8	7	7	5	2	1	1	5	6	9	9

Source : Climat-data.org (2012)

2- Etat des lieux de la zone d'activités de DBK

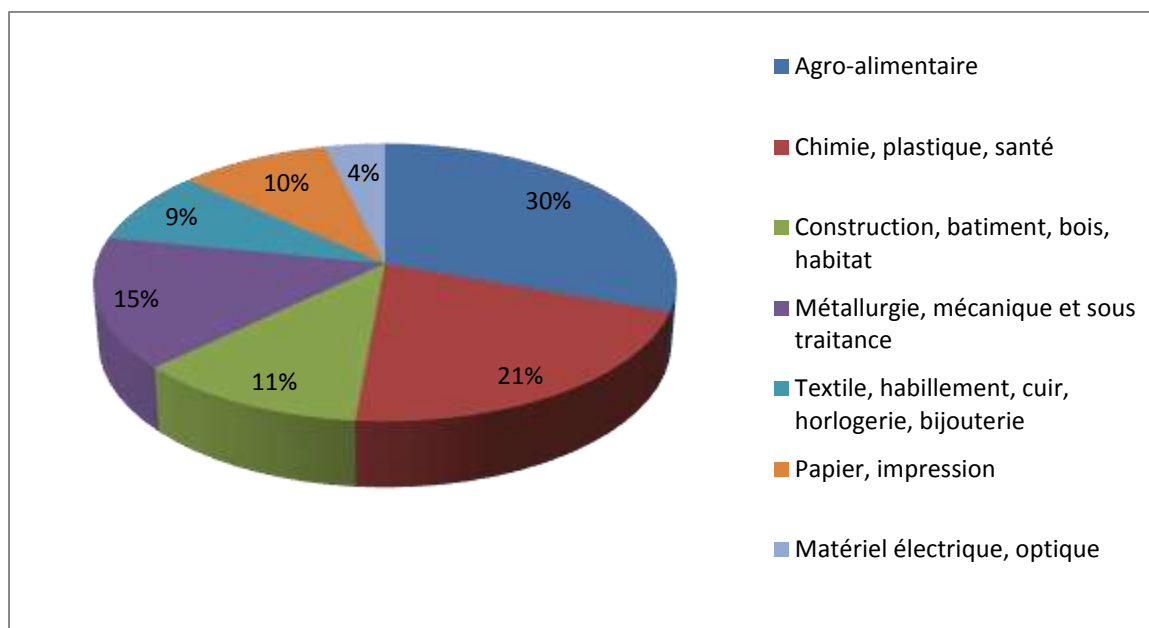
La zone d'activité de DBK a été créée en 1988 dans la commune de DBK à 11 km de la ville de Tizi-Ouzou, sur une superficie de 41.12 ha dont le taux d'occupation révèle de 75.24% pour les opérateurs, 1.89% pour les terrains disponibles, 22.92% pour servitudes.

Les principaux secteurs d'activités économiques dans la zone d'activités de DBK se résument comme suit :

- Agro-alimentaire avec un taux de **30.47%** ;
- Chimie, plastique, santé avec un taux de **20.95%** ;
- Construction, bâtiment, bois, habitat avec un taux de **11.42%** ;
- Métallurgie, mécanique et sous-traitance avec un taux de **15.26%** ;
- Textile, habillement, cuir, horlogerie, bijouterie avec un taux de **8.57%** ;
- Papier, impression avec un taux de **9.52%** ;
- Matériel électrique, optique avec un taux de **3.81%**.

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Figure n°21 : présentation graphique des principaux secteurs d'activité (ZA : DBK)



Source : réalisée par nous-mêmes à travers les documents internes de DIVINDUS-ZI

D'après la figure ci-dessous, on remarque que l'activité dominante est l'agro-alimentaire avec un taux de 30% suivi de la métallurgie mécanique et sous-traitance avec un taux de 21%, par contre le textile, le papier et l'impression aussi matérielle électrique sont des industries à faible domination avec un taux qui ne dépasse pas les 15%.

2-1- les différentes entreprises implantées à la zone

Tableaux n°6 : Les différentes entreprises implantées la zone

N°	Nom de l'entreprise	Date de création	Superficie m ²	Nature d'activité	Public Privé Etat de démembrement MDN EPE dissantes
1	SARL GCPEAST	16/12/1993	3287 2311 300	PATES ALIMENTAIRE	Privé
2	SARL LAITIA	13/07/2003	5027 5376	LAITERIE	Privé
3	SARL VICRALYS	11/03/2003	6185	DRAPAGE MEDICAL	Privé
4	SBAIHI MOUHAMED	15/04/2001	1698	CONSTRUCTION METALIQUE	Privé

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

				INDUSTRIEL	
5	TERZI AMMAR OUALI	21/10/2008	1754	IMPRIMERIE	Privé
6	SNC DALIBEL	28/10/1992	1327	FONDRIE (PIECES MECANIQUES)	Privé
7	HOUAMDI AKLI	30/06/2003	2 114	ABATOIR AVICOLE	Privé
8	HOUCINI SAID	25/04/2006	1 395 1 417 2 526	PRODUCTION DU JUS	Privé
9	RAHOUI FATIHA	25/05/2007	2 212	BOULANGERIE INDUSTRIELLE	Privé
10	FERRADI SAID	03/11/0991	1 104	FABRICATION DES RADIATEURS	Privé
11	SARL LEMARECHEL BENSERAYE	25/03/1991	1062 1484	MENUISERIE METALIQUE	Privé
12	HADDAK MOHAMED	23/03/2003	1253	CONDITIONNEMENT FRUIT ET LEGUMES	Privé
13	SARL VERTO	13/05/2003	987	TRANSFORMATION DE VERRE	Privé
14	TEBAA MOURAD	06/06/2007	1 139	PASMENTRIE	Privé
15	SARL SOPEINT	16/09/1997	1 172	PRODUCTION PINTEURS	Privé
16	SARL SOLFAD AMBALAGE	09/04/1991	1 234	EMBALAGE EN PAPIER	Privé
17	HAMICHE YOUCEF	08/11/2003	1 503	ENTROPOT FRIGORIFIQUE	Privé
18	KHATI MD ARZEKI	31/03/1991	1 254	FAB/ COUVERTUR	Privé
19	EURL STLD	10/12/2007	1440 1491	LAITRIE	Privé
20	MAOUCHE BOUDJMAA	13/12/2005	924	F/MECANIQUE	Privé
21	DENDANI AHMED	18/01/2004	915	ALIMENTATION DE BETAL	Privé
22	SARL IMPRIMERIE	06/10/2004	1652	IMPRIMERIE	Privé

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

23	OULD YUCEF ABDARAHMMANE	25/03/2001	2 442	CARRELAGE	Privé
24	SARL ALBEP A	25/12/2002	2040	ALIMENT DE BETAL	Privé
25	SNC GADI REZEKI ET CIE FROMAGERIE	07/04/1991	2000	FROMAGERIE	Privé
26	RADJI MOULOUD	05/03/1991	1500	CLOUTERIE	Privé
27	HOUCINE AHMED	11/08/2007	2965	FABRICATION DU JUS	Privé
28	ETS AISOU VERRERIE	09/11/1997	3362	TRANSFORMATION DE VERRE	Privé
29	GULF BANK ALGERIA	15/07/1991	2790	TEXTILE	Privé
30	AMARA SLIMANE	15/04/1998	3242	LIMONADRIE	Privé
31	YAKER HOUCINE	04/09/2005	2 971	ENTROPOT FREGOREFIQUE	Privé
32	EURL AURES EMBALLAGE	16/05/2004	2253 1974 4912	EMBALLAGE	Privé
33	SARL SIAD MOUHAMED	12/04/1995	1624 1140 975 1040	MAINTENANCE ET RENOVATION PIECE AUTOMOBILES	Privé
34	HOUCINI RACHID	19/01/2017	3346	UNITE INDUSTRIEL DE TRANSFORMATION PLASTIQUE	Privé
35	SARL FELIS EMBALLAGE	18/06/2015	1895 1883 1597	IMPREMERIE INDUSTRIEL	Privé

Source : réalisée par nous-mêmes à travers les documents internes de DIVINDUS-ZI

A partir des données de tableaux peut constater qu'il existe une dévitrification des activités économiques dans la zone d'activité de DBK. L'industrie agroalimentaire tel que le « Houcini production des jus », EURL STLD production des produits laitier et fromagerie, l'industrie de

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

textile « Tebaatex, et imprimerie tel que Felisemballage ... » ces entreprises constitue un réservoir de main d'œuvre.

2-2- Les procédures à suivre pour bénéficiaire d'un lot

Les nouveaux investisseurs, porteur de projets qui sont à la recherche des terrains à usage industriels pour l'implantation de leurs projets, il existe deux procédures d'accès selon le statut juridique du terrain, premièrement, les terrains appartiennent à des privés et cela se fait par accès par la cession ou la location ; la deuxième procédure concerne les terrains relevant du domaine privé de l'Etat dont l'accès à ces terrains se fait uniquement par la concession.

Ainsi, pour obtenir un terrain à usage industriel en concession, l'investisseur doit s'adresser à la direction de l'industrie présente dans la wilaya, mener des documents suivants :

- Fiche technique du projet (voir annexe N°),
- Demande de motivation dressée à Monsieur le wali de la wilaya de Tizi-Ouzou
- Etude technico-économique ;
- Plan de situation et plan de masse détaillé établis à des échelles appropriées ;
- Facture pro-forma du matériel et devis ;
- Photocopie de la carte nationale d'identité, statut ou dénomination.

Les demandes des investisseurs sont examinées par le CALPIREF (comité d'assistance à la localisation et la promotion des investissements et la régulation du foncier).

Dans le cas où l'investisseur obtient l'avis favorable il aura le droit d'un permis de construire et la cession de la concession après la réalisation de projet. Et comme les droits sont suivis par des obligations, l'investissement est obligé d'assurer le paiement d'une redevance annuelle qui représente le droit de jouissance de la concession de terres confédérées, le montant est déterminé par la direction des domaines.

La concession est accordée pour une durée minimum de 33 ans, renouvelable 02 fois (66 ans ou 99 ans maximum) sachant que le prix de la concession est déterminé par la direction des domaines et actualisé tous les 11 ans durant la période de réalisation du projet qui peut varier de 1 à 3 ans le concessionnaire bénéficie d'un abattement de 90% sur le prix de la redevance et un abattement de 50% durant la période d'exploitation qui peut varier entre 1 à 3 années. (Source : DIM (direction de l'industrie et des mines)).

2-3- Les contraintes rencontrées à la zone

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

- **les contraintes endogènes**
 - Le manque de moyens financiers ;
 - Le manque de moyens humains ;
 - Le manque de moyens matériels.
- **les contraintes exogènes :**
- ❖ **Contraintes juridiques :**
 - Acte non établi, absence de cadastre, double affectation des lots, chevauchement de statut, difficulté de transfert, changement de statut de entreprises sans accord préalable de DIVINDUS et parfois changement de propriétaire.
- **Contraintes administratives :**
 - Manque de fluidité et de coordination des services concernés pour le traitement des dossiers ;
 - Echec des réunions des commissions ad hoc ou guichet unique en raison de l'absence de tel ou tel service dont la voix est prépondérante pour l'issue du dossier.
- **Contraintes environnementales :**
 - Les oppositions parfois infondées ;
 - Absence des conditions de sécurité et d'hygiène dans la zone ;
 - Tendance à faire des lots non opérationnels des décharges et des lieux de dépôts de déchets de toutes natures.
- **Contraintes d'ordre structurel :**
 - Disparité dans l'action entrepreneuriale ;
 - Non implication des opérateurs économiques dans la gestion et la préservation des réseaux communs ;
 - Ignorance des missions principales de DIVINDUS-ZI.

Section 03 : Résultat d'enquête traitement de questionnaire

1- Méthodologie de la recherche

1-1- Présentation de l'enquête

Au cours de notre enquête on a réussi à réaliser que le entretien et récupéré les questionnaires qu'on a distribué dont le nombre total est de : 14 questionnaire, 08 entreprises soit 60% ont répondu aux questionnaires et les 06 entreprises restantes, soit 40% n'ont pas répondu pour plusieurs cause.

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Tableau n°7 : référence de questionnaire

Questionnaires	Références	Pourcentages
Récupérer	8	60%
Non récupérer	6	40%
Total	14	100%

Source : Etablie par nous même

1-2-Objectif de l'enquête :

L'objectif de notre enquête consiste à analyser les avantages d'implantation des entreprises dans la zone de DBK et essayer de vérifier les hypothèses posé précédemment.

1-3- Guide d'entretien

Pour renforcer notre travail d'enquête on a élaboré un guide d'entretien au sein de filiale DIVINDUS-ZI qui est chargé de la gestion des zones industrielles dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Le guide d'entretien réaliser constitue un ensemble de question qui nous a permet d'avoir plus d'information sur les zones d'activités et la ZI implanté dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

1-3-1- Les critères de localisation des zones industrielles dans la wilaya de Tizi-Ouzou

A travers notre enquête aux seins de la filiale DIVINDUS-ZI on constate que la création des zones industrielle remonte pour le plus grand nombre au années 80.

La politique suivie en matière d'implantation industrielle n'est pas vraiment claire, l'analyse de qu'on peut tirer c'est que ces zones sont un fruit de processus d'industrialisation des années 70.

Les facteurs de localisation de ces zones sont comme suite :

- Le premier facteur insiste sur l'exode rural ou les populations rurales déplacent vers les grandes villes cherchant de travail.
- Le deuxième facteur qui est la disponibilité des terrains comme il affirme le directeur de la filial DIVINDUS-ZI, les implantations des zones sont incohérentes et anarchiques.la pénuries des terrains a conduit l'implantation des zones dans des terrains agricoles.

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

1-3-2- Situation des zones industrielles

D'après notre entretien au sein de la filiale DIVINDUS-ZI on constate que la totalité des zones d'activités nécessite des travaux de réhabilitations qui se résument comme suite :

- Revêtement des trottoirs ;
- Evacuation des eaux pluviales ;
- Réhabilitations de réseau de l'éclairage public.

1-3-3- Les contraintes rencontrées en termes de sécurité au sein des zones d'activités

A travers notre entretien avec le chef responsable de sécurité des zones on peut distinguer les contraintes suivantes :

- Zone non clôturée ce qui rend la tâche des agents de sécurité difficile ;
- Le non collaboration de la DGSN et la gendarmerie nationale pour assurer la sécurité de la zone ;
- Manque d'effectifs et matérielle ;
- Le non collaboration des opérateurs pour assurer la sécurité surtout en termes d'information.

3-1-4-Contenu de questionnaire

Afin d'acquérir des réponses à nos question la constitution d'un questionnaire est essentiel, pour cela nous l'avons réparti en trois parties :

- La première partie de questionnaire contient des questions ouvertes qui permettent aux personnes interrogées d'organiser leur réponse comme elles le souhaitent. Ce type de question est consacré pour avoir plus d'information sur l'entreprise, exemple : question n°14, n°18,n°28,n°29,...(voir annexe n°) ;
- Dans la deuxième partie on trouve des questions fermées qui permettent aux personnes interrogées de choisir entre des réponses formulées à l' avance et qui est limités par choisir entre oui ou non, ce type de question a pour but de vérifier certaines situation au sein de l'entreprise ,exemple :question n°11, Q.n°15, Q.n°17,(voir en annexe n°) ;

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

- La troisième partie de questionnaire contient des questions à choix multiple qui propose une liste a permet d'avoir plus d'information sur les entreprises, exemple : question n°4, Q .n° 5, Q .n°19 (voir annexe n°).

1-4-Obstacle et difficulté rencontré

Nous avons rencontré plusieurs difficultés pendant notre enquête

- Difficulté de déplacement dans la zone ;
- Certaines entreprises ont refusé de répondre à notre questionnaire et d'autres se méfiant de nous donner des informations ;
- Quelques entreprises ont refusé de remplir le questionnaire pour cause de manque de temps ;
- Quelques responsables des entreprises ont refusé pour motif de manque de temps ;
- D'autres étaient encouragés en mission.

2-Présentation des entreprises enquêtées

2-1-Présentation des entreprises qui ont répondu au questionnaire

Dans le tableau suivant, nous présentons l'ensemble des entreprises qui ont répondu aux questionnaires.

Tableau n°8 : Présentation des entreprises qui ont répondu au questionnaire

N°	Nom de l'entreprise	Date de création	Type de l'entreprise
1	EURL LOTUS AGRO	01/01/2020	Commercial
2	EURL TIZI-VITRANA	27/05/2016	Industriel
3	TEBAA TEX	31/01/2012	Industriel
4	SNC GADI REZKI et CIE FROMMAGERIE	01/05/1992	Industriel
5	SARL FELIS EMBALLAGE	11/09/2019	Industriel
6	EURL STLD	16/04/2004	Industriel/ commerciale
7	HOUCINI FARIADA	16/03/2016	Industriel
8	SARL LEMARECHAL	2007	Industriel

Source : résultat de notre enquête

2-2-présentation des entreprises qui n'ont pas répondu au questionnaire

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Dans le tableau suivant, nous allons présenter les entreprises qui n'ont pas répondu aux questionnaires.

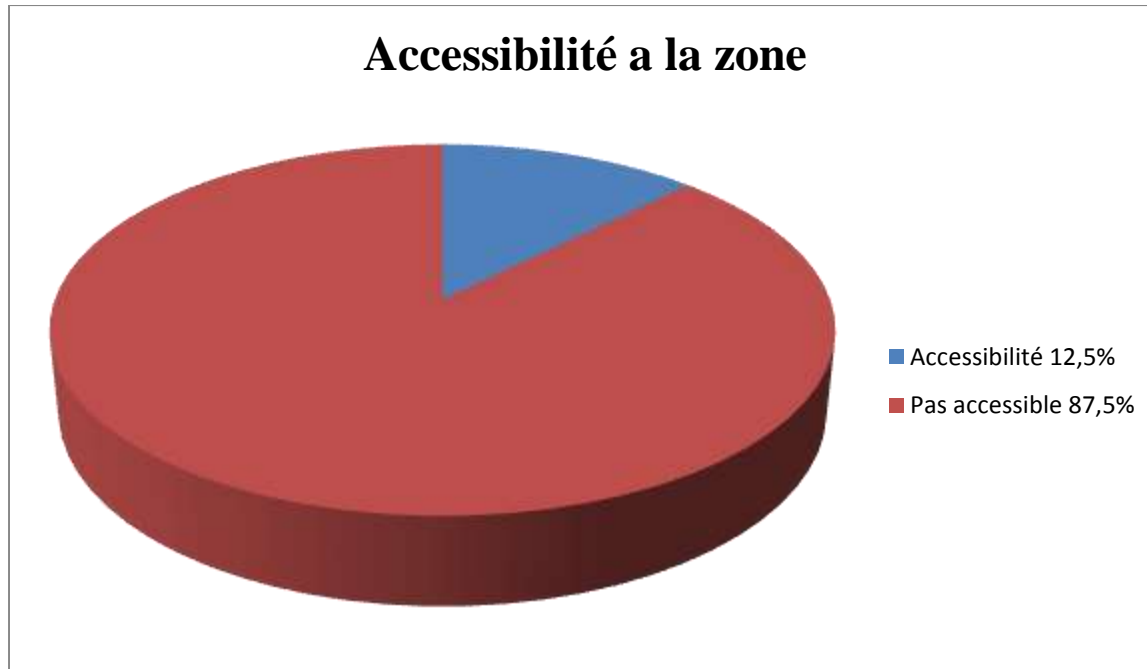
Tableau n°9 : présentation d'entreprises qui n'ont pas répondu au questionnaire

N°	Nom de l'entreprise	Date de création	Type d'entreprise
1	SARL LAITIA	16/12/1993	INDUSTRIEL
2	HOUCINI AKLI	25/04/2006	INDUSTRIEL
3	SARL SOLFAD EMBALAGE	09/04/1991	INDUSTRIEL
4	EURL AURES EMBALAGE	16/05/2004	INDUSTRIEL
5	HOUAMDI AKLI	30/06/2003	INDUSTRIEL
6	AMARA SLIMANE	15/04/1998	INDUSTRIEL

Source : résultat de notre enquête

2-3- l'accessibilité à la zone de DBK

Figure n°22 : L'accessibilité a la zone de DBK



Source : résultat de notre enquête

Il en ressort de ce tableau que 87,5% des entrepreneurs estiment que l'accessibilité à leurs entreprises est absente, les routes sont endommagées et nécessitent une intervention de la part du groupe DIVINDUS qui est l'unité chargée de gestion des zones industrielles et zones

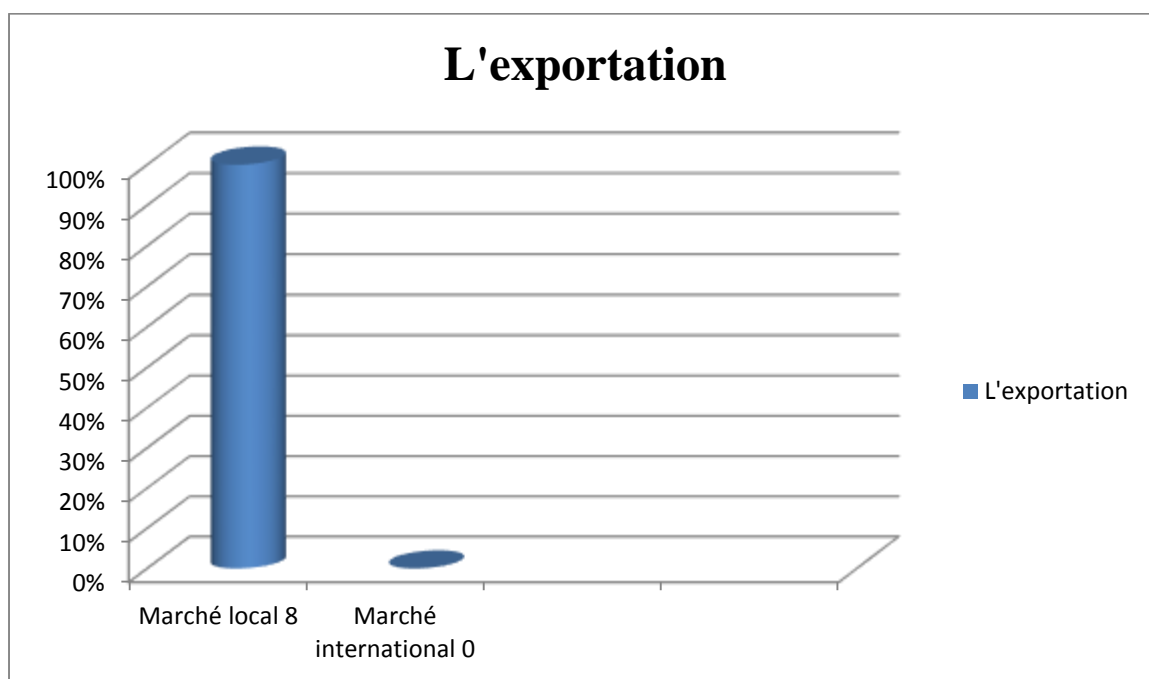
Chapitre III : Etude d'un cas pratique

d'activités de Tizi-Ouzou pour la réhabilitation de route dans la zone, et même l'intervention de l'APC pour revêtir l'accès qui relie la zone à la route nationale N°12 et aussi vers la ville de DBK.

D'autre part une seule entreprise enquêtée qui a répondu que la zone est facilement accessible, ceci s'explique par sa localisation, car elle est implantée juste à l'entrée de la zone.

2-4- L'exportation au sein des entreprises

Figure n°23 : l'exportation



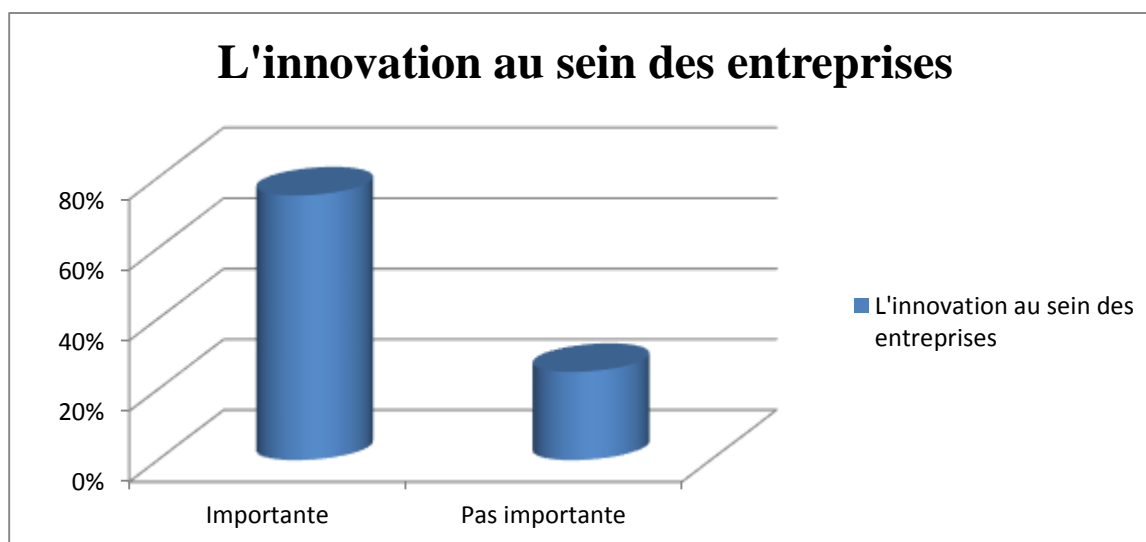
Source : résultat de notre enquête

La totalité des entreprises n'ont pas accès au marché international, ceci peut être expliqué par le manque d'accompagnement dont souffrent ces entreprises en termes de facilitations douanières et bancaires accordés aux opérateurs pour les encourager à exporter leurs produits.

2-5- L'innovation au sein des entreprises

Figure n°24 : L'innovation au sein des entreprises

Chapitre III : Etude d'un cas pratique



Source : résultat de notre enquête

D'après les données de ce tableau nous constatons que 75% des entreprises enquêtées pensent que l'innovation joue un rôle très important dans le fonctionnement du travail et l'évolution de leurs entreprises. Les entrepreneurs affirment que l'innovation leur permet de créer de nouveaux produits et de faciliter le travail aux ouvriers, l'usage des machines automatiques a permis de gagner de temps et d'augmenter leurs rendements.

Les 25% restants pensent que l'innovation n'est pas importante, ce choix expliqué par la nature de leur secteur d'activité qui ne nécessite pas les efforts d'innovation, l'une des entreprises ayant précisé que l'innovation n'est pas importante, exerce son activité commerciale (vente en gros)

2-6- L'emploi au sein de la zone DBK

Dans le tableau suivant nous allons montrer l'effectif au sein des entreprises enquêtées afin d'analyser la taille des entreprises ainsi que leur contribution à la réduction du chômage.

Tableau n°10 : L'emploi au sein de la zone DBK

Entreprises	Nombre d'employés	Pourcentage %
SNC GADI AREZKI	60	17.09
ETS TEBAA	52	14.81
EURL TIZI VITRANA	66	18.80
EURL LOTUS AGRO	/	/
SARL LE MARECHAL	28	7.97
EURL STLD	107	30.48
FELIS EMBALAGE	26	7.40
HOCINI FARIDA	12	3.41
Total	351	100

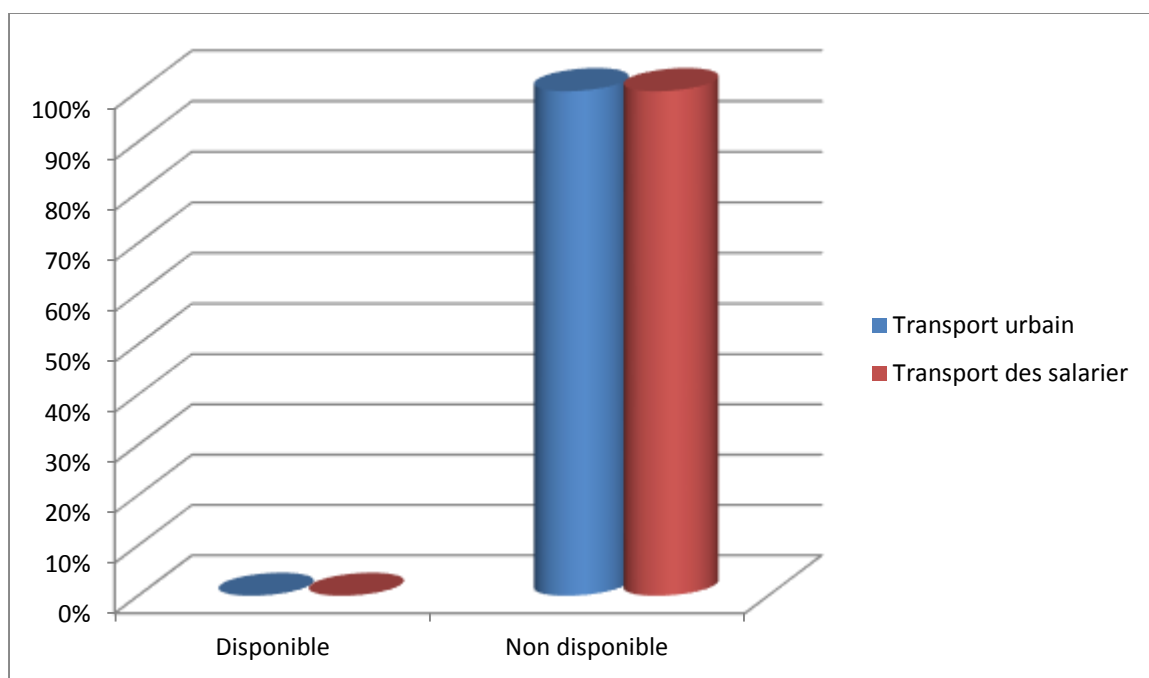
Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Source : résultat de notre enquête

D'après notre enquête et les données du tableau, on constate que le nombre d'employés dans les entreprises enquêtées dans la zone d'activités de DRAA BEN KHEDDA ne dépasse pas les 100 employés ce qui peut être expliqué que la majorité des entreprises dans la zone sont des petites entreprises.

2-7- L'accès au service public de transport

Figure n°25 : Le transport



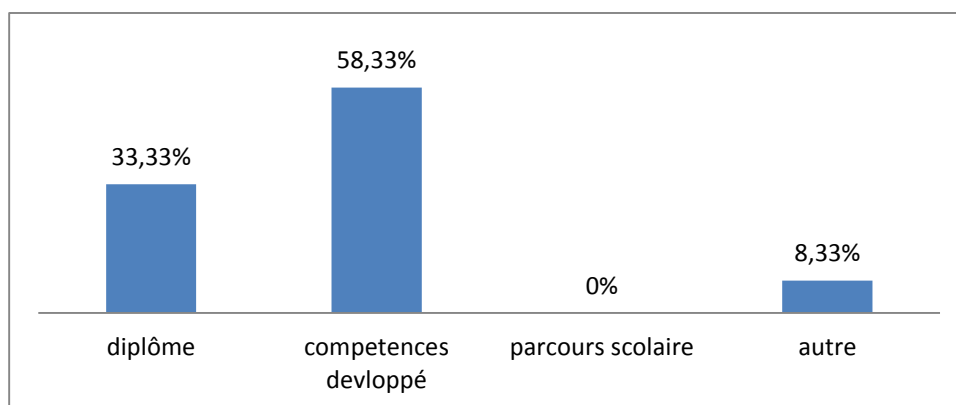
Source : résultat de notre enquête

A travers ce tableau on constate que la totalité des enquêtés ont affirmé que le transport vers la zone est absent, ce qui oblige les salariés à se déplacer à pied ou à travers leurs propre moyen ce qui n'nécessite une ligne de transport vers la zone, d'après les réponses aux questionnaires, les entrepreneurs ont aveux qu'ils participes aux frais de transport des salaries mais ça reste un inconvénient qui constitue un obstacle pour eux et pour l'entreprise au même temps.

2-8- le recrutement au sein des entreprises

Figure n°26 : Critères de recrutement

Chapitre III : Etude d'un cas pratique



Source: résultat de notre enquête

D'après les données collectées on remarque que les entreprises enquêtées font référence aux critères de sélection des employeurs par les compétences développées avec un taux de 58,33% suivi par le critère diplôme avec un taux de 33,33%. Par conséquent, il faut relativiser cette situation à la qualité de l'enseignement et au contenu des programmes de formation.

2-9- les différentes fonctions des entreprises

A travers le tableau suivant nous allons montrer les différentes fonctions exercées au sein des entreprises enquêtées.

Tableau n°11 : Les différentes fonctions des entreprises

Entreprise	Recherche et développement	Ressources humaines	production	marketing	commerce	logistique
SNC GADI	×	×	×	×	×	
ETS TEBAATEX			×			
EURL TIZI VITRANA			×		×	
EURL LOTUS AGRO					×	
SARL LEMARICHAL	×	×	×	×	×	×
EURL STLD	×		×	×	×	
FELIS EMBALAGE			×			
HOUCINI FARIDA			×		×	

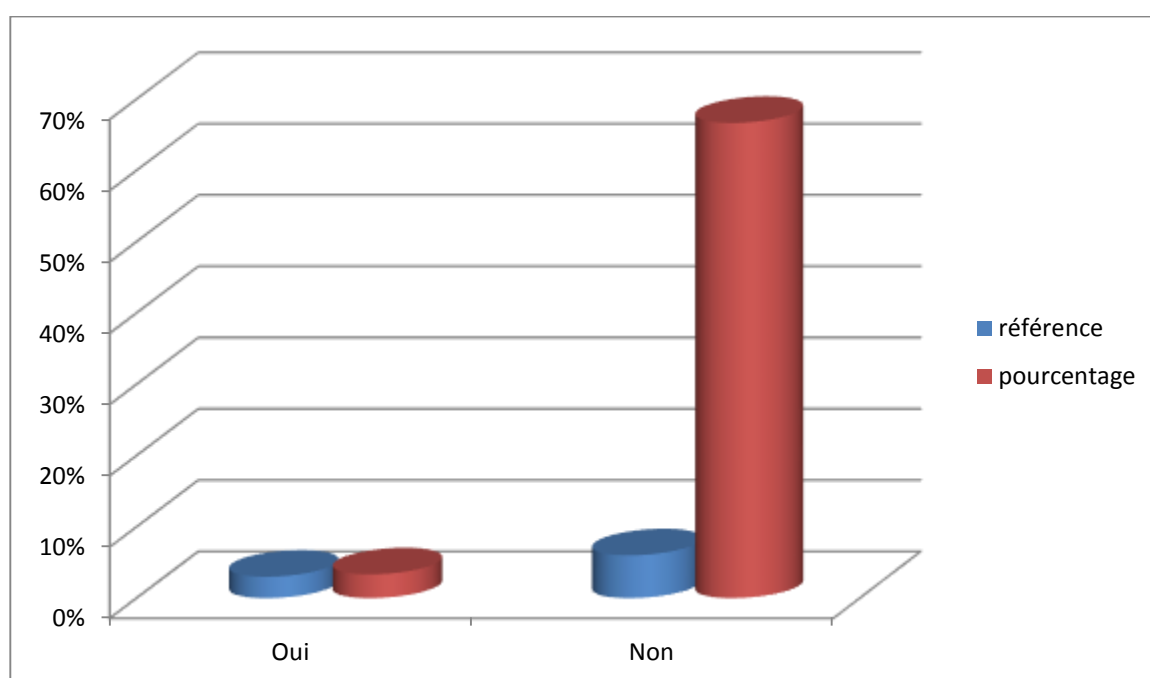
Source : établi par nous-mêmes à partir des données collectées

Selon Henri Mintzberg, la structure d'une organisation peut être définie simplement comme la somme des moyens employés pour diviser le travail en un ensemble de tâches spécialisées qui se distinguent entre elles, et assure la coordination entre les tâches. (Henri Mintzberg, 1993, P2).

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Le tableau ci-dessous montre les différentes tâches dans les entreprises enquêtées, on constate que la structure de ces entreprises diffère d'une entreprise à une autre, par exemple on voit que juste trois entreprises qui exercent la fonction de recherche et développement sachant que c'est une fonction sensible car l'unité de recherche et développement explore en permanence les évolutions possibles du produit, et les mêmes entreprises disposent d'une unité de marketing, les autres entreprises exercent juste la production et le commerce cela peut être expliqué par la taille de l'entreprise qui sont toutes des petites entreprises et visent le marché local.

Figure n°27 : Coordination entre les acteurs



Source : résultat de notre enquête

D'après notre enquête et le résultat obtenu de questionnaire, on déduit que 66.66% des acteurs n'entretiennent pas des relations avec d'autres acteurs, ce qui conduit à une coordination faible dans cette zone et qu'on peut considérer comme un frein pour le développement commun.

Les 33.33% qui ont répondu par oui ont mentionné que leur relation se limite au voisinage et à l'échange de services.

3-3-Le choix de la localisation des entreprises

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Comme il a traité dans la première section du deuxième chapitre, la localisation des entreprises se fait sur l'étude de deux facteurs : la proximité aux matières premières et la proximité au marché, ces deux facteurs ne suffisent pas mais ils s'étalent à d'autres facteurs qui déterminent le choix de la localisation tels que ; la main d'œuvre, la disponibilité des terrains ainsi que l'environnement.

A partir des éléments développés dans notre revue de littérature et les données collectées à travers notre enquête, on va essayer d'analyser le choix de la localisation des entreprises au sein de la zone d'activité de DBK.

La proximité au marché

A travers l'enquête qu'on a réalisée au sein de la zone d'activité de DBK, on a constaté que les entrepreneurs qui ont investi dans la zone visent le marché local, ce qui explique leurs implantations dans la zone d'activité qui est localisée à proximité de marché.

La zone d'activité de DBK dispose d'un accès aux différentes wilayas grâce à la route nationale n°12 qui relie DBK à la capitale et Boumerdes ainsi que la wilaya de Bejaia et la wilaya de Bouira par la route nationale n°25 passant par la commune de Draa El Mizan. Ce qui signifie que la proximité du marché peut être considérée comme un facteur de localisation industrielle dans la zone d'activité de DBK.

La proximité aux matières premières

Afin de minimiser les coûts de production, la localisation à proximité des matières premières est vérifiée. D'après notre enquête 60% des entrepreneurs pensent qu'il occupe un endroit stratégique et qu'ils ont un accès à la matière première sachant que la prévalence de la majorité des matières premières est locale, cela n'exclut pas l'importance des potentialités agricoles de la commune de DBK qui a influencé positivement sur l'industrie agro-alimentaire dans la zone d'activité. A travers notre enquête nous constatons que 40% des entreprises n'ont pas donné de l'importance à la proximité de matière première car certaines entreprises dans leurs réponses n'ont pas choisi le lieu de localisation, y'a ce qui sont des héritiers et ce qui est basé sur la disponibilité des terrains.

D'après notre analyse on peut comprendre que les entreprises ne se localisent pas toujours pour minimiser les coûts au maximum de leur profit, parfois leur choix est guidé par d'autres

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

facteurs tels que la disponibilité des terrains comme le cas de EURL (entreprise unipersonnel a responsabilité limitée) qui ont mentionné qu'ils ont bénéficié d'une superficie plus importante que l'ancienne usine qui était localisée au chef-lieu de la wilaya de Tizi-Ouzou

Contribution des entreprises au développement local

D'après notre enquête au sein de la zone de DBK nous remarquons que la touche de la collectivité locale est absente et elle ne contribue pas au développement de la zone, par contre les entreprises privées qui sont implantées dans la zone contribuent non pas juste à la création de richesses mais elle joue un rôle important à la diminution du chômage à travers la création de l'emploi, alors les entreprises offrent à la région de DBK un instrument efficace pour atteindre de nombreux objectifs, notamment celui de la diminution du chômage.

Cependant, la contribution au développement local n'est pas facile qu'on l'imagine car la totalité des entrepreneurs disent qu'ils rencontrent divers facteurs qui freinent leur avancement, ce qui rend la contribution au développement local difficile.

La totalité des entrepreneurs trouvent des difficultés en ce qui concerne la lenteur administrative, à cela s'ajoute l'augmentation des impôts et charges, comme il réclame l'absence des infrastructures qui nécessitent la réhabilitation et pour cela les entrepreneurs ont donné des propositions et des recommandations pour qu'elles contribuent d'une manière plus efficace au développement local de la région de DBK, ils proposent une simplification des procédures administratives, réduire les taux d'imposition et les charges sociales et faciliter l'accès au foncier, les entrepreneurs ont insisté sur l'aménagement des accès vers la zone d'activité car il constitue le problème majeur qui rend la zone isolée

Conclusion

Chapitre III : Etude d'un cas pratique

Notre enquête sur la zone d'activité nous a permis de déboucher sur des résultats ayant affirmé l'importance de son rôle. La totalité des entreprises enquêtées sont des petites entreprises privées dont le secteur d'activité est diversifié ; industrie agro-alimentaire, l'industrie de textile, l'industrie plastique ...etc., chaque entreprise contribue au développement de son secteur d'activité ainsi au développement de la région.

Nous avons déduit que les entreprises de la zone de DBK rencontrent plusieurs obstacles ;tels que la difficulté d'accès à la zone, le transport et plusieurs infrastructures qui nécessitent de la réhabilitation qui peut être en frein du développement de la zone ainsi la rentabilité des entreprises. Et pour accomplir leurs missions et leurs rôles, il faut que le groupe DIVINDUS et l'Etat veille sur les infrastructures de base intervienne pour régler les problèmes de la zone pour que les entreprises exercent leurs activités de bonne façon car le développement local nécessite la coordination de tous les acteurs et chaque acteur accomplis l'autre et chacun a son rôle.

Conclusion générale

Conclusion Générale

Le territoire n'est pas seulement une entité géographique, il renvoie à des relations entre plusieurs acteurs qui contribuent d'une façon ou d'une autre au développement local ou au développement de leurs territoires. Le développement ne repose pas juste sur les acteurs productifs mais impliquant d'autres acteurs tels que les collectivités locales.

Le développement local repose sur l'interaction des acteurs et la vitalité des entreprises. Et pour que les entreprises jouent leur rôle de viabilité cela dépend de ce que le territoire peut offrir à ces entreprises, et comme le territoire est différencié l'entreprise doit choisir une localisation optimale qui favorise la nécessité de l'entreprise et le développement de la région.

L'Algérie après l'indépendance a opté pour la politique des industries industrialisantes, une politique de développement fondée sur le secteur d'industrie résultant de la naissance de plusieurs zones industrielles et zones d'activités à travers tout le territoire national.

La wilaya de Tizi-Ouzou couvre un territoire d'une superficie de 2957,94 km² peuplée de 89423 Habitants au recensement de 2018. Divisée en 67 communes et 21 daïras. La wilaya de Tizi-Ouzou est considérée comme l'une des régions les plus importantes en matière du foncier industriel dont le tissu est évalué à 877 hectares. (*Annuaire statistique, 2018, de la wilaya de Tizi-Ouzou*)

L'unité de gestion des zones industrielles et zones d'activités de Tizi-Ouzou dénommée DIVINDUS-ZI gère 13 zones d'activités et une zone industrielle, mais avec un fort déséquilibre dans la répartition de ces zones, et plusieurs communes n'en bénéficient, soit 14 zones pour 67 communes. (*DIVINDUS-ZI*)

Parmi les zones gérées par DIVINDUS-ZI, la zone d'activité de DBK, elle abrite divers secteurs d'activité, l'agroalimentaire avec un taux de 30,47% ; chimie et plastique 20,95% ; textile 8,57%, métallurgie et mécanique 15,26% ...etc.).

Durant notre enquête au sein de la zone d'activité de DBK est suite au résultat obtenu à travers l'analyse des données, nous constatons que nos hypothèses sont confirmées.

Concernant la vérification de la première hypothèse que les zones d'activités jouent un rôle primordial dans le développement local nous avons constaté que la zone d'activité de DBK joue un rôle déterminant dans l'économie locale de la région par la création d'emplois, le taux de chômage de la région est réduit. La zone d'activité de DBK participe à la fiscalité locale.

Conclusion Générale

La deuxième hypothèse qui s'intéressant au choix de localisation des zones d'activités nous avons constaté que la zone industrielle de DBK dispose de terrains de petites et moyennes taille se qui favorise l'implantation des PME.

La zone industrielle dispose de voie routière accessible (accessibilité de la zone RN12 et RN25 ainsi une voie ferroviaire ce qui permet a la zone l'accès au marché.

Toute au long de notre enquête au sein de la zone d'activité de DBK nous avons essayé d'apporter des éléments de réponses aux questions formulées dans la problématique de recherche de notre mémoire « dans quelle mesure la zone d'activité de DBK peut elle favoriser le développement local, et quelles sont les actions requises pour avoir un développement du secteur industriel »

La conclusion de ce travail de recherche sera de présenter les apports de ce mémoire a la compréhension de la contribution de la zone d'activité de DBK au développement local, ainsi les actions qui manant vers un développement de secteur industriel.

Les conclusions résultantes de notre mémoire sont que la zone d'activités de DBK constitue une ressource importante pour la wilaya de Tizi-Ouzou ainsi pour le développement économique de la région.

Ce tissu industriel malgré ses potentialités reste insuffisant et ce pour plusieurs raison :

- Les entreprises cherchant et réclament au sein de la zone les services de sécurité qui est insuffisante
- Plusieurs infrastructures nécessitent une réhabilitation
- L'implication des acteurs locaux au développement de cette zone reste faible.
- Absence de coordination entre les acteurs

Pour développer cette zone des actions et mesures doivent être mis en ouvre, pour cela nous suggèrent :

- Répondre aux besoins des entreprises et aux usages de cette zone ;
- Renforcer le service de sécurité aux seins de la zone qui jugé insuffisamment par les entrepreneurs de la zone ;
- Offrir les commandités nécessaire dans le but d'attirer les investisseurs et répondre a leurs exigence.

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrage

- AMEZIANEFerguene,2013 , « économie territorial de développement local : concept et expérience », édition campus ouvert.
- ADEOTHY Adegbinni, 2019,« manger les terres sacrées : les espace de culte vodoun, nouveau fronts d'urbanisation au Bénin ».
- ANDRE Joyal, 2002, « le développement local, comment stimuler l'économie des régions en difficulté », édition : L'IQR.
- ANDRE Joyal, 2000
- BEKOUR Rafik, 2016, « économie industriel : démarche de l'économie industriel, méthode et outils d'analyse du système industriel » édition : OPU.
- CLAUD Courlet, 1994, « les systèmes productif localisé, industrie, territoire et politique publique », édition : Harmattan, Paris.
- JACKY Perreur, DOMINIQUE Peeter, 1996, « l'espace géographique » édition, Berlin.
- JEAN Pierre Lahille, 2007, « analyse financière », édition : Dunod Paris.
- JEAN Pierre Angellier, 1993, « économie industrielle : élément de méthode », édition : OPU.
- HENRI Pierre Jeudy, 1990, « patrimoine en folie », édition de la maison des sciences de l'homme, Ministère de la culture.
- GERARD Donnadiou, MICHEL Karsky, 2002, « la systémique penser et agir dans la complexité » édition : liaison.
- GREFFE Xavier, 1984, « territoire en France, les enjeux économique de la décentralisation », édition : economica, Paris.
- GUMUCHIAN Hervé, PECQUER Bernard, 2007, « la ressource territorial », Paris, édition economica.
- KHELADI Moukhtar, 2012, « le développement local », édition : 4.01.5379.
- MARIE Blanche Fourcad, 2007, « patrimoine et patrimonialisation : entre le matériel et l'immatériels », édition : Presses, université Laval.
- MICHEL Paradi et Evlyne Perrin, 1996, « réseau productif et territoire urbain », France.
- PIERRE George, FERNAND Verger, 2013, « dictionnaire de la géographie », édition : 4^{eme} édition.

Lois et règlement

- Lois du 01-18 du 12 décembre 2001 partant la loi d'orientation sur la promotion de PME.

Site web

- www.toupi.org-17mars2021
- www.Laourous.fr
- <http://eco.Um1.Free.Fr>

Bibliographie

- <http://www.edition-ellips.fr>

Mémoire et thèses

- ADJILAN Abdou, 2006, « le développement humain dans les PVD » Université Maroc.
- DJINSU Simon Kevin, 2013, « les déterminants de la localisation des entreprises industrielle dans la région du centre-Cameron », Université de Yaoundé II-SDA.
- GEORGE Mutin, 1980, « Implantations industrielles et aménagement du territoire en Algérie », revue économique.
- GRENOUILLET Rose-Marie, 2015, « le territoire, un produit comme un autre ? La ressource territoriale comme facteur clé du développement durable local », (thèse de doctorat de l'université Caen Basse-Normandie).
- KARIMA Boudedja, 2014, « les acteurs de développement local : outils et représentation, cas des territoires ruraux au Maghreb », (thèse de doctorat de l'université Paul Valéry).
- LUIS Davin, 1969, « Les facteurs de localisation des industries nouvelles », revue économique, vol 20.
- MOUHAND Sofiane, 2014, « valorisation du patrimoine, tourisme et développement territoriale en Algérie : cas des régions de Bejaia en Kabylie et Djanet dans le tassili n'Ajjer », thèse de doctorat de l'université de Grenad.
- OAUHABI Souad « le Rôle des acteurs locaux dans le développement local », Université Abderrahmane Mira, 2014.
- SIMON Martin, 2012, « valoriser le géo patrimoine par la médiation indirecte et la valorisation des objets géomorphologiques » thèse de doctorat de l'université de Lausanne.
- YELBA Patric Il Boudou, 2009, « le développement local face a la politique de décentralisation », Université de Ouagadougou.

Rapport et divers

- Agence des PME, 2013, « PME, clés de lecture », 1^{er} édition.
- Aissaoui Nasreddine, 2016, « approche participation de développement local : quelque expériences sur les zones défavorisées et les zones enclavées ».
- Juan Morua Ramirez, 2015, « comment entreprendre autrement ? L'apport de la complexité dans les projets entrepreneuriaux ».
- Belkadi Ahmed Abdraouf, 1978, « différentes forme d'entreprise, 17 mai 2020, institue international des sciences administratives, cité par Jean-FrancoisEscormelle, Patrik, Melis, « Essai de définition du concept entreprise publique ».
- Corrado 200, cité par Sebastien Dujardin, 2008, « Tourisme et la valorisation des ressources territoriales en meilleurs rural analyse de l'offre touristique de la commune du Durbuy ».

Bibliographie

- Corine Bagoulla, 2006, « localisation industrielle et spécialisation : les rôles des infrastructures, des coûts de production et de la taille de marché dans un cadre Nord Sud », éditeur : Presses de science Po.
- Développement locale « concept stratégies et benchmarking 1^{er} contribution de MIPMPEPI au début sur la promotion du développement local en Algérie, septembre 2011.
- Fresard Marjolaine, 2013, « apports et limites de l'économie industrielle a l'analyse des performances d'une filière halieutique ».
- HadjouLamara, 2009, « les deux piliers de la construction territoriale : coordination des acteurs et ressources territoriale.
- Giovanni Belletti, Andrea Marescotti, 2009, « territoire, produit et acteurs locaux : des liens de qualité ».
- Gharbi Samia, 2011, « les PME/PMI en Algérie : Etat des lieux ».
- Michel Demers, 1991, « l'investissement sous l'incertitude, l'irréversibilité et l'arrivées d'information dans le temps ».
- Muriel Gineste, 2017, « proximité alimentaire entre local, confiance et lien social ».
- Muteba Kallala Dami, 2014, « sécurité alimentaire a Kinshasa, analyse comparative des modes de consommation alimentaire des ménages selon les sciences ».
- Nicolas Snil, Moud Hirzak, Hugues Froncois, 2013, « diagnostic de territoire et ressource territoriale : apports croisés et opérationnalité ».
- Secrétariat général de gouvernement, 2012, « code des collectivités territoriales ».
- Yvon Pesqueux, 2009, « la notion de territoire », Paris.
- ZouadRajaa, 2012, « Diagnostic Marketing territoriale de la wilaya d'Oran en Algérie : analyse et perspective.

Annexes

Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou
Faculté des sciences Economique, Commerciales et des Science de Gestion
Département des Sciences Economique

Ce questionnaire s’inscrit dans la cadre de la préparation d’un mémoire de master en science économique ayant pour objet d’analysé le rôle des zones d’activité dans le développement local dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Questionnaire

1. Nom de l’entreprise :

2. Date de création de l’entreprise :

3. Type d’entreprise :

Industrielle commerciale artisanal
Service de prestataire autre, a précisé

4. Combien de salariés dans l’entreprise ?

- Ouvriers.....
- Employés
- Techniciens.....
- Cadre
- Autres,

5. Quelles sont les fonctions que recèle votre entreprise ?

Recherche et développement ressource humaine production
Marketing commerciale logistique
Autre, a précisé

6. Quelles sont vos principales missions ?

.....
.....
.....

7. Quels sont les partenaires de l’entreprise ?

Fournisseurs

Annexes

Client

8. Quels sont les types de produits que vous fabriquez?

.....
.....

9. Pouvez- vous nous donner le cout de fabrication d'un produit type ?

.....

10. Pouvez-vous nous donner votre gamme de produits ?

.....

11. Exportez-vous votre produit ?

Oui Non

12. Si la réponse est oui, vers quel pays?

13. Si la réponse est non, pourquoi ?

.....

14. Quelles sont les taches les plus difficiles de votre travail ?

.....

15. Etes-vous satisfait de votre travail ?

Oui Non

16. Si oui, quels sont les facteurs de votre satisfaction ?

.....

17. Es-ce-que l'innovation a une importance dans votre secteur ?

Oui Non

18. Si oui quelles sont les dynamiques d'innovation d'entreprise ?

.....

.....

19. Quels sont les critères de recrutement arrêtes ?

Diplôme compétences développées parcours scolaire

Autre,

20. Es-ce-que l'accès a votre entreprise dans cette zone d'activité est signalé par les grands axes routières ?

Annexes

Oui Non

21. Votre zone d'activité est-elle desservie par les transports urbains ?

Oui Non

22. Comment vos salariés se déplacent-ils à la zone ?

.....
.....

23. Quelle sont vos difficulté en terme de transport ?

.....
.....

24. Participer-vous aux frais de déplacement de vos salarié ?

Oui Non

25. Avez-vous un projet de développement qui nécessite un investissement ?

Oui Non

26. Si oui, lequel ?

.....

27. Avez-vous des relations avec des entreprises locales ?

Oui Non

28. Comment voyez-vous l'évolution de votre secteur d'activité ?

.....

29. Pourquoi vous avez choisi cette zone pour localiser votre activité ?

.....
.....

30. Qu'est ce qui vous a motivé a crée votre entreprise ?

.....

Annexes

31. Selon vous, comment votre entreprise contribue-t-elle au développement local de la région ?

.....
.....

32. Y'a-t-il une coordination entre les autres entreprises de la zone d'activité de D.B.K ?

Oui Non

32. Si oui, quelles sont ses formes ?

.....
.....

33. Adoptez-vous à une politique d'attractivité en faveur de la zone industrielle ?

Oui Non

34. Si oui, comment ?.....

35. Pensez-vous a crée une association pour grouper les entreprises de la zone ?

Oui Non

36. Avez-vous déjà eue des échecs dans votre activité ?

Oui Non

37. Si oui, lesquelles ?.....

.....

38. avez-vous l'impression d'avoir réussi ?

Oui Non

39. Comment ?.....

40. Recommandez-vous cette zone pour des personnes voulant créer une entreprise ?

Oui Non

41. si oui, pourquoi ?.....

42. si non, pourquoi ?.....

Annexes

Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou
Faculté des sciences Economique, Commerciales et des Science de Gestion
Département des Sciences Economique

Ce guide d'entretien s'inscrit dans la cadre de la préparation d'un mémoire de master en science économique ayant pour objet d'analyser le rôle des zones d'activité dans le développement local dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Guide d'entretien

1. pouvez-vous nous donner le nombre de zone d'activités et industrielles dans la wilaya de Tizi-Ouzou ?

.....

2. quelle est la superficie de ses zones industrielle ?

.....

3. Quelle sont les critères de localisation des zones d'activités ?

.....

4. Avez-vous des problèmes de foncier lors de réalisation des projets ?

Oui

Non

Si oui, de quoi s'agit-il?

5. Pouvez-vous nous donner le nombre d'entreprise dans la zone de DBK ?

.....

6. Pouvez-vous nous citez les entreprises de la zone d'activité de DBK ?

.....

7. Pouvez-vous nous donner la date de création de la zone d'activité de DBK ?

.....

8. Quelle est la superficie de la zone d'activité de DBK ?

.....

9. Quelle sont les causes de la localisation dans la commune de DBK ?

.....

Annexes

10. Ces causes de localisation sont encore valables actuellement ?

.....

11. Quel sont les inconvénients actuellement rencontrés ?

.....
.....

12. Quelle sont les procédures a suivre pour bénéficier d'un lot dans la zone d'activité ?

.....

13. Quelle est la situation d'affectation des lots en termes de :

Projet en cours	Nombre
La cessibilité	
Lots cédés	
Lots non cessible	
Contrat établis	
Contrat non établis	

14. Quelles est la situation des projets de la zone d'activité de DBK ?

Situation de projets	Nombre
Projet lancés	
Projets à l'arrêt	
Projets non lancés	
Projets en cours de réalisation	

15. Quelles sont les activités principales de la zone ?

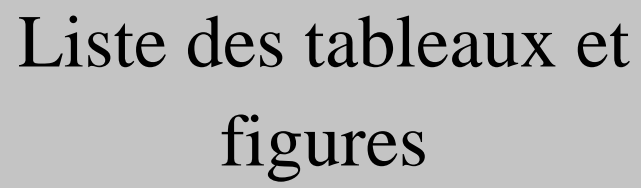
.....
.....

16. Pouvez-vous nous citez les travaux en réhabilitation au sein de la zone d'activité ?

.....
.....

17. Quelle sont les contraintes rencontré en terme de sécurité et de gestion ? quelle mesure avez-vous prie ?

.....
.....



Liste des tableaux et
figures

Liste des tableaux

Tableau n°1 : Autre définition de la PME dans quelque pays	18
Tableau n°2 : Les trois dimensions de territoire	39
Tableau n°3 : Répartition de la population occupée par branche d'activité (année 2018)	52
Tableau n°4 : Situation d'affectation des lots et projet des zones d'activités de la wilaya de Tizi-Ouzou	78
Tableaux n°5 : Température de la commune de DBK	81
Tableau n°6 : Les différentes entreprises implanté à la zone	82
Tableau n°7 : Référence de questionnaire	87
Tableau n°8 : Présentation des entreprises qui ont répondu au questionnaire	89
Tableau n°9 : Présentation des entreprises qui n'ont pas répondu au questionnaire	90
Tableau n°10 : L'emploi au sein de la zone de DBK	92
Tableau n°11 : Les différentes fonctions des entreprises	94

Listes des figures

Figure n° 1 :Le cercle vertueux du développement local	08
Figure 2 : Les différentes formes juridiques de société en Algérie.....	22
Figure 3 : Structure-comportement-performance.....	31
Figure 4 : La vision statique et dynamique des systèmes	32
Figure 5 : Le triangle de la localisation de Weber	35
Figure 6 : Exemple de tracé l'isodapgne	37
Figure n°7 :Proximité géographique	41
Figure n°8 : Interaction entre les acteurs locaux, l produit et le territoire	41
Figure n°9 : L'opérateur des ressources territoriales interface entre interne (territoire) et externe (filière).....	46
Figure n°10 : Présentation graphique des principaux secteurs d'activité AZEFFOUN ...	55
Figure n°11 : Présentation graphique des principaux secteurs d'activité ABOUDID.....	57
Figure n° 12 : Présentation graphique des principaux secteurs d'activité BOUGHNI.....	59
Figure n° 13 : Présentation graphique des principaux secteurs d'activité FREHA	61
Figure n° 14 : Présentation graphiques des principaux secteurs d'activité AIN EL HAMMAM.....	63
Figure n°15 : Présentation graphique des principaux secteurs d'activités MEKLA	65
Figure n° 16 : Présentation graphique des principaux secteurs d'activité MOULDIOUANE.....	67
Figure n°17 : Présentation graphique des principaux secteurs d'activité TIZI GHENIF. .	70
Figure n° 18 : Présentation graphique des principaux secteurs d'activité AISSAT AIDIR.....	72
Figure n°19 : Présentation graphique des principaux secteurs d'activité BOUDJIMA ...	74
Figure n° 20 : Présentation graphique des principaux secteurs d'activité AZAZGA.....	76
Figure n° 21 : Présentation graphique des principaux secteurs d'activité DBK.....	82
Figure n°22 :L'accessibilité a la zone de DBK.....	
Figure n°23 :L'exportation	91
Figure n°24 : L'innovation au sein des entreprises	91
Figure n°25 : Le transport	93
Figure n°26 : Critère de recrutement	93
Figure n°27 : Coordination entre les acteurs.....	95

Liste des cartes

Carte n°1 : Plan parcellaire zone d'activités AZEFFOUN -Tizi-Ouzou	56
Carte n°2 : Plans parcellaire zone d'activité ABOUDID -Tizi-Ouzou.....	58
Carte n°3 : Plan parcellaire zone d'activité BOUGHNI -Tizi-Ouzou	60
Carte n° 4 : Plan parcellaire zone d'activité FREHA -Tizi-Ouzou	62
Carte n°5 : Plan parcellaire zone d'activité AIN EL HAMMAM –Tizi-Ouzou.....	64
Carte n°6 : Plan parcellaire zone d'activité MEKLA –Tizi-Ouzou	66
Carte n°7 : Plan parcellaire zone d'activité MOULDIOUANE –Tizi-Ouzou	68
Carte n°8 : Plan parcellaire zone d'activité DRAA EL MIZANE –Tizi-Ouzou	69
Carte n°9 : Plan parcellaire zone d'activité TIZI GHENNIF –Tizi-Ouzou.....	71
Carte n°10 : Plan parcellaire zone industrielle AISSAT IDIR OUAD AISSI –Tizi-Ouzou	73
Carte n°11 : Plan parcellaire zone d'activité TALA ATHMANE –Tizi-Ouzou	73
Carta n°12 : Plan parcellaire zone d'activité BOUDJIMA –Tizi-Ouzou	75
Carte n° : Plan parcellaire zone d'activité AZAZGA –Tizi-Ouzou	77

Liste des abréviations

APC : Assembler Populaire Communal

BTPH : Bâtiment, Travaux Publique et Hydraulique

CIE : Club Inter Entreprise

DATAR : Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale

DBK : Draa Ben Khedda

DIM : Direction de l'Industrie et des Mines

EPE : Entreprise Publique Economique

EPIC : Etablissement Publique à caractère Industrielle et Commercial

ETS :

EURL/STLD : Entreprise Unipersonnel a Responsabilité Limité/ Sponsord Top Level Domain

GREMI : Groupe de Recherche Européenne sur les Meilleurs Innovation

Mm : Millimètre

PME : Petite et Moyen Entreprise

RN : Route National

SARL : Société a Responsabilisé Limité

SGP : Société de Gestion de Participation des zones industrielle

SNC : Société en Nom Collectif

SPA : Société Par Action

SPL : Système Productif Locaux

UGZIA : Unité de Gestion des Zones Industrielle et Activité

ZA : Zone d'Activité

ZI : Zone Industrielle

Table des matières

Table des matières

Remerciements.....	I
Dédicaces	II
Liste des abréviations.....	III
Sommaire	IV
Introduction générale	01
Chapitre I : Le développement local et la petite et moyenne entreprise	05
Introduction	05
Section 1 : Généralité sur le développement local.....	05
1-1- Cadre théorique de développement local	06
1-1-1- Introduction conceptuel de développement local	06
1-1-2- Origine de concept de développement local.....	08
1-1-3- Les modèles économiques du développement local	09
1-1-4- Les principaux outils du développement local	12
1-1-5- Les dimensions économiques de développement local	13
1-1-6- Les objectifs du développement local	14
1-2- Perception des acteurs locaux et la prise de décision	14
Section 2 : Cadre conceptuel des petites et moyennes entreprises	17
2-1- Aperçu théorique sur la petite et moyenne entreprise	17
2-1-1- Définition de la petite et moyenne entreprise	18
2-1-2- Les différentes classifications des entreprises	19
2-1-3- Les caractéristiques de la petite et moyenne entreprise	23

Section 3 : Le rôle de la PME dans le développement économique local	24
3-1- Rôle de la PME a la création d'emplois	24
3-2- Rôle de la PME a la valeur ajouté	25
3-3- Rôle de la PME à la distribution des revenus	25
Conclusion	26
Chapitre II : l'économie industriel et les dynamiques territoriales	27
Introduction	27
Section 1 : La doctrine de l'économie industrielle	28
1-1- Contours et méthodes de l'économie industrielle	28
1-1-1- Définition de l'économie industrielle	28
1-1-2- Naissance de l'économie industrielle	28
1-1-3- Objet de l'économie industrielle	29
1-1-4- Méthode de l'économie industrielle	30
1-2- La localisation des entreprises industrielle	33
1-2-1- Le modèle de Von Thünen	33
1-2-2- Le modèle d'Alfred Weber (1909)	34
1-3- Le développement de l'économie industrielle	37
Section 2 : Fondement théorique des dynamiques territoriales	38
2-1- Le territoire : Définition, dimension et caractéristique	38
2-2- Territoire-produit	39
2-3- Territoire-patrimoine	42
Section 3 : Ressource territorial	44
3-1- La notion de « ressource » et « ressource territorial »	44
3-2- Types de ressource territoriale	45

3-3- De la ressource a la trajectoire	45
3-4- La coordination des acteurs autour d'une ressource territoriale	48
Conclusion	49
Chapitre III : Etude de cas pratique	50
Introduction	51
Section 01 : Présentation de la wilaya de Tizi-Ouzou	51
1-1- Présentation général de la wilaya de Tizi-Ouzou	51
1-1-1- Géographie	51
1-1-2- Démographique	51
1-1-3- Accessibilité	52
1-2-Définition de concepts	53
1-2-1-Définition de la zone d'activité	53
1-2-2-Définition de la zone industrielle	53
1-3-Les différentes zones d'activités aux niveaux de la wilaya de Tizi-Ouzou	53
1-3-1- Qu'es ce que DIVINDUS ZI	54
1-3-2- Les zones d'activité de la wilaya de Tizi-Ouzou	54
Section 02 : Présentation de la commune DBK	80
2-1- Caractéristiques général de la commune DBK	80
2-1-1-Tissu urbain	80
2-1-2- L'accessibilité	80
2-1-3- Climat	80
2-2- Etat des lieux de la zone d'activité DBK	81
2-2-1-Les différentes entreprises implanté a la zone	82
2-2-2- Les procédures à suivre pour bénéficier d'un lot	85
2-2-3-Les contraintes rencontrés à la zone	85

Section 03 : Résultat d'enquête et traitement de questionnaire	86
3-1- Méthodologie de recherche	86
3-1-1- Contenne de questionnaire	88
3-1-2- Présentation d'enquêté	88
3-1-3- Objectif d'enquête	88
3-1-4- Obstacle et difficulté rencontré	89
3-2- Présentation des entreprises enquêtées	89
3-2-1- Présentation des entreprises qui ont répondu au questionnaire	89
3-2-2- Présentation des entreprises qui non pas répondu au questionnaire	89
3-2-3- L'accessibilité a la zone de DBK	90
3-2-4- L'exportation au sein des entreprises	91
3-2-5- L'innovation au sein des entreprises	91
3-2-6- L'emploi au sein de la zone	92
3-2-7- Le transport a la zone	93
3-2-8- Le recrutement au sein des entreprises	93
3-2-9- Les différentes fonctions des entreprises	94
3-2-10-Le choix de la localisation des entreprises	95
3-2-11-Contribution des entreprises au développement local	96
Conclusion	98
Conclusion général	99
Référence bibliographique	101
Annexes	105
Liste des tableaux et figures	105
Liste des cartes	107
Table des matières	110

Résumer :

Les zones d'activités sont en cour de développement économique des territoires. De l'aménagement à l'implantation, les zones d'activités est pleinement intégré au développement économique du territoire, ces espaces sont connus pour créer de l'activité, ils sont moteur de l'emploi et interagissent avec de multiple facteurs, et acteurs du développement économique territorial, ils représentent un rouage de ce mécanisme complexe de développement territoriale.

Dans le cadre du plan de développement adopté après l'indépendance de l'Algérie, la wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié de la création de 13 zones d'activités et une zone industrielle. A travers cette création plusieurs finalités alors visées des finalités économiques, politique, et socioculturelles.

La zone d'activité de DBK offre un potentiel foncier important et des avantages aux investisseurs mais le développement de cette zone reste insuffisant, les pouvoirs publics notamment l'organisme gestionnaire doivent intervenir et sont censé de mettre en ouvre une politique de gestion, les services et investissement.

Summary

The activity zones are in the process of economic development of the territoires. From planning to establishment, the activity zones are fully integrated into the economic development of the territory, these spaces are known to creat activity, they are moteur of employment and interact with multiple factors, and actors of territorial economic development, they represent a cog in this complex mechanism of territorial development.

As part of the development plan adopted after Algeria's independance, the wilaya of Tizi-Ouzou has benefited from the creation of 13 activity zones and one industrial zone. Through this creation several purposes the targeted economic, political, and socio-culturel purposes.

DBK's activity zone offers signification land advantages to investors, but the development of this zone remains insufficient, the public authorities in particular the management body must intervene and are supposed to implement a management policy, the services and investment.